

Date Printed: 01/14/2009

JTS Box Number: IFES_28

Tab Number: 3

Document Title: CONSTITUTION OF THE REPUBLIC OF HAITI

Document Date: 1987

Document Country: HAITI

Document Language: FRE

IFES ID: CON00097



Con/HAT/1987/001/HC



REPUBLIQUE D'HAÏTI

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI



1987

F. Clifton White Resource Center
International Foundation
for Election Systems
1101 15th Street, NW ²/00
Washington, DC 20005

LA CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

1987

PREAMBULE

Le Peuple Haïtien proclame la présente Constitution:

Pour garantir ses droits inaliénables et imprescriptibles à la vie, à la liberté et la poursuite du bonheur; conformément à son Acte d'indépendance de 1804 et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.

Pour constituer une nation haïtienne socialement juste économiquement libre et politiquement indépendante.

Pour rétablir un État stable et fort, capable de protéger les valeurs, les traditions, la souveraineté, l'indépendance et la vision nationale.

Pour implanter la démocratie qui implique le pluralisme idéologique et l'alternance politique et affirmer les droits inviolables du Peuple Haïtien.

Pour fortifier l'unité nationale, en éliminant toutes discriminations entre les populations des villes et des campagnes, par l'acceptation de la communauté de langues et de culture et par la reconnaissance du droit au progrès, à l'information, à l'éducation, à la santé, au travail et au loisir pour tous les citoyens.

Pour assurer la séparation, et la répartition harmonieuse des Pouvoirs de l'Etat au service des intérêts fondamentaux et prioritaires de la Nation.

Pour instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés fondamentales et le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective.

TITRE I

DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI SON EMBLEME - SES SYMBOLES

CHAPITRE I

DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ARTICLE Premier: Haïti est une République, indivisible, souveraine, indépendante, coopératiste, libre, démocratique et sociale.

ARTICLE Premier - 1: La ville de Port-au-Prince est sa Capitale et le siège de son Gouvernement. Ce siège peut être déplacé en cas de force majeure.

ARTICLE 2: Les couleurs nationales sont: le bleu et le rouge.

ARTICLE 3: L'emblème de la Nation Haïtienne est le Drapeau qui répond à la description suivante:

- a) Deux (2) bandes d'étoffe d'égales dimensions: l'une bleue en haut, l'autre rouge en bas, placées horizontalement;

b) Au centre, sur un carré d'étoffe blanche, sont disposées les Armes de la République;

c) Les Armes de la République sont : Le Palmiste surmonté du Bonnet de la Liberté et, ombrageant des ses Palmes, un Trophée d'Armes avec la Légende: L'Union fait la Force.

ARTICLE 4: La devise nationale est: Liberté - Égalité - Fraternité.

ARTICLE 4.1: L'Hymne National est: La Dessalinienne.

ARTICLE 5: Tous les Haïtiens sont unis par une Langue commune : le Créole.

- Le Créole et le Français sont les langues officielles de la République.

ARTICLE 6: L'Unité monétaire nationale est : La GOURDE. Elle est divisée en : centimes.

ARTICLE 7: Le culte de la personnalité est formellement interdit. Les effigies, les noms de personnages vivants ne peuvent figurer sur la monnaie, les timbres, les vignettes. Il en est de même pour les bâtiments publics, les rues et les ouvrages d'art.

ARTICLE 7.1: L'utilisation d'effigie de personne décédée doit obtenir l'approbation de l'Assemblée Nationale.

CHAPITRE II

DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ARTICLE 8: Le territoire de la République d'Haïti comprend:

a) La partie Occidentale de l'île d'Haïti ainsi que les îles adjacentes: la Gonâve, La Tortue, l'île à Vache, les Cayenites, La Navase, La Grande Caye et les autres îles de la Mer Territoriale;

Il est limité à l'Est par la République Dominicaine, au Nord par l'Océan Atlantique, au Sud et à l'Ouest par la mer des Caraïbes ou mer des Antilles.

b) La mer territoriale et la zone économique exclusive;

c) Le milieu aérien surplombant la partie Terrestre et Maritime.

ARTICLE 8.1: Le Territoire de la République d'Haïti est inviolable et ne peut-être aliéné ni en tout, ni en partie par aucun Traité ou Convention..

ARTICLE 9: Le Territoire de la République est divisé et subdivisé en Départements, Arrondissements, Communes, Quartiers et Sections Communales.

ARTICLE 9.1: La Loi détermine le nombre, les limites de ces divisions et subdivisions et en règle l'organisation et le fonctionnement.

TITRE II

DE LA NATIONALITÉ HAÏTIENNE

ARTICLE 10: Les règles relatives à la Nationalité Haïtienne sont déterminées par la Loi.

ARTICLE 11: Possède la Nationalité Haïtienne d'origine, tout individu né d'un père haïtien ou

d'une mère haïtienne qui eux-mêmes sont nés Haïtiens et n'avaient jamais renoncé à leur nationalité au moment de la naissance.

ARTICLE 12: La Nationalité Haïtienne peut être acquise par la naturalisation.

ARTICLE 12.1: Tout étranger après cinq (5) ans de résidence continue sur le Territoire de la République peut obtenir la nationalité haïtienne par naturalisation, en se conformant aux règles établies par la Loi.

ARTICLE 12.2: Les Haïtiens par naturalisation sont admis à exercer leur droit de vote, mais ils doivent attendre cinq (5) ans après la date de leur naturalisation pour être éligible ou occuper des fonctions publiques autres que celles réservées par la Constitution et par la Loi des haïtiens d'origine.

ARTICLE 13: La Nationalité haïtienne se perd par :

- a) La Naturalisation acquise en Pays étranger;
- b) L'occupation d'un poste politique au service d'un Gouvernement Etranger;
- c) La résidence continue à l'étranger pendant trois (3) ans d'un individu étranger naturalisé haïtien sans une autorisation régulièrement accordée par l'Autorité compétente. Quiconque perd ainsi la nationalité haïtienne, ne peut pas la recouvrer.

ARTICLE 14: L'Haïtien naturalisé en pays étranger peut recouvrer sa Nationalité haïtienne, en remplissant toutes les conditions et formalités imposées à l'étranger par la loi.

ARTICLE 15: La double nationalité haïtienne et étrangère n'est admise dans aucun cas.

Titre III

DU CITOYEN - des DROITS et DEVOIRS

FONDAMENTAUX

CHAPITRE I

DE LA QUALITÉ DU CITOYEN

ARTICLE 16: La réunion des droits civils et politiques constitue la qualité du citoyen.

ARTICLE 16.1: La jouissance, l'exercice, la suspension et la perte de ses droits sont réglés par la loi.

ARTICLE 16.2: L'âge de la majorité est fixé à dix-huit (18) ans.

ARTICLE 17: Les haïtiens sans distinction de sexe et d'état civil, âgé de dix-huit (18) ans accomplis, peuvent exercer leurs droits civils et politiques s'ils réunissent les autres conditions prévues par la Constitution et par la loi.

ARTICLE 18: Les haïtiens sont égaux devant la loi sous la réserve des avantages conférés aux haïtiens d'origine qui n'ont jamais renoncé à leur nationalité.

CHAPITRE II

DES DROITS FONDAMENTAUX

SECTION A

DROIT A LA VIE ET A LA SANTÉ

ARTICLE 19: L'Etat a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

ARTICLE 20: La peine de mort est abolie en toute matière.

ARTICLE 21: Le crime de haute trahison consiste à porter les armes dans une armée étrangère contre la République, à servir une nation étrangère contre la République, dans le fait par tout fonctionnaire de voler les biens de l'Etat confiés à sa gestion ou toute violation de la Constitution par ceux chargés de la faire respecter.

ARTICLE 21.1: Le crime de haute trahison est puni de la peine des travaux forcés à perpétuité sans commutation de peine.

ARTICLE 22: L'Etat reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale.

ARTICLE 23: L'Etat est astreint à l'obligation d'assurer à tous les citoyens dans toutes les collectivités territoriales les moyens appropriés pour garantir la protection, le maintien et le rétablissement de leur santé par la création d'hôpitaux, centres de santé et de dispensaires.

SECTION B

DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE

ARTICLE 24: La liberté individuelle est garantie et protégée par l'Etat.

ARTICLE 24.1: Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

ARTICLE 24.2: L'arrestation et la détention, sauf en cas de flagrant délit, n'auront lieu que sur un mandat écrit d'un fonctionnaire légalement compétent.

ARTICLE 24.3: Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut:

- a) Qu'il exprime formellement en créole et en français le ou les motifs de l'arrestation ou de la détention et la disposition de loi qui punit le fait imputé;
- b) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissée copie au moment de l'exécution à la personne prévenue;
- c) Qu'il soit notifié au prévenu de son droit de se faire assister d'un avocat à toutes les phases de l'instruction de l'affaire jusqu'au jugement définitif;
- d) Sauf le cas de flagrant délit, aucune arrestation sur mandat, aucune perquisition ne peut se faire entre six (6) heures du soir et six (6) heures du matin;
- e) La responsabilité est personnelle. Nul ne peut être arrêté à la place d'un autre.

ARTICLE 25: Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une personne ou la maintenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique notamment pendant l'interrogation sont interdites.

ARTICLE 25.1: Nul ne peut être interrogé en absence de son avocat ou d'un témoin de son choix.

ARTICLE 26: Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarantes huit (48) heures qui suivent son arrestation, par devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation et si ce juge n'a confirmé la détention par décision motivée.

ARTICLE 26.1: En cas de contravention, l'inculpé est défré par devant le juge de paix qui statue définitivement.

En cas de délit ou de crime, le prévenu peut, sans permission préalable et sur simple mémoire, se pourvoir devant le doyen du tribunal de première instance du ressort qui, sur les conclusions du Ministère Public, statue à l'extraordinaire, audience tenante, sans remise ni tour de rôle, toutes affaires cessantes sur la légalité de l'arrestation et de la détention.

ARTICLE 26.2: Si l'arrestation est jugée illégale, le Juge ordonne la libération immédiate du détenu et cette décision exécutoire sur minute nonobstant appel, pourvoi en cassation ou défense d'exécuter.

ARTICLE 27: Toutes violations des dispositions relatives à la liberté individuelle sont des actes arbitraires. Les personnes lésées peuvent, sans autorisation préalable, se référer aux tribunaux compétents pour poursuivre les auteurs et les exécuteurs de ces actes arbitraires quelles que soient leurs qualités et à quelque Corps qu'ils appartiennent.

ARTICLE 27.1: Les fonctionnaires et les employés de l'Etat sont directement responsables selon les lois pénales, civiles et administratives des actes accomplis en violation de droits. Dans ces cas, la responsabilité civile s'étend aussi à l'Etat.

SECTION C

DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

ARTICLE 28: Tout haïtien ou toute haïtienne a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit.

ARTICLE 28.1: Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure sauf en cas de guerre.

ARTICLE 28.2: Le journaliste ne peut être forcé de révéler ses sources. Il a toutefois pour devoir d'en vérifier l'authenticité et l'exactitude des informations. Il est également tenu de respecter l'éthique professionnelle.

ARTICLE 28.3: Tout délit Presse ainsi que les abus du droit d'expression relèvent du Code Pénal.

ARTICLE 29: Le droit de pétition est reconnu. Il est exercé personnellement par un, une ou plusieurs citoyens mais jamais au nom d'un Corps.

ARTICLE 29.1: Toute pétition adressée au Pouvoir Législatif doit donner lieu à procédure réglementaire permettant de statuer sur son objet.

SECTION D

DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE

ARTICLE 30: Toutes les religions et tous les cultes sont libres. Toute personne a le droit de professer sa religion et son culte, pourvu que l'exercice de ce droit ne trouble pas l'ordre et la paix publics.

ARTICLE 30.1: Nul ne peut être contraint à faire partie d'une association ou à suivre un enseignement religieux contraire à ses convictions.

ARTICLE 30.2: La loi établit les conditions de reconnaissance et de fonctionnement des religions et des cultes.

SECTION E

DE LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

ARTICLE 31: La liberté d'association et de réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles ou toutes autres fins pacifiques est garantie.

ARTICLE 31.1: Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. La loi détermine leurs conditions de reconnaissance et de fonctionnement, les avantages et privilèges qui leur sont réservés.

ARTICLE 31.2: Les réunions sur la voie publique sont sujettes à notification préalable aux autorités de police.

ARTICLE 31.3: Nul ne peut être contraint de s'affilier à une association, quel'en soit le caractère.

SECTION F

DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT

ARTICLE 32: L'Etat garantit le droit à l'éducation. Il veille à la formation physique, intellectuelle, morale, professionnelle, sociale et civique de la population.

ARTICLE 32.1: L'éducation est une charge de l'Etat et des collectivités territoriales. Ils doivent mettre l'école gratuitement à la portée de tous, veiller au niveau de formation des Enseignements des secteurs public et privé.

ARTICLE 32.2: La première charge de l'Etat et des collectivités territoriales est la scolarisation massive, seule capable de permettre le développement du pays. L'Etat encourage et facilite l'initiative privée en ce domaine.

ARTICLE 32.3: L'enseignement primaire est obligatoire sous peine de sanctions à déterminer par la loi. Les fournitures classiques et le matériel didactique seront mis gratuitement par l'Etat à la disposition des élèves au niveau de l'enseignement primaire.

ARTICLE 32.4: L'enseignement agricole, professionnel, coopératif et technique est une responsabilité primordiale de l'Etat et des communes.

ARTICLE 32.5: La formation pré-scolaire et maternelle ainsi que l'enseignement non-formel sont encouragés.

ARTICLE 32.6: L'accès aux Etudes Supérieures est ouvert en pleine égalité à tous, uniquement en fonction du mérite.

ARTICLE 32.7: L'Etat doit veiller à ce que chaque collectivité territoriale, section communale, commune, département soit doté d'établissements d'enseignement indispensables, adaptés aux besoins de son développement, sans toutefois porter préjudice à la priorité de l'enseignement agricole, professionnel, coopératif et technique qui doit être largement diffusé.

ARTICLE 32.8: L'Etat garantit aux handicapés et aux surdoués des moyens pour assurer leur autonomie, leur éducation, leur indépendance.

ARTICLE 32.9: L'Etat et les collectivités territoriales ont pour devoir de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'intensifier la campagne d'alphabétisation des masses. Ils encouragent toutes les initiatives privées tendant à cette fin.

ARTICLE 32.10: L'enseignement a droit à un salaire de base équitable.

ARTICLE 33: L'enseignement est libre à tous les degrés. Cette liberté s'exerce sous le contrôle de l'Etat.

ARTICLE 34: Hormis les cas de flagrant délit, l'enceinte des établissements d'enseignement est

inviolable. Aucune force de l'ordre ne peut y pénétrer qu'en accord avec la Direction desdits établissements.

ARTICLE 34.1: Cette disposition ne s'applique pas quand un établissement scolaire est utilisé à d'autre fins.

SECTION G

DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL

ARTICLE 35: La liberté du travail est garantie. Tout citoyen a pour obligation de se consacrer à un travail de son choix en vue de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, de coopérer avec l'Etat à l'établissement d'un système de sécurité sociale.

ARTICLE 35.1: Tout employé d'une institution privée ou publique a droit à un juste salaire, au repos, au congé annuel payé et au bonus.

ARTICLE 35.2: L'Etat garantit au travailleur, l'égalité des conditions de travail et de salaire quel que soit son sexe, ses croyances, ses opinions et son statut matrimonial.

ARTICLE 35.3: La liberté syndicale est garantie. Tout travailleur des secteurs privé et public peut adhérer au Syndicat de ses activités professionnelles pour la défense exclusivement de ses intérêts de travail.

ARTICLE 35.4: Le syndicat est essentiellement apolitique, à but non lucratif et non confessionnel. Nul ne peut être contraint d'y adhérer.

ARTICLE 35.5: Le droit de grève est reconnu dans les limites déterminée par la loi.

ARTICLE 35.6: La loi la limite d'âge pour le travail salarié. Des Lois Spéciales règlent le travail des enfants mineurs et des gens de maison.

SECTION H

DE LA PROPRIÉTÉ

ARTICLE 36: La propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance ainsi que les limites.

ARTICLE 36.1: L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu moyennant le paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune autre spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans aucun remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en oeuvre du projet.

ARTICLE 36.2: La Nationalisation et la confiscation des biens, meubles et immeubles pour causes politiques sont interdites.

Nul ne peut être privé de son droit légitime de propriété qu'en vertu d'un jugement rendu par un Tribunal de droit commun passé en force de chose souverainement jugée, sauf dans le cadre d'une réforme agraire.

ARTICLE 36.3: La propriété entraîne également des obligations. Il n'en peut être fait usage contraire à l'intérêt général.

ARTICLE 36.4: Le propriétaire foncier doit cultiver, exploiter le sol et le protéger, notamment contre l'érosion. La sanction de cette obligation est prévue par la loi.

ARTICLE 36.5: Le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'Etat.

ARTICLE 36.6: La loi fixe les règles qui conditionnent la liberté de prospection et le droit d'exploiter les mines, minières et carrières du sous-sol, en assurant au propriétaire de la surface, aux concessionnaires et à l'Etat haïtien une participation équitable au profit que procure la mise en valeur de ces ressources naturelles.

ARTICLE 37: La loi fixe les conditions de morcellement et de remembrement de la terre en fonction du plan d'aménagement du territoire et du bien-être des communautés concernées, dans le cadre d'une réforme agraire.

ARTICLE 38: La propriété scientifique, littéraire et artistique est protégée par la loi.

ARTICLE 39: Les habitants des sections communales ont un droit de préemption pour l'exploitation des terres du domaine privé de l'Etat situées dans leur localité.

SECTION I

DROIT A L'INFORMATION

ARTICLE 40: Obligation est faite à l'Etat de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française aux lois, arrêtés, décrets, accords internationaux, traités, conventions, à tout ce qui touche la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale.

SECTION J

DROIT A LA SÉCURITÉ

ARTICLE 41: Aucun individu de nationalité haïtienne ne peut être déporté ou forcé de laisser le territoire national pour quelque motif que ce soit.

Nul ne peut être privé pour des motifs politiques de sa capacité juridique et de sa nationalité.

ARTICLE 41.1: Aucun haïtien n'a besoin de visa pour laisser le pays ou pour y revenir.

ARTICLE 42: Aucun citoyen, civil ou militaire ne peut être distrait des juges que la constitution et les lois lui assignent.

ARTICLE 42.1: Le militaire accusé de crime de haute trahison envers la patrie est passible du tribunal de droit commun.

ARTICLE 42.2: La justice militaire n'a juridiction que:

- a) Dans les cas de violation des règlements du Manuel de justice militaire par des militaires;
- b) Dans les cas de conflits entre les membres des forces armées;
- c) En cas de guerre.

ARTICLE 42.3: Les cas de conflit entre civils et militaires, les abus, violences et crimes perpétrés contre un civil par un militaire dans l'exercice de ses fonctions, relèvent exclusivement des tribunaux de droit commun.

ARTICLE 43: Aucune visite domiciliaire, aucune saisie de papier ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

ARTICLE 44: Les détenus provisoires attendant d'être jugés doivent être séparés de ceux qui purgent une peine.

ARTICLE 44.1: Le régime des prisons doit répondre aux normes attachées au respect de la dignité humaine selon la loi sur la matière.

ARTICLE 45: Nulle peine ne peut être établie que par la loi, ni appliquée que dans les cas que celle-ci détermine.

ARTICLE 46: Nul ne peut être obligé, en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, à témoigner contre lui-même ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou deuxième degré d'alliance.

ARTICLE 47: Nul ne peut être contraint à prêter serment que dans le cas et dans les formes prévus par la loi.

ARTICLE 48: L'Etat veillera à ce qu'une caisse de pension civile de retraite soit établie dans les secteurs privé et public. Elle sera alimentée par les contributions des employeurs et employés suivant les critères et modalités établis par la loi. L'allocation de la pension est un droit et non une faveur.

ARTICLE 49: La liberté, le secret de la correspondance et de toutes les autres de communication sont inviolables. Leur limitation ne peut se produire que par un acte motivé de l'autorité judiciaire, selon les garanties fixée par la loi.

ARTICLE 50: Dans le cadre de la constitution et de la loi, le jury est établi en matière criminelle pour les crimes de sang et en matière de délits politiques.

ARTICLE 51: La loi ne peut avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elle est favorable à l'accusé.

CHAPITRE III

DES DEVOIRS DU CITOYEN

ARTICLE 52: A la qualité de citoyen se rattache le devoir civique. Tout droit est contrebalancé par le devoir correspondant.

ARTICLE 52.1: Le devoir civique est l'ensemble des obligations du citoyen dans l'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'Etat et de la patrie. Ces obligations sont:

- a) respecter la constitution et l'emblème national;
- b) respecter les lois;
- c) voter aux élections sans contrainte;
- d) payer ses taxes;
- e) servir de juré;
- f) défendre le pays en cas de guerre;
- g) s'instruire et se perfectionner;
- h) respecter et protéger l'environnement;
- i) respecter scrupuleusement les deniers et biens de l'Etat;
- j) respecter le bien d'autrui;
- k) oeuvrer pour le maintien de la paix;
- l) fournir assistance aux personnes en danger;
- m) respecter les droits et la liberté d'autrui.

ARTICLE 52.2: La dérogation à ces prescriptions est sanctionnée par la loi.

ARTICLE 52.3: Il est établi un service civique mixte obligatoire dont les conditions de fonctionnement sont établies par la loi.

TITRE IV

DES ÉTRANGERS

ARTICLE 53: Les conditions d'admission et de séjour des étrangers dans le pays sont établies par la loi.

ARTICLE 54: Les étrangers qui se trouvent sur le territoire de la République bénéficient de la même protection que celle qui est accordée aux haïtiens, conformément à la loi.

ARTICLE 54: L'étranger jouit des droits civils, des droits économiques et sociaux sous la réserve des dispositions légales relatives au droit de propriété immobilière, à l'exercice des professions, au commerce de gros, à la représentation commerciale et aux opérations d'importation et d'exportation.

ARTICLE 55: Le droit de propriété immobilière est accordé à l'étranger résidant en Haïti pour les besoins de sa demeure.

ARTICLE 55.1: Cependant, l'étranger résidant en Haïti ne peut être propriétaire de plus d'une maison d'habitation dans un même arrondissement. Il ne peut en aucun cas se livrer au trafic de location d'immeubles. Toutefois, les sociétés étrangères de promotion immobilière bénéficient d'un statut spécial réglé par la loi.

ARTICLE 55.2: Le droit de propriété immobilière est également accordé à l'étranger résidant en Haïti et aux sociétés étrangères pour les besoins de leurs entreprises agricoles, commerciales, industrielles, religieuses, humanitaires ou d'enseignement, dans les limites et conditions déterminées par la loi.

ARTICLE 55.3: Aucun étranger ne peut être propriétaire d'un immeuble borné par la frontière terrestre haïtienne.

ARTICLE 55.4: Ce droit prend fin cinq (5) années après que l'étranger n'a cessé de résider dans le pays ou qu'ont cessé les opérations de ces sociétés, conformément à la loi qui détermine les règlements à suivre pour la transmission et la liquidation des biens appartenant aux étrangers.

ARTICLE 55.5: Les contrevenants aux sus-dites dispositions ainsi que leurs complices seront punis conformément à la loi.

ARTICLE 56: L'étranger peut être expulsé du territoire de la République lorsqu'il s'immisce dans la vie politique du pays et dans les cas déterminés par la loi.

ARTICLE 57: Le droit d'asile est reconnu aux réfugiés politiques.

TITRE V

DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE

ARTICLE 58: La souveraineté nationale réside dans l'universalité des citoyens.

Les citoyens exercent directement les prérogatives de la souveraineté par:

- a) l'élection du Président de la République;
- b) l'élection des membres du Pouvoir législatif;
- c) l'élection des membres de tous autres corps ou de toutes assemblées prévues par la constitution et par la loi.

ARTICLE 59: Les citoyens délèguent l'exercice de la souveraineté nationale à trois (3) pouvoirs:

- a) le pouvoir législatif;
- b) le pouvoir exécutif;
- c) le pouvoir judiciaire.

Le principe de séparation des trois (3) pouvoirs est consacré par la constitution.

ARTICLE 59.1: L'ensemble de ces trois (3) pouvoirs constitue le fondement essentiel de l'organisation de l'Etat qui est civil.

ARTICLE 60: Chaque pouvoir est indépendant des deux (2) autres dans ses attributions qu'il exerce séparément.

ARTICLE 60.1: Aucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie, ni sortir des limites qui sont fixées par la constitution et par la loi.

ARTICLE 60.2: La responsabilité entière est attachée aux actes de chacun des trois (3) pouvoirs.

CHAPITRE I

DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉCENTRALISATION

ARTICLE 61: Les collectivités territoriales sont la section communale, la commune et le département.

ARTICLE 61.1: La loi peut créer toute autre collectivité territoriale.

SECTION A

DE LA SECTION COMMUNALE

ARTICLE 62: La section communale est la plus petite entité territoriale administrative de la République.

ARTICLE 63: L'administration de chaque section communale est assurée par un conseil de trois (3) membres élu au suffrage universel pour une durée de quatre (4) ans. Ils sont indéfiniment rééligibles. Son mode d'organisation et de fonctionnement est réglé par la loi.

ARTICLE 63.1: Le conseil d'administration de la section communale est assisté dans sa tâche par une assemblée de la section communale.

ARTICLE 64: L'Etat a pour obligation d'établir au niveau de chaque section communale les structures propres à la formation sociale, économique, civique et culturelle de sa population.

ARTICLE 65: Pour être membre du conseil d'administration de la section communale, il faut:

- a) être haïtien et âgé de 25 ans au moins;
- b) avoir résidé dans la section communale deux (2) ans avant les élections et continuer à y résider;
- c) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.

SECTION B

DE LA COMMUNE

ARTICLE 66: La Commune a l'autonomie administrative et financière. Chaque Commune de la République est administrée par un Conseil de trois (3) membres élus au suffrage universel dénommé Conseil Municipal.

ARTICLE 66.1: Le Président du Conseil porte le titre de Maire. Il est assisté de Maires-adjoints.

ARTICLE 67: Le Conseil Municipal est assisté dans sa tâche d'une Assemblée municipale formée notamment d'un représentant de chacune de ses Sections communales.

ARTICLE 68: Le mandat du Conseil municipal est de quatre (4) ans et ses membres sont indéfiniment rééligibles.

ARTICLE 69: Le mode d'organisation et de fonctionnement de la Commune et du Conseil municipal sont réglés par la loi.

ARTICLE 70: Pour être élu membre d'un Conseil municipal, il faut:

- a) être haïtien
- b) être âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis.
- c) jouir de ses droits civils et politiques.
- d) n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.
- e) avoir résidé au moins 3 ans dans la Commune et s'engager à y résider pendant la durée de son mandat.

ARTICLE 71: Chaque Conseil municipal est assisté sur sa demande d'un Conseil technique fourni par l'administration centrale.

ARTICLE 72: Le Conseil municipal ne peut-être dissous qu'en cas d'incurie, de malversation ou d'administration frauduleuse légalement prononcée par le tribunal compétent.

En cas de dissolution, le Conseil départemental supplée immédiatement à la vacance et saisit le Conseil Electoral Permanent dans les soixante (60) jours à partir de la date de la dissolution en vue de l'élection d'un nouveau Conseil devant gérer les intérêts de la Commune pour le temps qui reste à courir. Cette procédure s'applique en cas de vacance pour toute autre cause.

ARTICLE 73: Le Conseil municipal administre ses ressources au profit exclusif de la municipalité et rend compte à l'Assemblée municipale qui elle-même en fait rapport au Conseil départemental.

ARTICLE 74: Le Conseil municipal est gestionnaire privilégié des biens fonciers du domaine privé de l'Etat situés dans les limites de sa Commune. Ils ne peuvent être l'objet d'aucune transaction sans l'avis préalable de l'Assemblée municipale.

SECTION C

DE L'ARRONDISSEMENT

ARTICLE 75: L'arrondissement est une division administrative pouvant regrouper plusieurs communes. Son organisation et son fonctionnement sont réglés par la loi.

SECTION D

DU DÉPARTEMENT

ARTICLE 76: Le département est la plus grande division territoriale. Il regroupe les arrondissements.

ARTICLE 77: Le département est une personne morale. Il est autonome.

ARTICLE 78: Chaque département est administré par un Conseil de trois (3) membres élus pour quatre (4) ans par l'Assemblée départementale.

ARTICLE 79: Le membre du Conseil départemental n'est pas forcément tiré de l'Assemblée mais il doit:

- a) être haïtien et âgé de vingt-cinq (25) ans au moins;
- b) avoir résidé dans le département trois (3) ans avant les élections et s'engager à y résider pendant la durée du mandat;
- c) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine à la fois afflictive et infamante.

ARTICLE 80: Le Conseil départemental est assisté dans sa tâche d'une Assemblée départementale formée d'un (1) représentant de chaque assemblée municipale.

ARTICLE 80.1: Ont accès aux réunions de l'Assemblée avec voix consultative:

- a) les députés, les sénateurs du département;
- b) un (1) représentant de chaque association socio-professionnelle ou syndicale;
- c) le délégué départemental;
- d) les directeurs des services publics du département.

ARTICLE 81: Le Conseil départemental élabore en collaboration avec l'administration centrale, le plan de développement du département.

ARTICLE 82: L'organisation et le fonctionnement du conseil départemental et de l'assemblée départementale sont réglés par la loi.

ARTICLE 83: Le conseil départemental administre ses ressources financières au profit exclusif du département et rend compte à l'Assemblée départementale qui elle-même en fait rapport à l'administration centrale.

ARTICLE 84: Le conseil départemental peut être dissous en cas d'incurie, de malversations ou d'administration frauduleuse légalement constatées par le tribunal compétent.

En cas de dissolution, l'administration centrale nomme une commission provisoire et saisit le conseil électoral permanent en vue de l'élection d'un nouveau conseil pour le temps à courir dans les soixante (60) jours de la dissolution.

SECTION E

DES DÉLÉGUÉS ET VICE-DÉLÉGUÉS

ARTICLE 85: Dans chaque chef-lieu de département, le pouvoir exécutif nomme un représentant qui porte le titre de délégué. Un vice-délégué placé sous l'autorité du délégué est également nommé dans chaque chef-lieu d'arrondissement.

ARTICLE 86: Les délégués et vice-délégués assurent la coordination et le contrôle des services publics et n'exercent aucune fonction de police répressive. Les autres attributions des délégués et vice-délégués sont déterminées par la loi.

SECTION F

DU CONSEIL INTERDEPARTEMENTAL

ARTICLE 87: L'Exécutif est assisté d'un (1) Conseil interdépartemental dont les membres sont désignés par les assemblées départementales à raison d'un (1) par département.

ARTICLE 87.1: Ce représentant, choisi parmi les membres des assemblées départementales sert de liaison entre le département et le pouvoir exécutif.

ARTICLE 87.2: Le conseil interdépartemental, de concert avec l'Exécutif, étudie et planifie les projets de décentralisation et de développement du pays, au point de vue social, économique, commercial, agricole et industriel.

ARTICLE 87.3: Il assiste aux séances de travail du Conseil des ministres lorsqu'elles traitent des objets mentionnés au précédent paragraphe avec voix délibérative.

ARTICLE 87.4: La décentralisation doit être accompagnée de la déconcentration des services publics avec délégation de pouvoir et du décloisonnement industriel au profit des départements.

ARTICLE 87.5: La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du conseil interdépartemental ainsi que la fréquence des séances du Conseil des ministres auxquelles il participe.

CHAPITRE II

DU POUVOIR LÉGISLATIF

ARTICLE 88: Le pouvoir législatif s'exerce par deux (2) Chambres représentatives. Une (1) Chambre des députés et un (1) Sénat qui forment le Corps Législatif.

SECTION A

DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ARTICLE 89: La Chambre des députés est un corps composé de membres élus au suffrage direct par les citoyens et chargé d'exercer au nom de ceux-ci et de concert avec le Sénat les attributions du Pouvoir législatif.

ARTICLE 90: Chaque collectivité municipale constitue une circonscription électorale et élit un (1) député.

La loi fixe le nombre de députés au niveau des grandes agglomérations sans que ce nombre n'exécède trois (3). En attendant l'application des alinéas précédents, le nombre de députés ne peut être inférieur à soixante-dix (70).

ARTICLE 90.1: Le député est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés dans les assemblées primaires, selon les conditions et le mode prescrits par la loi électorale.

ARTICLE 91: Pour être membre de la Chambre des députés, il faut:

- 1) être haïtien ou haïtienne d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- 2) être âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis;
- 3) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive ou infamante pour un crime de droit commun;
- 4) avoir résidé au moins deux (2) années consécutives précédant la date des élections dans la circonscription électorale à représenter;
- 5) Etre propriétaire d'un immeuble au moins dans la circonscription ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6) avoir reçu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

ARTICLE 92: Les députés sont élus pour quatre (4) ans et sont indéfiniment rééligibles.

ARTICLE 92.1: Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier et siègent en deux (2) sessions annuelles. La durée de leur mandat forme une législature.

ARTICLE 92.2: La première session va du deuxième lundi de janvier au deuxième lundi de mai. La seconde, du deuxième lundi du mois de juin au deuxième lundi de septembre.

ARTICLE 92.3: Le renouvellement de la Chambre des députés se fait intégralement tous les quatre (4) ans.

ARTICLE 93: La Chambre des députés, outre les attributions qui lui sont dévolues par la Constitution en tant que branche du pouvoir législatif, a le privilège de mettre en accusation le Chef de l'Etat, le Premier Ministre, les Ministres, les Secrétaires d'Etat par devant la Haute Cour de justice, par une majorité des 2/3 de ses membres. Les autres attributions de la Chambre des députés lui sont assignées par la Constitution et par la loi.

SECTION B

DU SÉNAT

ARTICLE 94: Le Sénat est un Corps composé de membres élus au suffrage direct par les citoyens et chargé d'exercer en leur nom, de concert avec la Chambre des Députés, les attributions du Pouvoir législatif.

ARTICLE 94.1: Le nombre des sénateurs est fixé à trois (3) sénateurs par département.

ARTICLE 94.2: Le sénateur de la République est élu au suffrage universel à la majorité absolue dans les assemblées primaires tenues dans les Départements géographiques, selon les conditions prescrites par la loi électorale.

ARTICLE 95: Les sénateurs sont élus pour six (6) ans et sont indéfiniment rééligibles.

ARTICLE 95.1: Les sénateurs siègent en permanence.

ARTICLE 95.2: Le Sénat peut cependant s'ajourner excepté durant la session législative. Lorsqu'il s'ajourne, il laisse un comité permanent chargé d'expédier les affaires courantes. Ce comité ne peut prendre aucun arrêté, sauf pour la convocation du Sénat.

Dans les cas d'urgence, l'Exécutif peut également convoquer le Sénat avant la fin de l'ajournement.

ARTICLE 95.3: Le renouvellement du Sénat se fait par tiers (1/3) tous les deux ans.

ARTICLE 96: Pour être élu sénateur, il faut:

- 1) être haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- 2) être âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4) avoir résidé dans le département à représenter au moins quatre (4) années consécutives précédant la date des élections;
- 5) être propriétaire d'un immeuble au moins dans le département ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6) avoir obtenu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

ARTICLE 97: En addition aux responsabilités qui sont inhérentes en tant que branche du Pouvoir législatif, le Sénat exerce les attributions suivantes:

- 1) proposer à l'Exécutif la liste des juges de la Cour de Cassation selon les prescriptions de la Constitution;
- 2) s'ériger en Haute Cour de justice;
- 3) Exercer toutes autres attributions qui lui sont assignées par la présente Constitution et par la loi.

SECTION C

DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ARTICLE 98: La réunion en une seule Assemblée des deux (2) branches du pouvoir législatif constitue l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 98.1: L'Assemblée Nationale se réunit pour l'ouverture et la clôture de chaque Session et dans tous les autres cas prévus par la Constitution.

ARTICLE 98.2: Les pouvoirs de l'Assemblée Nationale sont limités et ne peuvent s'étendre à d'autres objets que ceux qui sont spécialement attribués par la Constitution.

ARTICLE 98.3: Les attributions sont:

- 1) de recevoir le serment constitutionnel du Président de la République;
- 2) de ratifier toute décision, de déclarer la guerre quand toutes les tentatives de conciliation ont échoué;
- 3) d'approuver ou de rejeter les traités et conventions internationales;
- 4) d'amender la Constitution selon la procédure qui y est indiquée;
- 5) de ratifier la décision de l'Exécutif de déplacer le siège du Gouvernement dans les cas déterminés par l'ARTICLE Premier de la présente Constitution;
- 6) de statuer sur l'opportunité de l'Etat de siège, d'arrêter avec l'Exécutif les garanties constitutionnelles à suspendre et de se prononcer sur toute demande de renouvellement de cette mesure;
- 7) de concourir à la formation du Conseil Electoral Permanent conformément à l'ARTICLE 192 de la Constitution;

8) de recevoir à l'ouverture de chaque session, le bilan des activités du Gouvernement.

ARTICLE 99: L'Assemblée Nationale est présidée par le Président du Sénat, assisté du Président de la Chambre des députés en qualité de Vice-Président. Les Secrétaires du Sénat et ceux de la Chambre des députés sont les Secrétaires de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 99.1: En cas d'empêchement du Président du Sénat, l'Assemblée Nationale est présidée par le Président de la Chambre des députés, le Vice-Président du Sénat devient alors Vice-Président de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 99.2: En cas d'empêchement des deux (2) Présidents, les deux (2) Vice-Président y suppléent respectivement.

ARTICLE 100: Les séances de l'Assemblée sont publiques. Néanmoins, elles peuvent avoir lieu à huis clos sur la demande de cinq (5) membres et il sera ensuite décidé à la majorité absolue si la séance doit être reprise en public.

ARTICLE 101: En cas d'urgence, lorsque le corps législatif n'est pas en session, le pouvoir exécutif peut convoquer l'Assemblée Nationale à l'extraordinaire.

ARTICLE 102: L'Assemblée Nationale ne peut siéger ou prendre des décisions et des résolutions sans la présence en son sein de la majorité de chacune des deux (2) Chambres.

ARTICLE 103: Le corps législatif a son siège à Port-au-Prince. Néanmoins, suivant les circonstances, ce siège sera transféré ailleurs au même lieu et en même temps que celui du pouvoir exécutif.

SECTION D

DE L'EXERCICE DU POUVOIR LÉGISLATIF

ARTICLE 104: La session du corps législatif prend date dès l'ouverture des deux (2) Chambres en Assemblée Nationale.

ARTICLE 105: Dans l'intervalle des sessions ordinaires et en cas d'urgence, le Président de la République peut convoquer le corps législatif en session extraordinaire.

ARTICLE 106: Le Chef du pouvoir exécutif rend compte de cette mesure par un message.

ARTICLE 107: Dans le cas de convocation à l'extraordinaire du corps législatif, il ne peut décider sur aucun objet étranger au motif de la convocation.

ARTICLE 107.1: Cependant, tout sénateur ou député peut entretenir l'Assemblée à laquelle il appartient de question d'intérêt général.

ARTICLE 108: Chaque Chambre vérifie et valide les pouvoirs de ses membres et juge souverainement les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

ARTICLE 109: Les membres de chaque Chambre prêtent le serment suivant:

"Je jure de m'acquitter de ma tâche, de maintenir et de sauvegarder les droits du Peuple et d'être fidèle à la Constitution."

ARTICLE 110: Les séances des (2) deux Chambres sont publiques. Chaque Chambre peut travailler à huis clos sur la demande de cinq (5) membres et décider ensuite à la majorité si la séance doit être reprise en public.

ARTICLE 111: Le Pouvoir législatif fait des lois sur tous les objets d'intérêt public.

ARTICLE 111.1: L'initiative en appartient à chacune des deux (2) Chambres ainsi qu'au pouvoir exécutif.

ARTICLE 111.2: Toutefois l'initiative de la Loi Budgétaire, des lois concernant l'assiette, la

quotité et le mode de perception des impôts et contributions, de celles ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les recettes et les dépenses de l'Etat est du ressort du pouvoir exécutif. Les projets présentés à cet égard doivent être votés d'abord par la Chambre des députés.

ARTICLE 111.3: En cas de désaccord entre les deux (2) Chambres relativement aux lois mentionnées dans le précédent paragraphe, chaque Chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal une commission parlementaire qui résoud en dernier ressort le désaccord.

ARTICLE 111.4: Si le désaccord se produit à l'occasion de toute autre loi, celle-ci sera ajournée jusqu'à la session suivante. Si à cette session et même en cas de renouvellement des Chambres, la loi étant présentée à nouveau, une entente ne se réalise pas, chaque Chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal, une commission parlementaire chargée d'arrêter le texte définitif qui sera soumis aux deux (2) Assemblées, à commencer par celle qui avait primitivement voté la loi. Et si ces nouvelles délibérations ne donnent aucun résultat, le projet ou la proposition de loi sera retiré.

ARTICLE 111.5: En cas de désaccord, entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, la commission de conciliation prévue à l'ARTICLE 206 ci-après, est saisie du différend sur demande de l'une des parties.

ARTICLE 111.6: Si la commission échoue dans sa mission, elle dresse un procès-verbal de non conciliation qu'elle transmet aux deux (2) hautes parties et en donne avis à la Cour de Cassation.

ARTICLE 111.7: Dans la huitaine de la réception de ce procès-verbal, la Cour de cassation se saisit d'office du différend. La Cour statue en sections réunies, toutes affaires cessantes. La décision sera finale et s'impose aux hautes parties. Si entre temps, une entente survient entre les hautes parties, les termes de l'entente arrêteront d'office la procédure en cours.

ARTICLE 111.8: En aucun cas, la Chambre des députés ou le Sénat ne peut être dissous ou ajourné, ni le mandat de leurs membres prorogé.

ARTICLE 112: Chaque Chambre au terme de ses règlements, nomme son personnel, fixe sa discipline et détermine le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

ARTICLE 112.1: Chaque Chambre peut appliquer à ces membres pour conduite répréhensible, par décision prise à la majorité des 2/3, des peines disciplinaires sauf, celle de la radiation.

ARTICLE 113: Sera déchu de sa qualité de député ou de sénateur, tout membre du Corps législatif qui, pendant la durée de son mandat, aura été frappé d'une condamnation prononcée par un tribunal de droit commun qui a acquis autorité de chose jugée et entraîne l'incapacité.

ARTICLE 114: Les membres du Corps législatif sont inviolables du jour de leur prestation de serment jusqu'à l'expiration de leur mandat, sous réserve des dispositions de l'ARTICLE 115 ci-après.

ARTICLE 114.1: Ils ne peuvent être en aucun temps poursuivis et attaqués pour les opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leur fonction.

ARTICLE 114.2: Aucune contrainte par corps ne peut être exécutée contre un membre du Corps législatif pendant la durée de son mandat.

ARTICLE 115: Nul membre du Corps législatif ne peut, durant son mandat, être arrêté en matière criminelle, correctionnelle ou de police pour délit de droit commun, si ce n'est avec l'autorisation de la Chambre à laquelle il appartient, sauf le cas de flagrant délit pour faits emportant une peine afflictive et infamante. Il en est alors référé à la Chambre des députés ou au Sénat sans délai si le Corps législatif est en session, dans le cas contraire, à l'ouverture de la prochaine session ordinaire ou extraordinaire.

ARTICLE 116: Aucune des deux (2) Chambres ne peut siéger, ni prendre une résolution sans la présence de la majorité de ses membres.

ARTICLE 117: Tous les actes du Corps législatif doivent être pris à la majorité des membres présents, excepté s'il en est autrement prévu par la présente Constitution.

ARTICLE 118: Chaque Chambre a le droit d'enquêter sur les questions dont elle est saisie.

ARTICLE 119: Tout le projet de loi doit être voté Article par Article.

ARTICLE 120: Chaque Chambre a le droit d'amender et de diviser les Articles et amendements proposés. Les Amendements votés par une Chambre ne peuvent faire partie d'un projet de loi qu'après avoir été votés par l'autre Chambre dans la même forme et en des termes identiques. Aucun projet de loi ne devient loi qu'après avoir été voté dans la même forme par les deux (2) Chambres.

ARTICLE 120.1: Tout projet peut être retiré de la discussion tant qu'il n'a pas été définitivement voté.

ARTICLE 121: Toute loi votée par le Corps législatif est immédiatement adressée au Président de la République qui, avant de la promulguer, a le droit d'y faire des objections en tout ou en partie.

ARTICLE 121.2: Si la loi ainsi amendée est votée par la seconde Chambre, elle sera adressée de nouveau au Président de la République pour être promulguée.

ARTICLE 121.3: Si les objections sont refetées par la Chambre qui a primitivement voté la loi, elle est renvoyée à l'autre Chambre avec les objections.

ARTICLE 121.4: Si la seconde Chambre vote également le rejet, la loi est renvoyée au Président de la République qui est dans l'obligation de la promulguer.

ARTICLE 121.5: Le rejet des objections est voté par l'une ou l'autre Chambre à la majorité prévue par l'Article 117. Dans ce cas, les votes de chaque Chambre seront émis au scrutin secret.

ARTICLE 121.6: Si dans l'une ou l'autre Chambre, la majorité prévue à l'alinéa précédent n'est pas obtenue pour le rejet, les objections sont acceptées.

ARTICLE 122: Le droit d'objection doit être exercé dans un délai de huit (8) jours francs à partir de la date de la réception de la loi par le Président de la République.

ARTICLE 123: Si dans les délais prescrits, le Président de la République ne fait aucune objection, la loi doit être promulguée à moins que la session du Corps législatif n'ait pris fin avant l'expiration des délais, dans ce cas, la loi demeure ajournée. La loi ainsi ajournée est, à l'ouverture de la Session suivante, adressée au Président de la République pour l'exercice de son droit d'objection.

ARTICLE 124: Un projet de loi rejeté par l'une des deux (2) Chambres ne peut être présenté de nouveau dans la même session.

ARTICLE 125: Les lois et autres actes du Corps législatif et de l'Assemblée Nationale seront rendus exécutoires par leur promulgation et leur publication au Journal Officiel de la République.

ARTICLE 125.1: Ils sont numérotés, insérés dans le bulletin imprimé et numéroté ayant pour titre BULLETIN DES LOIS ET ACTES.

ARTICLE 126: La loi prend date du jour de son adoption définitive par les deux (2) Chambres.

ARTICLE 127: Nul ne peut en personne présenter des pétitions à la tribune du Corps législatif.

ARTICLE 128: L'interprétation des lois par voie d'autorité, n'appartient qu'au Pouvoir législatif, elle est donnée dans la forme d'une loi.

ARTICLE 129: Chaque membre du Corps législatif reçoit une indemnité mensuelle à partir de sa prestation de serment.

ARTICLE 129.1: La fonction de membre du Corps législatif est incompatible avec toute autre fonction rétribuée par l'Etat, sauf celle d'enseignement.

ARTICLE 129.2: Le droit de questionner et d'interpeller un membre du Gouvernement ou le Gouvernement tout entier sur les faits et actes de l'Administration est reconnu à tout membre des deux (2) Chambres.

ARTICLE 129.3: La demande d'interpellation doit être appuyée par cinq (5) membres du Corps

intéressé. Elle aboutit à un vote de confiance ou de censure pris à la majorité de ce Corps.

ARTICLE 129.4: Lorsque la demande d'interpellation aboutit à un vote de censure sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale du Gouvernement, le Premier Ministre doit remettre au Président de la République, la démission de son Gouvernement.

ARTICLE 129.5: Le Président doit accepter cette démission et nommer un nouveau Premier Ministre, conformément aux dispositions de la Constitution.

ARTICLE 129.6: Le Corps législatif ne peut prendre plus d'un vote de censure par an sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale de Gouvernement.

ARTICLE 130: En cas de mort, de démission, de déchéance, d'interdiction judiciaire ou d'acceptation d'une fonction incompatible avec celle de membre du Corps législatif, il est pourvu au remplacement du député ou du sénateur dans sa circonscription électorale pour le temps seulement qui reste à courir par une élection partielle sur convocation de l'Assemblée Primaire Electorale faite par le Conseil Electoral Permanent dans le mois même de la vacance.

ARTICLE 130.1: L'élection a lieu dans une période de trente (30) jours après la convocation de l'Assemblée Primaire, conformément à la Constitution.

ARTICLE 130.2: Il en est de même à défaut d'élection ou en cas de nullité des élections prononcées par le Conseil Electoral Permanent dans une ou plusieurs circonscriptions.

ARTICLE 130.3: Cependant, si la vacance se produit au cours de la dernière session ordinaire de la Législature ou après la session, il n'y a pas lieu à l'élection partielle.

SECTION E

DES INCOMPATIBILITÉS

ARTICLE 131: Ne peuvent être élus membres du Corps législatif:

- 1) le concessionnaire ou cocontractant de l'Etat pour l'exploitation des services publics;
- 2) les représentants ou mandataires des concessionnaires ou cocontractants de l'Etat, compagnies ou sociétés concessionnaires ou cocontractants de l'Etat;
- 3) les délégués, vice-délégués, les juges, les officiers du Ministère Public dont les fonctions n'ont pas cessé six (6) mois avant la date fixée pour les élections;
- 4) toute personne se trouvant dans les autres cas d'inéligibilité prévus par la présente Constitution et par la loi.

ARTICLE 132: Les membres du pouvoir exécutif et les directeurs généraux de l'Administration publique ne peuvent être élus membres du Corps législatif s'ils ne démissionnent un (1) an au moins avant la date des élections.

CHAPITRE III

DU POUVOIR EXÉCUTIF

ARTICLE 133: Le pouvoir exécutif est exercé par :

- a) le Président de la République, Chef de l'Etat;
- b) le Gouvernement ayant à sa tête un Premier Ministre.

SECTION A

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ARTICLE 134: Le Président de la République est élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des votants. si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé à un second tour.

Seuls peuvent s'y présenter les deux (2) candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le plus grand nombre de voix au premier tour.

ARTICLE 134.1: La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans. Cette période commence et se terminera le 7 février suivant la date des élections.

ARTICLE 134.2: Les élections présidentielles ont lieu le dernier dimanche de novembre de la cinquième année du mandat présidentiel.

ARTICLE 134.3: Le Président de la République ne peut bénéficier de prolongation de mandat. Il ne peut assumer un nouveau mandat, qu'après un intervalle de cinq (5) ans. En aucun cas, il ne peut briguer un troisième mandat.

ARTICLE 135: Pour être élu Président de la République d'Haïti, il faut:

- a) être haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- b) être âgé de trente-cinq (35) ans accomplis au jour des élections;
- c) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour crime de droit commun;
- d) être propriétaire en Haïti d'un immeuble au moins et avoir dans le pays une résidence habituelle;
- e) résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives avant la date des élections;
- f) avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics.

ARTICLE 135.1: Avant d'entrer en fonction, le Président de la République prête devant l'Assemblée Nationale le serment suivant:

"Je jure, devant Dieu et devant la Nation, d'observer fidèlement la Constitution et les lois de la République, de respecter et de faire respecter les droits du peuple haïtien, de travailler à la grandeur de la Patrie, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire."

SECTION B

DES ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

ARTICLE 136: Le Président de la République, Chef de l'Etat, veille au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des institutions. Il assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat.

ARTICLE 137: Le Président de la République choisit un Premier Ministre parmi les membres du parti ayant la majorité au Parlement. A défaut de cette majorité, le Président de la République choisit son Premier Ministre en consultation avec le Président du Sénat et celui de la Chambre des députés.

Dans les deux (2) cas le choix doit être ratifié par le Parlement.

ARTICLE 137.1: Le Président de la République met fin aux fonctions du Premier Ministre sur la présentation par celui-ci de la démission du Gouvernement.

ARTICLE 138: Le Président de la République est le garant de l'Indépendance Nationale et de l'Intégrité du Territoire.

ARTICLE 139: Il négocie et signe tous traités, conventions et accords internationaux et les soumet à la ratification de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 139.1: Il accrédite les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des puissances étrangères, reçoit les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorde l'exéquatur aux Consuls.

ARTICLE 140: Il déclare la guerre, négocie et signe les traités de paix avec l'approbation de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 141: Le Président de la République, après approbation du Sénat nomme par arrêté pris en Conseil des Ministres, le Commandant en Chef des Forces Armées, le Commandant en Chef de la Police, les Ambassadeurs et les Consuls généraux.

ARTICLE 142: Par arrêté pris en Conseil des Ministres, le Président de la République nomme les directeurs généraux de l'Administration publique, les délégués et vice-délégués des départements et arrondissements. Il nomme également, après approbation du Sénat, les conseils d'administration des organismes autonomes.

ARTICLE 143: Le Président de la République est le Chef nominal des Forces Armées, il ne les commande jamais en personne.

ARTICLE 144: Il fait sceller les lois du Sceau de la République et les promulgue dans les délais prescrits par la Constitution. Il peut avant l'expiration de ce délai, user de son droit d'objection.

ARTICLE 145: Il veille à l'exécution des décisions judiciaires, conformément à la loi.

ARTICLE 146: Le Président de la République a le droit de grâce et de commutation de peine relativement à toute condamnation passée en force de chose jugée, à l'exception des condamnations prononcées par la Haute Cour de Justice ainsi qu'il est prévu dans la présente Constitution.

ARTICLE 147: Il ne peut accorder amnistie qu'en matière politique et selon les prescriptions de la loi.

ARTICLE 148: Si le Président se trouve dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions, le Conseil des Ministres sous la présidence du Premier Ministre, exerce le pouvoir exécutif tant que dure l'empêchement.

ARTICLE 149: En cas de vacance de la Présidence de la République pour quelque cause que ce soit, le Président de la Cour de Cassation de la République ou, à son défaut, le Vice-Président de cette Cour ou à défaut de celui-ci, le juge le plus ancien et ainsi de suite par ordre d'ancienneté, est investi provisoirement de la fonction de Président de la République par l'Assemblée Nationale dûment convoquée par le Premier Ministre. Le scrutin pour l'élection du nouveau Président pour un nouveau mandat de cinq (5) ans a lieu quarante-cinq (45) jours au moins et quatre-vingt-dix (90) jours au plus après l'ouverture de la vacance, conformément à la Constitution et à la Loi Électorale.

ARTICLE 149.1: Ce Président provisoire ne peut en aucun cas se porter candidat à la plus prochaine élection présidentielle.

ARTICLE 150: Le Président de la République n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la Constitution.

ARTICLE 151: A l'ouverture de la Première session législative annuelle, le Président de la République, par un message au Corps législatif, fait l'Exposé général de la situation. Cet exposé ne donne lieu à aucun débat.

ARTICLE 152: Le Président de la République reçoit du Trésor public une indemnité mensuelle à partir de sa prestation de serment.

ARTICLE 153: Le Président de la République a sa résidence officielle au Palais National, à la capitale, sauf en cas de déplacement du siège du pouvoir exécutif.

ARTICLE 154: Le Président de la République préside le Conseil des Ministres.

SECTION C

DU GOUVERNEMENT

ARTICLE 155: Le Gouvernement se compose du Premier Ministre, des Ministres et des Secrétaires d'Etat. Le Premier Ministre est le Chef de Gouvernement.

ARTICLE 156: Le Gouvernement conduit la politique de la Nation. Il est responsable devant le Parlement dans les conditions prévues par la Constitution.

ARTICLE 157: Pour être nommé Premier Ministre, il faut:

- 1) être haïtien d'origine et n'avoir pas renoncé à sa nationalité
- 2) être âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;
- 4) être propriétaire en Haïti ou y exercer une profession;
- 5) résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives;
- 6) avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des deniers publics.

SECTION D

DES ATTRIBUTIONS DU PREMIER MINISTRE

ARTICLE 158: Le Premier Ministre en accord avec le Président choisit les membres de son Cabinet ministériel et se présente devant le Parlement afin d'obtenir un vote de confiance sur sa déclaration de politique générale. Le vote a lieu au scrutin public et à la majorité absolue de chacune des deux (2) Chambres. Dans le cas d'un vote de non confiance par l'une des deux (2) Chambres, la procédure recommence.

ARTICLE 159: Le Premier Ministre fait exécuter les lois. En cas d'absence, d'empêchement temporaire du Président de la République ou sur sa demande, le Premier Ministre préside le Conseil des Ministres. Il a le pouvoir réglementaire, mais il ne peut jamais suspendre, ni interpréter les lois, actes et décrets, ni se dispenser de les exécuter.

ARTICLE 159.1: De concert avec le Président de la République, il est responsable de la Défense Nationale.

ARTICLE 160: Le Premier Ministre nomme et révoque directement ou par délégation les fonctionnaires publics selon les conditions prévues par la Constitution et par la loi sur le statut général de la Fonction Publique.

ARTICLE 161: Le Premier Ministre et les Ministres ont leurs entrées aux Chambres pour soutenir les projets de lois et les objections du Président de la République ainsi que pour répondre aux interpellations.

ARTICLE 162: Les actes du Premier Ministre sont contresignés, le cas échéant par les Ministres chargés de leur exécution. Le Premier Ministre peut être chargé d'un portefeuille ministériel.

ARTICLE 163: Le Premier Ministre et les Ministres sont responsables solidairement tant des actes du Président de la République qu'ils contresignent que de ceux de leurs ministères. Ils sont également responsables de l'exécution des lois, chacun en ce qui le concerne.

ARTICLE 164: La fonction de Premier Ministre et celle de membre du Gouvernement sont incompatibles avec tout mandat parlementaire. Dans un tel cas, le parlementaire opte pour l'une ou l'autre fonction.

ARTICLE 165: En cas de démission du Premier Ministre, le Gouvernement reste en place jusqu'à la nomination de son successeur pour expédier les affaires courantes.

SECTION E

DES MINISTRES ET DES SECRÉTAIRES D'ETAT

ARTICLE 166: Le Président de la République préside le Conseil des Ministres. Le nombre de ceux-ci ne peut être inférieur à dix (10).

Le Premier Ministre quand il le juge nécessaire adjoindra aux Ministres, des Secrétaires d'Etat.

ARTICLE 167: La loi fixe le nombre des Ministères.

ARTICLE 168: La fonction ministérielle est incompatible avec l'exercice de tous autres emplois publics, sauf ceux de l'Enseignement supérieur.

ARTICLE 169: Les Ministres sont responsables des actes du Premier Ministre qu'ils contresignent. Ils sont solidairement responsables de l'exécution des lois.

ARTICLE 169.1: En aucun cas, l'ordre écrit ou verbal du Président de la République ou du Premier Ministre ne peut soustraire les Ministres à la responsabilité attachée à leurs fonctions.

ARTICLE 170: Le Premier Ministre, les Ministres et les Secrétaires d'Etat reçoivent des indemnités mensuelles établies par la Loi Budgétaire.

ARTICLE 171: Les Ministres nomment certaines catégories d'agents de la Fonction Publique par délégation du Premier Ministre, selon les conditions fixées par la loi sur la Fonction Publique.

ARTICLE 172: Lorsque l'une des deux (2) Chambres, à l'occasion d'une interpellation met en cause la responsabilité d'un Ministre par un vote de censure pris à la majorité absolue de ses membres, l'Exécutif renvoie le Ministre.

CHAPITRE IV

DU POUVOIR JUDICIAIRE

ARTICLE 173: Le pouvoir judiciaire est exercé par une Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les tribunaux de première instance, les tribunaux de paix et les tribunaux spéciaux dont le nombre, la composition, l'organisation, le fonctionnement et la juridiction sont fixés par la loi.

ARTICLE 173.1: Les contestations qui ont pour objet les droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

ARTICLE 173.2: Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établie qu'en vertu de la loi. Il ne peut être créé de tribunal extraordinaire sous quelque dénomination que ce soit.

ARTICLE 174: Les juges de la Cour de Cassation et des Cours d'Appel sont nommés pour dix (10) ans. Ceux des tribunaux de première instance le sont pour sept (7) ans. Leur mandat commence à courir à compter de leur prestation de serment.

ARTICLE 175: Les juges de la Cour de Cassation sont nommés par le Président de la République sur une liste de trois (3) personnes par siège soumise par le Sénat. Ceux des cours d'appel et des tribunaux de première instance le sont sur une liste soumise par l'Assemblée départementale concernée; les juges de paix sur une liste préparée par les Assemblées communales.

ARTICLE 176: La loi règle les conditions exigibles pour être juge à tous les degrés. Une Ecole de la Magistrature est créée.

ARTICLE 177: Les juges de la Cour de Cassation, ceux des Cours d'Appel et des tribunaux de première instance sont inamovibles. Ils ne peuvent être destitués que pour forfaiture légalement prononcée ou suspendus qu'à la suite d'une inculpation. Ils ne peuvent être l'objet d'affectation nouvelle, sans leur consentement, même en cas de promotion. Il ne peut être mis fin à leur service durant leur mandat qu'en cas d'incapacité physique ou mentale permanente dûment constatée.

ARTICLE 178: La Cour de Cassation ne connaît pas du fond des affaires. Néanmoins, en toutes matières autres que celles soumises au Jury lorsque sur un second recours, même sur une exception, une affaire se présentera entre les mêmes parties, la Cour de Cassation admettant le pourvoi, ne prononcera point de renvoi et statuera sur le fond, sections réunies.

ARTICLE 178.1: Cependant, lorsqu'il s'agit de pourvoi contre les ordonnances de référé, du juge d'instruction, les ordonnances du juge d'instruction, les arrêts d'appel rendus à l'occasion de ces ordonnances ou contre les sentences en dernier ressort des tribunaux de paix ou des décisions de tribunaux spéciaux de la Cour de Cassation admettant les recours statue sans renvoi.

ARTICLE 179: Les fonctions de juge sont incompatibles avec toutes autres fonctions salariées, sauf celle de l'Enseignement.

ARTICLE 180: Les Audiences des tribunaux sont publiques. Toutefois, elles peuvent être tenues à huis clos dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs, sur décision du tribunal.

ARTICLE 180.1: En matière de délit politique et de délit de presse, les huis clos ne peut être prononcé.

ARTICLE 181: Les arrêts ou jugements rendus et exécutés au nom de la République. Ils portent le mandement exécutoire aux officiers du Ministère Public et aux agents de la Force Publique. Les actes de notaires susceptibles d'exécution forcée sont mis dans la même forme.

ARTICLE 182: La Cour de Cassation se prononce sur les conflits d'attributions, d'après le mode réglé par la loi.

ARTICLE 182.1: Elle connaît des faits et du droit dans tous les cas de décisions rendues par les tribunaux militaires.

ARTICLE 183: La Cour de Cassation à l'occasion d'un litige et sur le renvoi qui lui en est fait, se prononce en Sections réunies sur l'inconstitutionnalité des lois.

ARTICLE 183.1: L'interprétation d'une loi donnée par les Chambres législatives s'impose pour l'objet de cette loi, sans qu'elle puisse rétroagir en ravissant des droits acquis.

ARTICLE 183.2: Les tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements d'Administration publique que pour autant qu'ils sont conformes aux lois.

ARTICLE 184: La loi détermine les compétences des Cours et des tribunaux, règle la façon de procéder devant eux.

ARTICLE 184.1: Elle prévoit également les sanctions disciplinaires à prendre contre les juges et les officiers du Ministère Public, à l'exception des juges de la Cour de Cassation qui sont justiciables de la Haute Cour de Justice pour forfaiture.

CHAPITRE V

DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE

ARTICLE 185: Le Sénat peut s'ériger en Haute Cour de Justice. Les travaux de cette Cour sont dirigés par le Président du Sénat assisté du Président et du Vice-Président de la Cour de Cassation comme Vice-Président et Secrétaire, respectivement, sauf si des juges de la Cour de Cassation ou des Officiers du Ministère Public près cette Cour sont impliqués dans l'accusation, auquel cas, le Président du Sénat se fera assister de deux (2) Sénateurs dont l'un sera désigné par l'inculpé et les Sénateurs sus-visés n'ont voix délibérative.

ARTICLE 186: La Chambre des Députés, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres prononce la mise en accusation:

- a) du Président de la République pour crime de haute trahison ou tout autre crime ou délit commis dans l'exercice de ses fonctions;
- b) du Premier Ministre, des Ministres et des Secrétaires d'Etat pour crimes de haute trahison et de malversations, ou d'excès de Pouvoir ou tous autres crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions;
- c) des membres du Conseil Electoral Permanent et ceux de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif pour fautes graves commises dans l'exercice de leurs fonctions;
- d) des juges et officiers du Ministère Public près de la Cour de Cassation pour forfaiture;
- e) du Protecteur du citoyen.

ARTICLE 187: Les membres de la Haute Cour de Justice prêtent individuellement et à l'ouverture de l'audience le serment suivant:

"Je jure devant Dieu et devant la Nation de juger avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre, suivant ma conscience et mon intime conviction".

ARTICLE 188: La Haute Cour de Justice, au scrutin secret et à la majorité absolue, désigne parmi ses membres une Commission chargée de l'instruction.

ARTICLE 188.1: La décision, sous forme de décret est rendue sur le rapport de la Commission d'Instruction et à la majorité des deux tiers (2/3) des membres de la Haute Cour de Justice.

ARTICLE 189: La Haute Cour de Justice ne siège qu'à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

ARTICLE 189.1: Elle ne peut prononcer d'autre peine que la destitution, la déchéance et la privation du droit d'exercer toute fonction publique durant cinq (5) ans au moins et quinze (15) au plus.

ARTICLE 189.2: Toutefois, le condamné peut être traduit devant les tribunaux ordinaires, conformément à la loi, s'il y a lieu d'appliquer d'autres peines ou de statuer sur l'exercice de l'action civile.

ARTICLE 190: La Haute Cour de Justice, une fois saisie, doit siéger jusqu'au prononcé de la décision, sauf tenir compte de la durée des Sessions du Corps législatif.

TITRE VI

DES INSTITUTIONS INDÉPENDANTES

CHAPITRE I

DU CONSEIL ÉLECTORAL PERMANENT

ARTICLE 191: Le Conseil Electoral est chargé d'organiser et de contrôler en toute indépendance, toutes les opérations électorales sur tout le territoire de la République jusqu'à la proclamation des résultats du scrutin.

résultats du scrutin.

ARTICLE 191.1: Il élabore également le Projet de Loi Electorale qu'il soumet au Pouvoir exécutif pour les suites nécessaires.

ARTICLE 191.2: Il s'assure de la tenue à jour des listes électorales.

ARTICLE 192: Le Conseil Electoral comprend (9) neuf membres choisis sur une liste de (3) trois noms proposés par chacune des Assemblées départementales:

3 sont choisis par le Pouvoir exécutif;

3 sont choisis par la Cour de Cassation;

3 sont choisis par l'Assemblée Nationale.

Les organes sus-cités veillent, autant que possible, à ce que chacun des départements soit représenté.

ARTICLE 193: Pour être membre du Conseil Electoral Permanent, il faut:

1) être haïtien d'origine;

2) être âgé au moins de 40 ans révolus;

3) jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;

4) avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable de deniers publics;

5) avoir résidé dans le pays au moins trois (3) ans avant sa nomination.

ARTICLE 194: Les membres du Conseil Electoral Permanent sont nommés pour une période de (9) neuf ans non renouvelable. Ils sont inamovibles.

ARTICLE 194.1: Le Conseil Electoral Permanent est renouvelable par tiers tous les (3) trois ans. Le Président est choisi parmi les membres.

ARTICLE 194.2: Avant d'entrer en fonction, les membres du Conseil Electoral Permanent prêtent le serment suivant devant la Cour de Cassation:

"Je jure de respecter la Constitution et les dispositions de la Loi Electorale et de m'acquitter de ma tâche avec dignité, indépendance, impartialité et patriotisme".

ARTICLE 195: En cas de faute grave commise dans l'exercice de leur fonction, les membres du Conseil Electoral Permanent sont passibles de la Haute Cour de Justice.

ARTICLE 196: Les membres du Conseil Electoral Permanent ne peuvent occuper aucune fonction publique, ni se porter candidat à une fonction électorale pendant toute la durée de leur mandat.

En cas de démission, tout membre du Conseil doit attendre trois (3) ans avant de pouvoir briguer une fonction électorale.

ARTICLE 197: Le Conseil Electoral Permanent est le Contentieux de toutes les contestations soulevées à l'occasion soit des élections, soit de l'application ou de la violation de la loi électorale, sous réserve de toute poursuite légale à entreprendre le ou les coupables par devant les tribunaux compétents.

ARTICLE 198: En cas de vacance créée par décès, démission ou toute autre cause, il est pourvu au remplacement du membre, suivant la procédure fixée par l'ARTICLE 192 pour le temps qui reste à courir, compte tenu du Pouvoir qui avait désigné le membre à remplacer.

ARTICLE 199: La loi détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil Electoral Permanent.

CHAPITRE II

DE LA COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF

ARTICLE 200: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est une juridiction financière, administrative, indépendante et autonome. Elle est chargée du contrôle administratif et juridictionnel des recettes et des dépenses de l'Etat, de la vérification de la comptabilité des Entreprises de l'Etat ainsi que de celles des collectivités territoriales.

ARTICLE 200.1: La Cour Supérieure des Comptes du Contentieux Administratif connaît des litiges mettant en cause l'Etat et les Collectivités territoriales, l'Administration et les fonctionnaires publics, les services publics et les administrés.

ARTICLE 200.2: Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours sauf, de pourvoi en cassation.

ARTICLE 200.3: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif comprend deux sections:

- 1) la section du Contrôle financier;
- 2) la section du Contentieux administratif.

ARTICLE 200.4: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux administratif participe à l'élaboration du Budget et est consultée sur toutes les questions relatives à la législation sur les Finances Publiques et sur tous les Projets de Contrats, Accords et Conventions à caractère financier et commercial auxquels l'Etat est partie. Elle a le droit de réaliser les audits dans toutes administrations publiques.

ARTICLE 200.5: Pour être membre de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, il faut:

- a) être haïtien et n'avoir jamais renoncé à sa Nationalité;
- b) être âgé de trente-cinq (35) ans accomplis;
- c) avoir reçu décharge de sa gestion lorsqu'on a été comptable des deniers publics;
- d) être licencié en droit ou être comptable agréé ou détenteur d'un diplôme d'Etudes Supérieures d'Administration Publique, d'Economie et de Finances publiques;
- e) avoir une expérience de (5) années dans une Administration publique ou privée;
- f) jouir de ses droits civils et politiques.

ARTICLE 200.6: Les candidats à cette fonction font directement le dépôt de leur candidature au Bureau du Sénat de la République. Le Sénat élit les dix (10) membres de la Cour, qui parmi eux désignent leurs Président et Vice-Président.

ARTICLE 201: Ils sont investis d'un (1) mandat de dix (10) années et sont inamovibles.

ARTICLE 202: Avant d'entrer en fonction les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif prêtent devant une Section de la Cour de Cassation, le serment suivant:

"Je jure de respecter la Constitution et les lois de la République, de remplir mes fonctions avec exactitude et loyauté et de me conduire en tout avec dignité".

ARTICLE 203: Les membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sont justiciables de la Haute Cour de Justice pour les fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.

ARTICLE 204: La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif fait parvenir chaque année au Corps législatif dans les trente (30) jours qui suivent l'ouverture de la Première Session législative, un rapport complet sur la situation financière du Pays et sur l'efficacité des dépenses publiques.

ARTICLE 205: L'organisation de la Cour sus-mentionnée, le statut de ses membres, son mode de fonctionnement sont établis par la loi.

CHAPITRE III

DE LA COMMISSION DE CONCILIATION

ARTICLE 206: La Commission de Conciliation est appelée à trancher les différends qui opposent le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ou les deux (2) branches du pouvoir législatif. Elle est formée ainsi qu'il suit:

- a) le président de la Cour de Cassation: Président;
- b) le président du Sénat: Vice-Président;
- c) le Président de la Chambre des députés: Membre;
- d) le président du Conseil Electoral Permanent: Membre;
- e) le vice-président du Conseil Electoral Permanent: Membre;
- f) deux (2) ministres désignés par le Président de la République: Membres.

ARTICLE 206.1: Le mode de fonctionnement de la Commission de Conciliation est déterminé par la Loi.

CHAPITRE IV

DE LA PROTECTION DU CITOYEN

ARTICLE 207: Il est créé un office dénommé OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN dont le but est de protéger tout individu contre toutes les formes d'abus de l'Administration Publique.

ARTICLE 207.1: L'Office est dirigé par un citoyen qui porte le titre de PROTECTEUR DU CITOYEN. Il est choisi par consensus entre le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de la Chambre des députés. Il est investi d'un mandat de sept (7) ans, non renouvelable.

ARTICLE 207.2: Son intervention en faveur de tout plaignant se fait sans frais aucun, quelle que soit la juridiction.

ARTICLE 207.3: Une loi fixe les conditions et les règlements de fonctionnement de l'Office du Protecteur du Citoyen.

CHAPITRE V

DE L'UNIVERSITÉ - DE L'ACADÉMIE - DE LA CULTURE

ARTICLE 208: L'Enseignement Supérieur est libre. Il est dispensé par l'Université d'Etat d'Haiti qui est autonome et par des Ecoles Supérieures Publiques et des Ecoles Supérieures Privées agréées par l'Etat.

ARTICLE 209: L'Etat doit financer le fonctionnement et le développement de l'Université d'Haïti et des Ecoles Supérieures publiques. Leur organisation et leur localisation doivent être envisagées dans une perspective de développement régional.

ARTICLE 210: La création de centres de recherches doit être encouragée.

ARTICLE 211: L'autorisation de fonctionner des Universités et des Ecoles Supérieures Privées est subordonnée à l'approbation technique du Conseil de l'Université d'Etat, à une participation majoritaire haïtienne au niveau du Capital et du Corps Professoral ainsi qu'à l'obligation d'enseigner notamment en langue officielle du pays.

ARTICLE 211.1: Les Universités et Ecoles Supérieures Privées ou Publiques dispensent un Enseignement Académique et pratique adapté à l'évolution et aux besoins du développement national.

ARTICLE 212: Une Loi Organique régleme la création, la localisation et le fonctionnement des Universités et des Ecoles Supérieures publiques et privées du pays.

ARTICLE 213: Une Académie haïtienne est instituée en vue de fixer la langue créole et de permettre son développement scientifique et harmonieux.

ARTICLE 213.1: D'autres académies peuvent être créées.

ARTICLE 214: Le titre de Membre de l'Académie est purement honorifique.

ARTICLE 214.1: La loi détermine le mode, l'organisation et le fonctionnement des académies.

ARTICLE 215: Les richesses archéologiques, historiques, culturelles et folkloriques du Pays de même que les richesses architecturales, témoin de la grandeur de notre passé, font partie du Patrimoine National. En conséquence, les monuments, les ruines, les sites des grands faits d'armes de nos ancêtres, les centres réputés de nos croyances africaines et tous les vestiges du passé sont placées sous la protection de l'Etat.

ARTICLE 216: La loi détermine pour chaque domaine les conditions spéciales de cette protection.

TITRE VII

DES FINANCES PUBLIQUES

ARTICLE 217: Les Finances de la République sont décentralisées. La gestion est assurée par le Ministère y afférent. L'Exécutif, assisté d'un Conseil interdépartemental élabore la loi qui fixe la portion et la nature des revenus publics attribués aux Collectivités territoriales.

ARTICLE 218: Aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi. Aucune charge, aucune imposition soit départementale, soit municipale, soit de section communale, ne peut être établie qu'avec le consentement de ces collectivités territoriales.

ARTICLE 219: Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts.

Aucune exception, aucune augmentation, diminution ou suppression d'impôt ne peut être établie que par la Loi.

ARTICLE 220: Aucune pension, aucune gratification, aucune allocation, aucune subvention à la charge du Trésor Public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une Loi. Les pensions versées par l'Etat sont indexées sur le coût de la vie.

ARTICLE 221: Le cumul des fonctions publiques salariées par l'Etat est formellement interdit, excepté pour celles de l'Enseignement, sous réserve des dispositions particulières.

ARTICLE 222: Les procédures relatives à la préparation du Budget et à son Exécution sont déterminées par la Loi.

ARTICLE 223: Le contrôle de l'exécution de la Loi sur le budget et sur la comptabilité Publique est assuré par la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif et par l'Office du Budget.

ARTICLE 224: La Politique Monétaire est déterminée par la Banque Centrale conjointement avec le Ministère de l'Economie et des Finances.

ARTICLE 225: Un Organisme public Autonome jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière remplit les fonctions de Banque Centrale. Son statut est déterminé par la loi.

ARTICLE 226: La Banque Centrale est investie du privilège exclusif d'émettre, avec force libératoire sur tout le Territoire de la République, des billets représentatifs de l'Unité Monétaire, la monnaie divisionnaire, selon le titre, le poids, la description, le chiffre et l'emploi fixés par la Loi.

ARTICLE 227: Le budget de chaque Ministère est divisé en Chapitres et Sections, et doit être voté ARTICLE par ARTICLE.

ARTICLE 227.1: Les valeurs à tirer sur les allocations budgétaires ne pourront en aucun cas dépasser le douzième de la dotation pour un mois déterminé, sauf en Décembre à cause du bonus à verser à tous les Fonctionnaires et Employés Publics.

ARTICLE 227.2: Les comptes généraux des recettes et des dépenses de la République sont gérés par le Ministre des Finances selon un mode de Comptabilité établi par la Loi.

ARTICLE 227.3: Les Comptes Généraux et les Budgets prescrits par l'ARTICLE précédent, accompagnés du rapport de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif doivent être soumis aux Chambres Législatives par le Ministre des Finances au plus tard dans les quinze (15) jours de l'ouverture de la Session Législative. Il en est de même du Bilan Annuel et des opérations de la Banque Centrale, ainsi que de tous autres comptes de l'Etat Haïtien.

ARTICLE 227.4: L'exercice administratif commence le premier Octobre de chaque année et finit le trente (30) Septembre de l'année suivante.

ARTICLE 228: Chaque année, le Corps Législatif arrête:

- a) le compte des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année écoulée ou les années précédentes;
- b) le Budget Général de l'Etat contenant l'aperçu et la portion des fonds alloués pour l'année à chaque Ministère.

ARTICLE 228.1: Toutefois, aucune proposition, aucun amendement ne peut être introduit au Budget à l'occasion du vote de celui-ci sans la prévision correspondante des voies et moyens.

ARTICLE 228.2: Aucune augmentation, aucune réduction ne peut être apportée aux appointements des fonctionnaires publics que par une modification des Lois y afférentes.

ARTICLE 229: Les Chambres législatives peuvent s'abstenir de tous Travaux Législatifs tant que les documents sus-visés ne leur sont pas présentés. Elles refusent la décharge aux Ministres lorsque les comptes présentés ne fournissent pas par eux-mêmes ou les pièces à l'appui, les éléments de vérification et d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 230: L'examen et la liquidation des Comptes de l'Administration Générale et de tout comptable de deniers publics se font suivant le mode établi par la Loi.

ARTICLE 231: Au cas où les Chambres Législatives pour quelque raison que ce soit, n'arrêtent pas à temps le Budget pour un ou plusieurs Départements Ministériels avant leur ajournement, le ou les Budgets des Départements intéressés restent en vigueur jusqu'au vote et adoption du nouveau Budget.

ARTICLE 231.1: Au cas où par la faute de l'Exécutif, le Budget de la République n'a pas été voté,

le Président de la République convoque immédiatement les Chambres Législatives en Session Extraordinaire à seule fin de voter le Budget de l'Etat.

ARTICLE 232: Les Organismes, les Entreprises Autonomes et les Entités subventionnés par le Trésor Public en totalité ou en partie sont régis par des Budgets Spéciaux et des systèmes de traitements et salaires approuvés par le Pouvoir Exécutif.

ARTICLE 233: En vue d'exercer un contrôle sérieux et permanent des dépenses publiques, il est élu au scrutin secret, au début de chaque Session Ordinaire, une Commission Parlementaire de quinze (15) Membres dont neuf (9) Députés et six (6) Sénateurs chargés de rapporter sur la gestion des Ministres pour permettre aux deux (2) Assemblées de leur donner décharge.

Cette Commission peut s'adjoindre des spécialistes pour l'aider dans son contrôle.

TITRE VIII

DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARTICLE 234: L'Administration Publique Haïtienne est l'instrument par lequel l'Etat concrétise ses missions et objectifs. Pour garantir sa rentabilité, elle doit être gérée avec honnêteté et efficacité.

ARTICLE 235: Les Fonctionnaires et Employés sont exclusivement au service de l'Etat. Ils ont tenus à l'observation stricte des normes et éthique déterminées par la Loi sur la Fonction Publique.

ARTICLE 236: La Loi fixe l'organisation des diverses structures de l'Administration et précise leurs conditions de fonctionnement.

ARTICLE 236.1: La loi régleme la Fonction Publique sur la base de l'aptitude, du mérite et de la discipline. Elle garantit la sécurité de l'emploi.

ARTICLE 236.2: La Fonction Publique est une carrière. Aucun fonctionnaire ne peut être engagé que par voie de concours ou autres conditions prescrites par la Constitution et par la loi, ni être révoqué que pour des causes spécifiquement déterminées par la Loi. Cette révocation doit être prononcée dans tous les cas par le Contentieux Administratif.

ARTICLE 237: Les Fonctionnaires de carrière n'appartiennent pas à un service public déterminé mais à la Fonction Publique qui les met à la disposition des divers Organismes de l'Etat.

ARTICLE 238: Les Fonctionnaires indiqués par la Loi sont tenus de déclarer l'Etat de leur patrimoine au Greffe du Tribunal Civil dans les trente (30) jours qui suivent leur entrée en fonction. Le Commissaire du Gouvernement doit prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour vérifier l'exactitude de la déclaration.

ARTICLE 239: Les Fonctionnaires, et Employés Publics peuvent s'associer pour défendre leurs droits dans les conditions prévues par la Loi.

ARTICLE 240: Les Fonctions ou Charges Politiques ne donnent pas ouverture à la carrière administrative, notamment les fonctions de Ministre et de Secrétaire d'Etat, d'Officier du Ministère Public, de Délégué et de Vice-Délégué, d'Ambassadeur, de Secrétaire Privé du Président de la République, de Membre de Cabinet de Ministre, de Directeur Général de Département Ministériel ou d'Organisme Autonome, de Membres de Conseil d'Administration.

ARTICLE 241: La Loi sanctionne les infractions contre le le fisc et l'enrichissement illicite. Les Fonctionnaires qui ont connaissance de tels faits ont pour devoir de les signaler à l'Autorité Compétente.

ARTICLE 242: L'enrichissement illicite peut être établi par tous les modes de preuves, notamment par présomption de la disproportion marquée entre les moyens du fonctionnaire acquis depuis son entrée en fonction et le montant accumulé du Traitement ou des Emoluments auxquels lui a donné droit la charge occupée.

ARTICLE 243: Le Fonctionnaire coupable des délits sus-désignés ne peut bénéficier que de la prescription vicennale. Cette prescription ne commence à courir qu'à partir de la cessation de ses fonctions ou des causes qui auraient empêché toute poursuite.

ARTICLE 244: L'Etat a pour devoir d'éviter les grandes disparités d'appointements dans l'Administration Publique.

TITRE IX

CHAPITRE I

DE L'ECONOMIE - DE L'AGRICULTURE

ARTICLE 245: La liberté économique est garantie tant qu'elle ne s'oppose pas à l'intérêt social. L'Etat protège l'entreprise privée et vise à ce qu'elle se développe dans les conditions nécessaires à l'accroissement de la richesse nationale de manière à assurer la participation du plus grand nombre au bénéfice de cette richesse.

ARTICLE 246: L'Etat encourage en milieu rural et urbain, la formation de coopérative de production, la transformation de produits primaires et l'esprit d'entreprise en vue de promouvoir l'accumulation du Capital National pour assurer la permanence du développement.

ARTICLE 247: L'Agriculture, source principale de la richesse nationale est garante du bien-être des populations et du progrès socio-économique de la Nation.

ARTICLE 248: Il est créé un Organisme Spécial dénommé INSTITUT NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE en vue d'organiser la refonte des structures foncières et mettre en oeuvre une réforme agraire au bénéfice des réels exploitants de la terre. Cet Institut élabore une politique agraire axée sur l'optimisation de la productivité au moyen de la mise en place d'infrastructure visant la protection de l'aménagement de la terre.

ARTICLE 248.1: La Loi détermine la superficie minimale et maximale des unités de base des exploitations agricoles.

ARTICLE 249 : L'Etat a pour obligation d'établir les structures nécessaires pour assurer la productivité maximale de la terre et la commercialisation interne des denrées. Des unités d'encadrement techniques et financières sont établies pour assister les agriculteurs au niveau de chaque Section Communale.

ARTICLE 250: Aucun monopole ne peut être établi en faveur de l'Etat et des Collectivités Territoriales que dans l'intérêt exclusif de la Société. Ce monopole ne peut être cédé à un particulier.

ARTICLE 251: L'importation des denrées agricoles et de leurs dérivés produits en quantité suffisante sur le Territoire National est interdite sauf cas de force majeure.

ARTICLE 252: L'Etat peut prendre en charge le fonctionnement des entreprises de production de biens et services essentiels à la Communauté, aux fins d'en assurer la continuité dans le cas où l'existence de ces Etablissements serait menacée. Ces Entreprises seront groupées dans un système intégré de gestion.

CHAPITRE II

DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 253: L'environnement étant le cadre naturel de vie de la population, les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique sont formellement interdites.

ARTICLE 254: L'Etat organise la mise en valeur des sites naturels, en assure la protection et les rend accessibles à tous.

ARTICLE 255: Pour protéger les réserves forestières et élargir la couverture végétale, l'Etat encourage le développement des formes d'énergie propre: solaire, éolienne et autres.

ARTICLE 256: Dans le cadre de la protection de l'Environnement et de l'Education Publique, l'Etat a pour obligation de procéder à la création et à l'entretien de jardins botaniques et zoologiques en certains points du Territoire.

ARTICLE 257: La loi détermine les conditions de protection de la faune et de la flore. Elle sanctionne les contravenants.

ARTICLE 258: Nul ne peut introduire dans le Pays des déchets ou résidus de provenances étrangères de quelque nature que ce soit.

TITRE X

DE LA FAMILLE

ARTICLE 259: L'Etat protège la Famille base fondamentale de la Société.

ARTICLE 260: Il doit une égale protection à toutes les Familles qu'elles soient constituées ou non dans les liens du mariage. Il doit procurer aide et assistance à la maternité, à l'enfance et à la vieillesse.

ARTICLE 261: La Loi assure la protection à tous les Enfants. Tout enfant a droit à l'amour, à l'affection, à la compréhension et aux soins moraux et matériels de son père et de sa mère.

ARTICLE 262: Un Code de la Famille doit être élaboré en vue d'assurer la protection et le respect des droits de la Famille et de définir les formes de la recherche de la paternité. Les Tribunaux et autres Organismes de l'Etat chargés de la protection de ces droits doivent être accessibles gratuitement au niveau de la plus petite Collectivité Territoriale.

TITRE XI

DE LA FORCE PUBLIQUE

ARTICLE 263: La Force Publique se compose de deux (2) Corps distincts:

- a) les Forces Armées d'Haïti;
- b) les Forces de Police.

ARTICLE 263.1: Aucun autre Corps Armé ne peut exister sur le Territoire National.

ARTICLE 263.2: Tout Membre de la Force Publique prête lors de son engagement, le serment d'allégeance et de respect à la Constitution et au drapeau.

CHAPITRE I

DES FORCES ARMÉES

ARTICLE 264: Les Forces Armées comprennent les Forces de Terre, de Mer, de l'Air et des Services Techniques.

Les Forces Armées d'Haïti sont instituées pour garantir la sécurité et l'intégrité du Territoire de la République.

ARTICLE 264.1: Les Forces Armées sont commandées effectivement par un Officier Général ayant pour titre Commandant En Chef Des Forces Armées d'Haïti.

ARTICLE 264.2: Le Commandant en Chef des Forces Armées, conformément à la Constitution, est choisi parmi les Officiers Généraux en activité de Service.

ARTICLE 264.3: Son mandat est fixé à trois (3) ans. Il est renouvelable.

ARTICLE 265: Les Forces Armées sont apolitiques. Leurs membres ne peuvent faire partie d'un groupement ou d'un parti politique et doivent observer la plus stricte neutralité.

ARTICLE 265.1: Les Membres des Forces Armées exercent leur droit de vote conformément à la Constitution.

ARTICLE 266: Les Forces Armées ont pour attributions:

- a) Défendre le Pays en cas de guerre;
- b) Protéger le Pays contre les menaces venant de l'extérieur;
- c) Assurer la surveillance des Frontières terrestres, maritimes et aériennes;
- d) Prêter main forte sur requête motivée de l'Exécutif, à la Police au cas où cette dernière ne peut répondre à sa tâche;
- e) Aider la nation en cas de désastre naturel;
- f) Outre les attributions qui lui sont propres, les Forces Armées peuvent être affectées à des tâches de développement.

ARTICLE 267: Les Militaires en activité de Service ne peuvent être nommés à aucune Fonction Publique, sauf de façon temporaire pour exercer une spécialité.

ARTICLE 267.1: Tout militaire en activité de Service, pour se porter candidat à une fonction élective, doit obtenir sa mise en disponibilité ou sa mise à la retraite un (1) an avant la parution du Décret Electoral.

ARTICLE 267.2: La carrière militaire est une profession. Elle est hiérarchisée. Les conditions d'engagement, les grades, promotions, revocations, mises à la retraite, sont déterminées par les règlements des Forces Armées d'Haïti.

ARTICLE 267.3: Le Militaire n'est justiciable d'une Cour Militaire que pour les délits et crimes commis au temps de guerre ou pour les infractions relevant de la discipline militaire.

Il ne peut être l'objet d'aucune révocation, mise en disponibilité, à la réforme, mise à la retraite anticipée qu'avec son consentement. Au cas où le consentement n'est pas accordé, l'intéressé peut se pourvoir par devant le Tribunal Compétent.

ARTICLE 267.4: Le Militaire conserve toute sa vie, le dernier grade obtenu dans les Forces Armées d'Haïti. Il ne peut en être privé que par décision du Tribunal Compétent passée en force de chose souverainement jugée.

ARTICLE 267.5: L'Etat doit accorder aux Militaires de tous grades des prestations garantissant

pleinement leur sécurité matérielle.

ARTICLE 268: Dans le cadre d'un Service National Civique mixte obligatoire, prévu par la Constitution à l'Article 52-3, les Forces Armées participent à l'organisation et à la supervision de ce service.

Le service Militaire est obligatoire pour tous les Haïtiens âgés au moins de dix-huit (18) ans.

La loi fixe le mode de recrutement, la durée et les règles de fonctionnement de ces services.

ARTICLE 268.1: Tout citoyen a droit à l'auto-défense armée, dans les limites de son domicile mais n'a pas droit au port d'armes sans l'autorisation expresse et motivée du Chef de la Police.

ARTICLE 268.2: La détention d'une arme à feu doit être déclarée à la Police.

ARTICLE 268.3: Les Forces Armées ont le monopole de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de l'utilisation et de la détention des armes de guerre et de leurs munitions, ainsi que du matériel de guerre.

CHAPITRE II

DES FORCES DE POLICE

ARTICLE 269: La Police est un Corps Armé.

Son fonctionnement relève du Ministère de la Justice.

ARTICLE 269.1: Elle est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens.

Son organisation et son mode de fonctionnement sont réglés par la Loi.

ARTICLE 270: Le Commandant en Chef des Forces de Police est nommé, conformément à la Constitution, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable.

ARTICLE 271: Il est créé une (1) Académie et une (1) Ecole de Police dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par la Loi.

ARTICLE 272: Des Sections spécialisées notamment l'Administration Pénitentiaire, le Service des Pompiers, le Service de la Circulation, la Police Routière, les Recherches Criminelles, le Service Narcotique et Anti-contrebande sont créés par la Loi régissant l'Organisation, le Fonctionnement et la Localisation des Forces de Police.

ARTICLE 273: La Police en tant qu'auxiliaire de la Justice, recherche les contraventions, les délits et crimes commis en vue de la découverte et de l'arrestation de leurs auteurs.

ARTICLE 274: Les Agents de la Force Publique dans l'exercice de leurs fonctions sont soumis à la responsabilité civile et pénale dans les formes et conditions prévues par la Constitution et par la Loi.

TITRE XII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 275: Le chômage de l'Administration Publique et Privée et du Commerce sera observé à l'occasion des Fêtes Nationales et des Fêtes Légales.

ARTICLE 275.1: Les fêtes nationales sont:

- 1) La Fête de l'Indépendance Nationale le Premier Janvier;
- 2) Le Jour des Aïeux le 2 Janvier;
- 3) La Fête de l'Agriculture et du Travail le Premier Mai;
- 4) La Fête du Drapeau et de l'Université le 18 mai;
- 5) La Commémoration de la Bataille de Vertières JOUR DES FORCES ARMÉES, le 18 novembre.

ARTICLE 275.2: Les Fêtes Légales sont déterminées par la Loi.

ARTICLE 276: L'Assemblée Nationale ne peut ratifier aucun Traité, Convention ou Accord Internationaux comportant des clauses contraires à la présente Constitution.

ARTICLE 276.1: La ratification des Traités, des Conventions et des Accords Internationaux est donnée sous forme de Décret.

ARTICLE 276.2: Les Traités ou Accord Internationaux, une fois sanctionnés et ratifiés dans les formes prévues par la Constitution, font partie de la Législation du Pays et abrogent toutes les Lois qui leur sont contraires.

ARTICLE 277: L'Etat Haïtien peut intégrer une Communauté Economique d'Etat dans la mesure où l'Accord d'Association stimule le développement économique et social de la République d'Haïti et ne comporte aucune clause contraire à la Présente Constitution.

ARTICLE 278: Aucune place, aucune partie du Territoire ne peut être déclarée en état de siège qu'en cas de guerre civile ou d'invasion de la part d'une force éacutetrangère.

ARTICLE 278.1: L'acte du Président de la République déclaratif d'état de siège, doit être contresigné par le Premier Ministre, par tous les Ministres et porter convocation immédiate de l'Assemblée Nationale appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

ARTICLE 278.2: L'Assemblée Nationale arrête avec le Pouvoir Exécutif, les Garanties Constitutionnelles qui peuvent être suspendues dans les parties du Territoire mises en état de siège.

ARTICLE 278.3: L'Etat de siège devient caduc s'il n'est pas renouvelé tous les quinze (15) jours après son entrée en vigueur par un vote de l'Assemblée Nationale.

ARTICLE 278.4: L'Assemblée Nationale siège pendant toute la durée de l'Etat de siège.

ARTICLE 279: Trente (30) jours après son élection, le Président de la République doit déposer au greffe du Tribunal de Première Instance de son domicile, l'inventaire notarié de tous ses biens, meubles et immeubles, il en sera de même à la fin de son mandat.

ARTICLE 279.1: Le Premier Ministre, les Ministres et Secrétaires d'Etat sont astreints à la même obligation dans les trente (30) jours de leur installation et de leur sortie de fonction.

ARTICLE 280: Aucun frais, aucune indemnité généralement quelconque n'est accordé aux Membres des Grands Corps de l'Etat à titre des tâches spéciales qui leur sont attribuées.

ARTICLE 281: A l'occasion des consultations nationales, l'Etat prend en charge proportionnellement un nombre de suffrages obtenus une partie des frais encourus durant les campagnes électorales.

ARTICLE 281.1: Ne sont éligibles à de telles facilités que les partis qui auront au niveau national obtenu dix pour cent (10%) des suffrages exprimés avec un plancher départemental de suffrage de cinq pour cent (5%).

TITRE XIII

AMENDEMENTS A LA CONSTITUTION

ARTICLE 282: Le Pouvoir Législatif, sur la proposition de l'une des deux (2) Chambres ou du Pouvoir Exécutif, a le droit de déclarer qu'il y a lieu d'amender la Constitution, avec motifs à l'appui.

ARTICLE 282.1: Cette déclaration doit réunir l'adhésion des deux (2/3) de chacune des deux (2) Chambres. Elle ne peut être faite qu'au cours de la dernière Session Ordinaire d'une Législature et est publiée immédiatement sur toute l'étendue du Territoire.

ARTICLE 283: A la première Session de la Législature suivante, les Chambres se réunissent en Assemblée Nationale et statuent sur l'amendement proposé.

ARTICLE 284: L'Assemblée Nationale ne peut siéger, ni délibérer sur l'amendement si les deux (2/3) tiers au moins des Membres de chacun des deux (2) Chambres ne sont présents.

ARTICLE 284.1: Aucune décision de l'Assemblée Nationale ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux (2/3) tiers des suffrages exprimés.

ARTICLE 284.2: L'amendement obtenu ne peut entrer en vigueur qu'après l'installation du prochain Président élu. En aucun cas, le Président sous le gouvernement de qui l'amendement a eu lieu ne peut bénéficier des avantages qui en découlent.

ARTICLE 284.3: Toute Consultation Populaire tendant à modifier la Constitution par voie de Référendum est formellement interdite.

ARTICLE 284.4: Aucun amendement à la Constitution ne doit porter atteinte au caractère démocratique et républicain de l'Etat.

TITRE XIV

DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 285: Le Conseil National de Gouvernement reste et demeure en fonction jusqu'au 7 février 1988, date d'investiture du Président de la République élu sous l'empire de la Présente Constitution conformément au Calendrier Electoral.

ARTICLE 285.1: Le Conseil National de Gouvernement est autorisé à prendre en Conseil des Ministres, conformément à la Constitution, des décrets ayant force de Loi jusqu'à l'entrée en fonction des députés et Sénateurs élus sous l'empire de la Présente Constitution.

ARTICLE 286: Tout Haïtien ayant adopté une nationalité étrangère durant les vingt-neuf (29) années précédant le 7 février 1986 peut, par une déclaration faite au Ministère de la Justice dans un délai de deux (2) ans à partir de la publication de la Constitution, recouvrer sa nationalité haïtienne avec les avantages qui en découlent, conformément à la Loi.

ARTICLE 287: Compte tenu de la situation des haïtiens expatriés volontairement ou involontairement, les délais de résidence prévus dans la Présente Constitution, sont ramenés à une année révolue pour les plus prochaines élections.

ARTICLE 288: A l'occasion de la prochaine Consultation Electorale, les mandats des trois (3) Sénateurs élus pour chaque Département seront établis comme suit:

- a) Le Sénateur qui a obtenu le plus grand nombre de voix, bénéficiera d'un (1) mandat de six (6) ans;
- b) Le Sénateur qui vient en seconde place en ce qui a trait au nombre de voix, sera investi d'un (1) mandat de quatre (4) ans;
- c) Le troisième Sénateur sera élu pour deux (2) ans.

Dans la suite, chaque Sénateur élu, sera investi d'un (1) mandat de six (6) ans.

ARTICLE 289: En attendant l'établissement du Conseil Electoral Permanent prévu dans la Présente Constitution, le Conseil Electoral Provisoire de neuf (9) Membres, chargé de l'exécution et de l'élaboration de la Loi Electorale devant régir les prochaines élections et désigné de la façon suivante:

- 1) Un par l'Exécutif, non fonctionnaire;
- 2) Un par la Conférence Episcopale;
- 3) Un par le Conseil Consultatif;
- 5) Un par les organismes de Défense des Droits Humains ne participant pas aux compétitions électorales;
- 6) Un par le Conseil de l'Université;
- 7) Un par l'Association des Journalistes;
- 8) Un par les Cultes Réformés;
- 9) Un par le Conseil National des Coopératives.

ARTICLE 289.1: Dans la quinzaine qui suivra la ratification de la Présente Constitution, les Corps ou Organisations concernés font parvenir à l'Exécutif le nom de leur représentant.

ARTICLE 289.2: En cas d'abstention d'un Corps ou organisation sus-visé, l'Exécutif comble la ou les vacances.

ARTICLE 289.3: La mission de ce Conseil Electoral Provisoire prend fin dès l'entrée en fonction du Président élu.

ARTICLE 290: Les membres du Premier Conseil Electoral Permanent se départagent par tirage au sort les mandats de neuf (9), six (6) et trois (3) ans, prévus pour le renouvellement par tiers (1/3) du Conseil.

ARTICLE 291: Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix (10) années qui suivront la publication de la Présente Constitution et cela sans préjudice des actions pénales ou en réparation civile:

- a) Toute personne notoirement connue pour avoir été par ses excès de zèle un des artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt-neuf (29) dernières années;
- b) Tout comptable des deniers publics durant les années de la dictature sur qui plane une présomption d'enrichissement illicite;
- c) Toute personne dénoncée par la clameur publique pour avoir pratiqué la torture sur les prisonniers politiques, à l'occasion des arrestations et des enquêtes ou d'avoir commis des assassinats politiques.

ARTICLE 292: Le Conseil Electoral Provisoire chargé de recevoir les dépôts de candidature, veille à la stricte application de cette disposition.

ARTICLE 293: Tous les décrets d'expropriation de biens immobiliers dans les zones urbaines et rurales de la République des deux (2) derniers Gouvernements haïtiens au profit de l'Etat ou de sociétés en formation sont annulés si le but pour lequel ils ont été pris, n'a pas été exécuté au cours des dix (10) dernières années.

ARTICLE 293.1: Tout individu victime de confiscation de biens ou de dépossession arbitraire pour raison politique, durant la période s'étendant du 22 Octobre 1957 au 7 Février 1986 peut récupérer ses biens devant le Tribunal compétent.

Dans ce cas, la procédure est célére comme pour les affaires urgentes et la décision n'est susceptible que du pourvoi en Cassation.

ARTICLE 294: Les condamnations à des peines afflictives et infamantes pour des raisons politiques de 1957 à 1986, n'engendrent aucun empêchement à l'exercice des Droits Civils et Politiques.

ARTICLE 295: Dans les six (6) mois à partir de l'entrée en fonction du Premier Président élu sous l'empire de la Constitution de 1987, le Pouvoir Exécutif est autorisé à procéder à toutes réformes jugées nécessaires dans l'Administration Publique en général et dans la Magistrature.

TITRE XV

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 296: Tous les Codes de Lois ou Manuels de justice, tous les Décrets-Lois et et tous les Décrets et Arrêtés actuellement en vigueur sont maintenus en tout ce qui n'est pas contraire à la présente Constitution.

ARTICLE 297: Toutes les Lois, tous les Décrets-Lois, tous les Décrets restreignant arbitrairement les droits et libertés fondamentaux des citoyens notamment:

- a) Le Décret-Loi du 5 septembre 1935 sur les croyances superstitieuses;
- b) La Loi du 2 Août 1977 instituant le Tribunal de la Sureté de l'Etat;
- c) La Loi du 28 juillet 1975 soumettant les terres de la vallée de l'Artibonite à un statut d'exception;
- d) La Loi du 29 Avril 1969 condamnant toute doctrine d'importation;

Sont et demeurent abrogés.

ARTICLE 298: La présente Constitution doit être publiée dans la quinzaine de sa ratification par voie référendaire. Elle entre en vigueur dès sa publication AU MONITEUR, Journal Officiel de la République.

Donné au Palais Législatif, à Port-au-Prince, siège de l'Assemblée Nationale Constituante, le 10 Mars 1987, An 184ème de l'Indépendance.

Les Membres de l'Assemblée Constitutionnelle

Le Président de l'Assemblée Constitutionnelle:

Me. Emile JONASSAINT

Le Vice-Président de l'Assemblée Constitutionnelle:

M. Jean SUPPLICE

Les Secrétaires:

Mme. Bathilde BARBANCOURT

M. Jacques SAINT-LOUIS

Me. Raphael Michel ADELSON

Les Membres:

M. Daniel Anglade M. Yvon Auguste M. Karl Auguste M. Richard Baker M. Jean Adler Bassin Me. Fresnel Bélizaire Me. Rigaud Th. Bois Me. Nyli Calixte Me. Hugo Charles Me. Clavaroche Cherenfant Me. Alcan Dorméus Me. Chantal Hudicourt Ewald Me. Rotchild François Me. Rick Garnier Me. Reynold Georges Me. Antoine Gilles Dr. Georges Greffin M. Alexis C. Guerrier M. Louis Dominald Guerrier Me. Athanase Jean-Louis M. Julio Larosilière M. Gérard M. Laurent M. Jean Abraham Lubin Me. François R. Magloire M. Volvick Mathieu M. Justin Mezile Me. Barbantès Moussignac Me. Ménès Ovide M. Franck Pauliche M. Gustave Pierre-Louis Me. Gérard Romulus M. Gary Sajous Me. Michel Félix Sapini M. Eddy Saint-Pierre M. Jacques Seide M. Jean Edmond Tida M. Serge Villard M. Appolon Israël Me. Wilbert Joseph M. Guy Latortue M. Lavelanet Lindor M. Jean Léonidas Lucien Me. Jean Mainville Dr. Georges Michel Me. Justin Obas Me. Thalès Paul M. Pierre Th. Pierre M. Réginald Riboul Dr. Louis Roy M. Benoît Sanon Me. Gracia Saint-Louis M. Pierre SaintRémy Me. Marc Semervil M. Ecclésiaste Valcin

TABLE DES MATIÈRES

PREAMBULE	3
TITRE I : DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI : SON EMBLEME - SES SYMBOLES	3
CHAPITRE I	3
DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI	3
CHAPITRE II	4
DU TERRITOIRE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI	4
TITRE II : DE LA NATIONALITÉ HAÏTIENNE	4
TITRE III : DU CITOYEN - des DROITS et DEVOIRS FONDAMENTAUX	5
CHAPITRE I	5
DE LA QUALITÉ DU CITOYEN	5
CHAPITRE II	6
DES DROITS FONDAMENTAUX	6
SECTION A	6
DROIT A LA VIE ET A LA SANTÉ	6
SECTION B	6
DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE	6
SECTION C	7
DE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION	7
SECTION D	7
DE LA LIBERTÉ DE CONSCIENCE	7
SECTION E	8
DE LA LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION	8
SECTION F	8
DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT	8
SECTION G	9
DE LA LIBERTÉ DU TRAVAIL	9
SECTION H	9
DE LA PROPRIÉTÉ	9

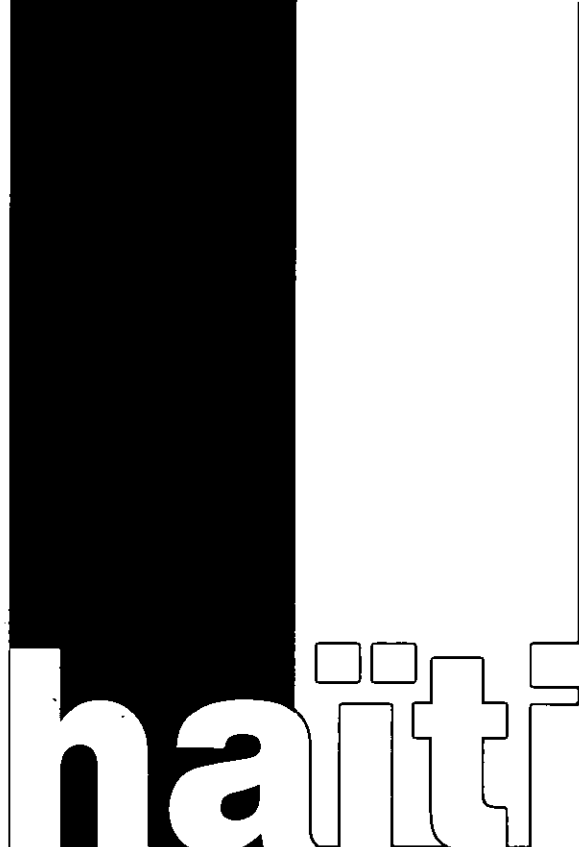
SECTION I	10	
DROIT A L'INFORMATION	10	
SECTION J	10	
DROIT A LA SÉCURITÉ	10	
CHAPITRE III	11	
DES DEVOIRS DU CITOYEN	11	
TITRE IV : DES ÉTRANGERS	12	
TITRE V : DE LA SOUVERAINETÉ NATIONALE	12	
CHAPITRE I	13	
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET DE LA DÉCENTRALISATION	13	
SECTION A	13	
DE LA SECTION COMMUNALE	13	
SECTION B	14	
DE LA COMMUNE	14	
SECTION C	15	
DE L'ARRONDISSEMENT	15	
SECTION D	15	
DU DÉPARTEMENT	15	
SECTION E	16	
DES DÉLÉGUÉS ET VICE-DÉLÉGUÉS	16	
SECTION F	16	
DU CONSEIL INTERDEPARTEMENTAL	16	
CHAPITRE II	16	
DU POUVOIR LÉGISLATIF	16	
SECTION A	16	
DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS	16	
SECTION B	17	
DU SÉNAT	17	
SECTION C	18	
DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE	18	

SECTION D	19
DE L'EXERCICE DU POUVOIR LÉGISLATIF	19
SECTION E	22
DÉS INCOMPATIBILITÉS	22
CHAPITRE III	23
DU POUVOIR EXÉCUTIF	23
SECTION A	23
DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	23
SECTION B	23
DES ATTRIBUTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE	23
SECTION C	25
DU GOUVERNEMENT	25
SECTION D	25
DES ATTRIBUTIONS DU PREMIER MINISTRE	25
SECTION E	26
DES MINISTRES ET DES SECRÉTAIRES D'ÉTAT	26
CHAPITRE IV	26
DU POUVOIR JUDICIAIRE	26
CHAPITRE V	27
DE LA HAUTE COUR DE JUSTICE	27
TITRE VI : DES INSTITUTIONS INDÉPENDANTES	28
CHAPITRE I	28
DU CONSEIL ÉLECTORAL PERMANENT	28
CHAPITRE II	30
DE LA COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	30
CHAPITRE III	31
DE LA COMMISSION DE CONCILIATION	31
CHAPITRE IV	31
DE LA PROTECTION DU CITOYEN	31

CHAPITRE V	31	
DE L'UNIVERSITÉ - DE L'ACADÉMIE - DE LA CULTURE		31
TITRE VII : DES FINANCES PUBLIQUES	32	
TITRE VIII : DE LA FONCTION PUBLIQUE	34	
TITRE IX	35	
CHAPITRE I	35	
DE L'ECONOMIE - DE L'AGRICULTURE		35
CHAPITRE II	35	
DE L'ENVIRONNEMENT	35	
TITRE X : DE LA FAMILLE	36	
TITRE XI : DE LA FORCE PUBLIQUE	36	
CHAPITRE I	37	
DES FORCES ARMÉES	37	
CHAPITRE II	38	
DES FORCES DE POLICE	38	
TITRE XII : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	38	
TITRE XIII : AMENDEMENTS A LA CONSTITUTION	40	
TITRE XIV : DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES	40	
TITRE XV : DISPOSITIONS FINALES	42	
LES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE CONSTITUTIONNELLE		43

NEW DOCUMENT

)



haïti

Constitution

de la République d'Haïti

29 mars 1987

Konstitisyon

Repiblik Ayiti

29 mas 1987

**F. CLIFTON WHITE RESOURCE CENTER
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTION SYSTEMS**

Constitution de la République d'Haïti

29 mars 1987

Konstitisyon Repiblik Ayiti

29 mas 1987

*Centre Oecuménique des Droits de l'Homme
4, avenue des Marguerites,
Port-au-Prince, Haïti.
Tél: 45-4106; Fax: 45-0855;
E-mail: cedh@acn.com*

PREAMBULE

Le peuple proclame la présente constitution:

- 1. Pour garantir ses droits inaliénables et imprescriptibles à la vie, à la liberté et la poursuite du bonheur, conformément à son acte d'indépendance de 1804 et à la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948.*
- 2. Pour constituer une nation haïtienne socialement juste, économiquement libre, et politiquement indépendante.*
- 3. Pour rétablir un état stable et fort, capable de protéger les valeurs, les traditions, la souveraineté, l'indépendance et la vision nationale.*
- 4. Pour implanter la démocratie qui implique le pluralisme idéologique et l'alternance politique et affirmer les droits inaliénables du peuple haïtien.*
- 5. Pour fortifier l'unité nationale, en éliminant toutes discriminations entre les populations des villes et des campagnes, par l'acceptation de la communauté de langues et de culture, et par la reconnaissance du droit au progrès, à l'information, à l'éducation, à la santé au travail et au loisir pour tous les citoyens.*
- 6. Pour assurer la séparation, et la répartition harmonieuse des pouvoirs de l'état au service des intérêts fondamentaux et prioritaires de la nation.*
- 7. Pour instaurer un régime gouvernemental basé sur les libertés fondamentales et le respect des droits humains, la paix sociale, l'équité économique, la concertation et la participation de toute la population aux grandes décisions engageant la vie nationale, par une décentralisation effective.*

ENTWODIKSYON

Pèp Ayisyen fè tout moun konnen: li dakò ak konstitisyon sa a.

1. *Konstitisyon sa a la, pou li garanti tout dwa Pèp Ayisyen vin genyen depi endepandans li lan lane 1804; Dwa pou tout Ayisyen jwenn lavi; pou li viv lib, pou li viv alèz. Dwa sa yo, se menm avèk sa Nasyonzini te deklare lan lane 1948 sou dwa tout kreyen vivan. Dwa sa yo pa janm kapab wete lan men Pèp Ayisyen.*
2. *Konstitisyon sa a la, pwoklame peyi d Ayiti se mèt tèt li, se mèt richès li, yon jan tout ayisyen ka viv lan yon sosyete ki bay chak moun chans pa yo.*
3. *Konstitisyon sa a la, pou peyi d Ayiti kanpe solid, pou li kanpe an fòm, pou li pa restavèk okenn lòt peyi, pou li kenbe tradisyon peyi a tout bon.*
4. *Konstitisyon sa a la, pou demokrasi pouse bon rasin nan peyi a, kote chak moun respekte lide ak kwayans lòt moun, pou direksyon peyi a pa toujou rete nan men menm moun. Pou pèsonn moun pa janm ka rive rache dwa pèp Ayisyen nan men l.*
5. *Konstitisyon sa a la, pou pèp Ayisyen mache men nan men, nan tèt ansanm, kit se te moun lavil kit se te moun andeyò, ki pale menm lang, ki gen menm kilti, kote tout moun ap fè pwogrè, jwenn bon lekòl, bon swen, bon jan travay, bon jan detant.*
6. *Konstitisyon sa a la, pou li pèmèt leta mache korèkteman pou li sèvi enterè pèp Ayisyen an, lan respè ak separasyon chak branch pouvwa a.*
7. *Konstitisyon sa a la, pou gouvènman an respekte tout dwa tout kreyen vivan genyen: Dwa pou yo viv lib. Dwa pou yo viv alèz. Dwa pou yo toujou kapab di mo pa yo, nan jan peyi a dwa mache, dwa pou tout sitwayen lan tout peyi a ka bay dizon li nan tout desizyon kap pran.*

TITRE I
De la République d'Haïti
Son Emblème - Ses symboles

CHAPITRE I
De la République d'Haïti

Article premier:

Haïti est une république, indivisible, souveraine, indépendante, coopératiste, libre, démocratique et sociale.

Article premier - 1:

La ville de Port-au-Prince est sa capitale et le siège de son gouvernement. Ce siège peut être déplacé en cas de force majeure.

Article 2:

Les couleurs nationales sont le bleu et le rouge.

Article 3:

L'Emblème de la nation haïtienne est le drapeau qui répond à la description suivante:

- 1) Deux (2) bandes d'étoffe d'égales dimensions: l'une bleue en haut, l'autre rouge en bas, placées horizontalement.
- 2) Au centre, sur un carré d'étoffe blanche, sont disposées les armes de la république;
- 3) Les armes de la république sont: le palmiste surmonté du bonnet de la liberté et ombrageant de ses palmes un trophée d'armes avec la légende: "*L'UNION FAIT LA FORCE*".

Article 4:

La devise nationale est: Liberté - Egalité - Fraternité.

Article 4-1:

L'hymne national est la Dessalinienne.

Article 5:

Tous les Haïtiens sont unis par une langue commune, le créole. Le créole et le français sont les langues officielles de la république.

Article 6:

L'unité monétaire est la gourde. Elle est divisée en centimes.

Article 7:

Le culte de la personnalité est formellement interdit. Les effigies, les noms de

PREMYE PATI KONSTITISYON AN
Repiblik d Ayiti,
Drapo, Desen ak Senbòl ki reprezante l.

CHAPIT 1:
Repiblik d Ayiti

Atik 1:

Peyi d Ayiti, se yon repiblik. Tè li pa ka separe. Peyi d Ayiti sèl mèt lakay li. Li endepandan. Li favorize tèt ansanm tout sitwayen yo. Li demokratik. Li chache koresponn bezwen tout sitwayen.

Atik 1-1:

Se vil Pòtoprens, ki kapital peyi d Ayiti. Se la, gouvènman an chita. Men, si ta gen rezon pou sa, yo ka tabli l yon lòt kote.

Atik 2:

Koulè drapo peyi d Ayiti, se ble e wouj.

Atik 3:

Men ki jan drapo peyi d Ayiti dwe fèt:

1) Drapo a fèt ak 2 moso twal, menm longè, menm lajè. Moso twal ble a, anwo. Moso twal wouj la, anba. Tou le 2 moso twal yo, kouche. 2) Nan mitan drapo a, sou yon ti moso twal kare blan, y a fè desen yon pye palmis, ak yon bonèt wouj sou tèt pye palmis la.

3) Anba fèy pye palmis la, y a fè desen kèk zam ak kèk enstriman mizik. Men sa y a ekri, anba, sou ti moso twal blan an: *“SE LAN TÈT ANSANM FÒS NOU KANPE”*.

Atik 4:

Deviz peyi a se: libète, egalite, frاتèneite.

Atik 4-1:

Chante ofisyèl peyi a, se Ladesalinyèn.

Atik 5:

Tout Ayisyen pale kreyòl. Kreyòl ak franse, se lang ofisyèl Repiblik d Ayiti.

Atik 6:

Lajan ki sèvi an Ayiti, se goud. Goud la divize an santim.

Atik 7:

Okenn chèf pa gen dwa ekzije moun met a jenou devan l. Ni yo pa gen dwa

personnages vivants ne peuvent figurer sur la monnaie, les timbres, les vignettes. Il en est de même pour les bâtiments publics, les rues et les ouvrages d'art.

Articles 7-1:

L'utilisation d'effigie de personne décédée doit obtenir l'approbation du corps législatif.

CHAPITRE 2

Du Territoire de la République d'Haïti

Article 8:

Le territoire de la république d'Haïti comprend:

1) La partie occidentale de l'île d'Haïti ainsi que les îles adjacentes: la Gonâve, la Tortue, l'île à Vache, les Cayemites, la Navase, la Grande Caye et les autres îles de la mer territoriale;

Il est limité à l'Est par la République Dominicaine, au Nord par l'Océan Atlantique, au Sud et à l'Ouest par la mer des Caraïbes ou mer des Antilles;

2) La mer territoriale et la zone économique exclusive;

3) Le milieu aérien surplombant la partie terrestre et maritime.

Article 8-1:

Le territoire de la république d'Haïti est inviolable et ne peut être aliéné ni en tout, ni en partie, par aucun traité ou convention.

Article 9:

Le territoire de la république est divisé et subdivisé en départements, arrondissements, communes, quartiers et sections communales.

Article 9-1:

La loi détermine le nombre, les limites de ces divisions et subdivisions et en règle l'organisation et le fonctionnement.

TITRE II

De la nationalité haïtienne

Article 10:

Les règles relatives à la nationalité haïtienne sont déterminées par la loi.

Article 11:

Possède la nationalité haïtienne d'origine, tout individu né d'un père haïtien ou d'une mère haïtienne qui eux-mêmes sont nés Haïtiens et n'avaient jamais

mete non, ou byen potre okenn moun ki vivan toujou, sou okenn lajan, sou okenn tenm pou lapòs, sou okenn papyè leta, sou okenn batiman leta. Ni yo pa gen dwa bay okenn ri, okenn moniman pote non moun ki vivan toujou.

Atik 7-1:

Sèl lachanm gen dwa otorize yo sèvi ak pòtre yon sitwayen ki mouri.

CHAPIT 2

Tè peyi d Ayiti

Atik 8:

Men ki teritwa ki fòm repiblik d Ayiti:

1) Tout teritwa ki a lwès fwontyè a, ansanm ak tout zile ki antoure l, kidonk: Lagonav,

Latòti, Lilavach, Gwo Kayimit, Ti Kayimit, Lanavaz, Gwòskay, ak tout lòt zile yo jwenn nan lanmè ki antoure teritwa ayisyen an.

Tè peyi d Ayiti fini sou fwontyè Dominikani. Nan Nò, se Oseyan Atlantik ki limite l. Nan Sid ak nan Lwès, se lanmè Karayib.

2) Lanmè ki antoure peyi a selon limit ki garanti dwa eksklizif li.

3) Syèl anlè, ki kouvri lanmè ak tè ki pou peyi Ayiti.

Atik 8-1:

Okenn lòt peyi pa gen dwa rantre sou tè peyi d Ayiti.

Yo pa gen dwa angaje okenn moso peyi a lan okenn kontra ak regleman avèk lòt peyi.

Atik 9:

Peyi d Ayiti divize an depatman. Depatman divize an awondisman. Awondisman divize an komin. Komin divize an katye ak seksyon kominal.

Atik 9-1:

Se lalwa ki va di konben depatman, konben awondisman, konben komin, konben katye ak seksyon kominal, ki va nesèsè pou peyi a mache kòrèk

DEZYÈM PATI KONSTITISYON AN:

Sa ki fè yon moun se Ayisyen

Atik 10:

Se lalwa ki deside ki sa ki fè yon moun se Ayisyen.

Atik 11:

Depi papa ou byen manman yon moun, te fèt Ayisyen, moun sa a se Ayisyen li ye, depi papa a ak manman an pa te janm mande pou yo pa Ayisyen ankò,

renoncé à leur nationalité au moment de la naissance.

Article 12:

La nationalité haïtienne peut être acquise par la naturalisation.

Article 12-1:

Tout étranger après cinq (5) ans de résidence continue sur le territoire de la république peut obtenir la nationalité haïtienne par naturalisation, en se conformant aux règles établies par la loi.

Article 12-2:

Les Haïtiens par naturalisation sont admis à exercer leur droit de vote, mais ils doivent attendre cinq (5) ans après la date de leur naturalisation pour être éligibles ou occuper des fonctions publiques autres que celles réservées par la constitution et par la loi aux Haïtiens d'origine.

Article 13:

La nationalité haïtienne se perd par:

- 1) La naturalisation acquise en pays étranger;
- 2) L'occupation d'un poste politique au service d'un gouvernement étranger;
- 3) La résidence continue à l'étranger pendant trois (3) ans d'un individu étranger naturalisé haïtien, sans une autorisation régulièrement accordée par l'autorité compétente. Quiconque perd ainsi la nationalité haïtienne, ne peut la recouvrer.

Article 14:

L'Haïtien naturalisé étranger peut recouvrer sa nationalité haïtienne, en remplissant toutes les conditions et formalités imposées à l'étranger par la loi.

Article 15:

La double nationalité haïtienne et étrangère n'est admise en aucun cas.

anvan moun sa a te fèt.

Atik 12:

Yon etranje kapab vin Ayisyen.

Atik 12-1:

Yon etranje, ki pase senk (5) ane, youn dèyè lòt, nan peyi d Ayiti, kapab vin Ayisyen, selon regleman ak lwa peyi a.

Atik 12-2:

Yon moun ki vin Ayisyen, san li pa te fèt Ayisyen, gen dwa vote. Men li va tann senk (5) ane, apre li vin Ayisyen, pou li kapab nonmen lan yon plas leta, ou byen pou li kapab al lan eleksyon, eksepte si plas sa yo rezève pou Ayisyen natif natal sèlman.

Atik 13:

Yon moun vin pa Ayisyen ankò:

- 1) Lè l vin sitwayen yon lòt peyi.
- 2) Lè li aksepte yon plas politik lan yon gouvènman etranje.
- 3) Lè li rete twa (3) lane youn dèyè lòt, aletranje, si li pa te fèt Ayisyen, sòf si li jwenn bon jan pèmasyon pou sa, nan men otorite peyi a. Si yon moun ki pa te fèt Ayisyen, vin pa Ayisyen ankò, nan kondisyon sa a, li pap janm ka tounen Ayisyen ankò.

Atik 14:

Yon Ayisyen, ki te vin pa Ayisyen ankò, kapab tounen Ayisyen, depi li fè tou sa lalwa mande yon etranje ki vle vin Ayisyen.

Atik 15:

Yon Ayisyen pa janm kapab vin sitwayen yon lòt peyi epi pou l ta rete sitwayen Ayisyen, an menm tan.

TITRE III
Du Citoyen
Des droits et devoirs fondamentaux

CHAPITRE I
De la qualité de citoyen

Article 16:

La réunion des droits civils et politiques constitue la qualité de citoyen.

Article 16-1:

La jouissance, l'exercice, la suspension et la perte de ces droits sont réglés par la loi.

Article 16-2:

L'âge de la majorité est fixé à dix-huit (18) ans.

Article 17:

Les Haïtiens, sans distinction de sexe et d'état civil, âgés de dix-huit (18) ans accomplis, peuvent exercer leurs droits civils et politiques, s'ils réunissent les autres conditions prévues par la constitution et par la loi.

Article 18:

Les Haïtiens sont égaux devant la loi, sous la réserve des avantages conférés aux Haïtiens d'origine qui n'ont jamais renoncé à leur nationalité.

CHAPITRE 2
Des droits fondamentaux

SECTION A
Droit à la vie et à la santé

Article 19:

L'état a l'impérieuse obligation de garantir le droit à la vie, à la santé, au respect de la personne humaine, à tous les citoyens sans distinction, conformément à la déclaration universelle des droits de l'homme.

Article 20:

La peine de mort est abolie en toute matière.

Article 21:

Le crime de haute trahison consiste à porter les armes dans une armée étrangère contre la république, à servir une nation étrangère en conflit avec la république, dans le fait par tout fonctionnaire de voler les biens de l'état confiés à sa gestion ou toute violation de la constitution par ceux chargés de la faire respecter.

**TWAZYÈM PATI KONSTITISYON AN:
Sa yon Sitwayen ye,
Ki dwa li genyen. Ki sa li dwe fè**

**CHAPIT 1:
Ki sa yon sitwayen ye**

Atik 16:

Yon sitwayen se yon moun ki reyini dwa sivil li ansanm ak tout dwa politik li.

Atik 16-1:

Se lalwa ki deside, kijan yon moun sèvi ak dwa sa yo, ki lè li pèdi yo pou yon tan osinon pou tout tan.

Atik 16-2:

Yon moun granmoun depi li gen dizuit (18) lane.

Atik 17:

Tout Ayisyen, fi kou gason, moun marye ak moun ki pa marye, kapab sèvi ak dwa sivil yo ou byen dwa politik yo, depi yo deja gen dizuit (18) lane, e depi yo suiv tout kondisyon ki nan konstitisyon an ak nan lwa peyi-a.

Atik 18:

Tout Ayisyen egal ego devan lalwa, an wetan yon seri avantaj, Ayisyen natif natal yo genyen, depi yo pa te janm tounen sitwayen yon lòt peyi.

**CHAPIT 2:
Dwa fondal natal**

**PARAGRAF 1:
*Dwa pou viv, dwa pou viv ansante***

Atik 19:

Leta dwe degaje l, tout jan, tout mannyè, pou tout Ayisyen, jwenn lavi, lasante ak respè tout moun gen dwa jwenn, jan sa pale nan Deklarasyon Nasyonizini te fè sou dwa tout kreyen vivan.

Atik 20:

Kondanasyon a mò kaba, pou tout rezon.

Atik 21:

Yon Ayisyen fè krim trayi peyi l: lè li rantre nan lame yon peyi etranje k ap goumen kont repiblik d Ayiti, lè l ap travay pou yon peyi etranje kap fè lagè ak peyi d Ayiti; lè li vòlè byen Leta ki sou kont li, etan li nan yon plas Leta, lè li pa respekte konstitisyon an, etan li anchaje fè respekte l.

Article 21-1:

Le crime de haute trahison est puni de la peine des travaux forcés à perpétuité sans commutation de peine.

Article 22:

L'état reconnaît le droit de tout citoyen à un logement décent, à l'éducation, à l'alimentation et à la sécurité sociale.

Article 23:

L'état est astreint à l'obligation d'assurer à tous les citoyens, dans toutes les collectivités territoriales, les moyens appropriés pour garantir la protection, le maintien et le rétablissement de leurs santé par la création d'hôpitaux, de centres de santé et de dispensaires.

SECTION B
De la liberté individuelle

Article 24:

La liberté individuelle est garantie et protégée par l'état.

Article 24-1:

Nul ne peut être poursuivi, arrêté ou détenu que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle prescrit.

Article 24-2:

L'arrestation et la détention, sauf en cas de flagrant délit, n'auront lieu que sur un mandat écrit d'un fonctionnaire légalement compétent.

Article 24-3:

Pour que ce mandat puisse être exécuté, il faut:

- 1) Qu'il exprime formellement, en créole et en français, le ou les motifs de l'arrestation ou de la détention, et la disposition de loi qui punit le fait imputé;
- 2) Qu'il soit notifié et qu'il en soit laissé copie au moment de l'exécution à la personne prévenue;
- 3) Qu'il soit notifié au prévenu de son droit de se faire assister d'un avocat à toutes les phases de l'instruction de l'affaire jusqu'au jugement définitif;
- 4) Sauf en cas de flagrant délit, aucune arrestation sur mandat, aucune perquisition ne peut avoir lieu entre six (6) heures du soir et six (6) heures du matin;
- 5) La responsabilité est personnelle. Nul ne peut être arrêté à la place d'un autre.

Article 25:

Toute rigueur ou contrainte qui n'est pas nécessaire pour appréhender une

Atik 21-1:

Yon Ayisyen ki trayi peyi li, dwe kondane pou l travay a vi pou leta, nan travo fòse, san yo pa janm gen dwa fè l gras.

Atik 22:

Leta rekonèt tout sitwayen gen dwa pou yo jwenn bon kay pou yo rete, dwa pou yo jwenn bon lekòl ak edikasyon. Dwa pou yo jwenn dekwa pou yo kapab manje. Dwa pou leta ede tout sitwayen viv korèkteman.

Atik 23:

Leta va degaje l pou tout sitwayen, rive jwenn sa ki nesèsè pou l pa malad, ak tout sa ki nesèsè pou l refè, si li vin malad. Se pou sa, Leta dwe tabli lopital, sant sante ak dispansè tout kote lan peyi a.

PARAGRAF 2:
Chak moun gen dwa lib

Atik 24:

Leta anchaje garanti ak pwoteje libète chak moun.

Atik 24-1:

Yo pa gen dwa ni kouri dèyè yon moun, ni arete l, ni mete l nan prizon, san se pa pou yon rezon lalwa prevwa, ak jan lalwa di sa dwe fèt.

Atik 24-2:

Yo pa gen dwa arete pèsonn ni yo pa gen dwa fèmen pèsonn moun nan prizon san se pa ak yon manda yon otorite lalwa bay pouvwa ekri manda sa a, sòf si yo ta bare moun nan, lè li tap poze zak sa a osinon lè l fini fè zak la.

Atik 24-3:

Men sa ki nesèsè, pou yo gen dwa sèvi ak manda sa a:

- 1) Rezon ki fè yo arete yon moun, ou byen rezon ki fè yo fèmen yon moun nan prizon, se pou manda a esplike sa klè, ni an kreyòl, ni an franse. Manda a dwe deklare tou, ki lwa ki pini ajisman sa a.
- 2) Yo dwe bay moun nan yon kopi lè yap ekzekite manda a.
- 3) Fòk yo fè moun yo akize a konnen, li gen dwa pran avoka, depi kòz la konmanse, jistan jijman an fini nèt.
- 4) An wetan ka yon moun yo bare pandan lap poze yon zak, osnon ki fèk fini poze yon zak, yo pa gen dwa arete pèsonn moun, osinon fouye kay li, ata ak manda, ant siz è (6 zè) nan aswè e siz è (6 zè) nan maten.
- 5) Chak moun reskonsab tèt yo. Yo pa gen dwa arete pèsonn moun nan plas yon lòt moun.

Atik 25:

Yo pa gen dwa fè fòs ak yon moun yo vin pran ou byen yo vle kenbe nan prizon,

personne ou l'amaïntenir en détention, toute pression morale ou brutalité physique, notamment pendant l'interrogation, sont interdites.

Articles 25-1:

Nul ne peut être interrogé en l'absence de son avocat ou d'un témoin de son choix.

Article 26:

Nul ne peut être maintenu en détention s'il n'a comparu dans les quarante-huit (48) heures qui suivent son arrestation par devant un juge appelé à statuer sur la légalité de l'arrestation, et si ce juge n'a confirmé la détention par décision motivée.

Article 26-1:

En cas de contravention, l'inculpé est déféré par devant le juge de paix qui statue définitivement.

En cas de délit ou de crime, le prévenu peut, sans permission préalable et sur simple mémoire, se pourvoir par devant le doyen du tribunal de première instance du ressort qui, sur les conclusions du ministère public, statue à l'extraordinaire, audience tenante, sans remise ni tour de rôle, toutes affaires cessantes, sur la légalité de l'arrestation et de la détention.

Article 26-2:

Si l'arrestation est jugée illégale, le juge ordonne la libération immédiate du prévenu et cette décision est exécutoire sur minute nonobstant appel, pourvoi en cassation ou défense d'exécuter.

Article 27:

Toutes violations des dispositions relatives à la liberté individuel sont des actes arbitraires. Les personnes lésées peuvent, sans autorisation préalable, se référer aux tribunaux compétents pour poursuivre les auteurs et les exécuteurs de ces actes arbitraires, quelles que soient leurs qualités et à quelque corps qu'ils appartiennent.

Article 27-1:

Les fonctionnaires et les employés de l'état sont directement responsables selon les lois pénales, civiles et administratives des actes accomplis en violations de droits. Dans ce cas, la responsabilité s'étend aussi à l'état.

san pa gen nesesite pou sa. Yo pa gen dwa fè yon moun menas, ni yo pa gen dwa maltrete l, pou fè l pale.

Atik 25-1:

Yo pa gen dwa entèwoje okenn moun san se pa an prezans avoka l ou byen an prezans yon temwen moun nan chwazi.

Atik 26:

Lè yo arete yon moun, yo pa gen dwa fèmen l plis pase karantuit (48) è d tan depi yo te arete l la san yo pa mennen l devan yon jij. Jij la va deklare si yo te arete l legal, osinon ilegal.

Atik 26-1:

Si se pou yon kontravansyon, yo va mennen moun yo akize a devan yon jijdepè, ki va fè yon desizyon yo pa ka chanje.

Si se pou yon fòt ou byen yon krim, moun yo akize a pa bezwen okenn pèmisyon, pou li mande yon lòt jijman, devan dwayen tribinal ki lan zòn nan. Dwayen tribinal sa a, gen pou deside imediatman, san li pa chita sou okenn lòt kòz. Dapre konklizyon ministè piblik la, dwayen an va deside si yo arete ou si yo mete moun nan lan prizon ilegalman ou non.

Atik 26-2:

Si yo twouve, yo pa te arete moun nan jan la lwa di, jij la dwe pase lòd lage l tou suit. Yo dwe obeyi desizyon jij la san yo pa pèdi tan, menm si yo te mande pou jijman an ale ann apèl, devan tribinal kasasyon, ou byen pou yo pa ekzekite li.

Atik 27:

Dezobeyi lwa ki pwoteje libète chak moun, se zak gwo ponyèt. Moun yo fè abi sa yo, gen dwa al nan tribinal ki la pou sa, san yo pa mande okenn pèmisyon. Yo gen dwa mande pinisyon pou tou moun ki fè zak gwo ponyèt sa yo, ansanm ak moun ki te ede yo fè zak sa yo. Yo te mèt se gwo chabrak, yo te mèt nan nenpòt ki branch leta.

Atik 27-1:

Dapre sa lwa penal, lwa sivil, lwa administratif di, moun ki nan plas Leta ak moun ki anplwaye Leta, gen pwòp responsablite pa yo, lè gen de zak ki pa respektè dwa moun. Nan ka sa yo, Leta gen responsabilite pal tou.

SECTION C
De la liberté d'expression

Article 28:

Tout Haïtien a le droit d'exprimer librement ses opinions, en toute matière par la voie qu'il choisit.

Article 28-1:

Le journaliste exerce librement sa profession dans le cadre de la loi. Cet exercice ne peut être soumis à aucune autorisation, ni censure, sauf en cas de guerre.

Article 28-2:

Le journaliste ne peut être forcé de révéler ses sources. Il a toute fois pour devoir de vérifier l'authenticité et l'exactitude des informations. Il est également tenu de respecter l'éthique professionnelle.

Article 28-3:

Tout délit de presse ainsi que les abus du droit d'expression relèvent du code pénal.

Article 29:

Le droit de pétition est reconnu. Il est exercé personnellement par un ou plusieurs citoyens, mais jamais au nom d'un Corps.

Articles 29-1:

Toute pétition adressée au pouvoir législatif doit donner lieu à la procédure réglementaire permettant de statuer sur son objet.

SECTION D
De la liberté de conscience

Article 30:

Toutes les religions et tous les cultes sont libres. Toute personne a le droit de professer sa religion et son culte, pourvu que l'exercice de ce droit ne trouble pas l'ordre et la paix publics.

Article 30-1:

Nul ne peut être contraint à faire partie d'une association ou à suivre un enseignement religieux contraire à ses convictions.

Article 30-2:

La loi établit les conditions de reconnaissance et de fonctionnement des religions et des cultes.

PARAGRAF 3:
Dwa pou ekri ak pale lib.

Atik 28:

Tout Ayisyen gen dwa di sa yo panse, lib, jan yo pito.

Atik 28-1:

Jounalis fèt pou yo fè travay yo lib, nan respè lalwa. Jounalis yo, nan travay yo pa gen okenn pèmasyon pou yo mande, ni Leta pa gen dwa kontwole sa y ap di, sòf si peyi a ta deklare lagè.

Atik 28-2:

Yo pa gen dwa fòse yon jounalis di ki kote li jwenn okenn enfòmasyon. Men jounalis gen kòm devwa pou yo kontwole si enfòmasyon l yo korèk, si se laverite. Li fèt pou l respekte regleman metye jounalis la.

Atik 28-3:

Se kòd penal ki okipe tout fòt ak tout abi ki kab fèt nan afè ekri ou byen pale lib.

Atik 29:

Sitwayen yo gen dwa prezante petisyon onon yon sitwayen ou byen onon plizyè sitwayen, men yo pa ka fè l nan non yon branch leta.

Atik 29-1:

Depi se lachanm yo fè yon demann konsa, se pou yo suiv tout regleman ki va pèmèt lachanm vin pran yon desizyon sou sa.

PARAGRAF 4:
Moun gen dwa suiv kwayans yo ak relijyon yo, lib.

Atik 30:

Tout relijyon ak tout seremoni lib. Chak moun lib suiv relijyon pa yo, ak seremoni pa yo, depi sa yo fè a, pa kontrarye lapè ak trankilite piblik.

Atik 30-1:

Yo pa gen dwa fòse pèsonn moun rantre nan okenn asosiyasyon, ni yo pa gen dwa fòse yon moun adopte kwayans ki pa ale ak sa li panse.

Atik 30-2:

Se lalwa ki va di nan ki kondisyon lap rekonèt yon relijyon, nan ki kondisyon li kapab fonksyone.

Section E
De la liberté de réunion et d'association

Article 31:

La liberté d'association et de réunion sans armes à des fins politiques, économiques, sociales, culturelles ou à toutes autres fins pacifiques, est garantie.

Article 31-1:

Les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leur activité librement. Ils doivent respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie. La loi détermine les conditions de reconnaissance et de fonctionnement, les avantages et privilèges qui leur sont réservés.

Article 31-2:

Les réunions sur la voie publique sont sujettes à notification préalable aux autorités de police.

Article 31-3:

Nul ne peut être contraint de s'affilier à une association quel qu'en soit le caractère.

SECTION F
De l'Education et de l'Enseignement

Article 32:

L'état garantit le droit à l'éducation. Il veille à la formation physique, intellectuelle, morale, professionnelle, sociale et civique de la population.

Article 32-1:

L'éducation est une charge de l'état et des collectivités territoriales. Ils doivent mettre l'école gratuitement à la portée de tous, veiller au niveau de formation des enseignants des secteurs publics et privés.

Article 32-2:

La première charge de l'état et des collectivités territoriales est la scolarisation massive, seule capable de permettre le développement du pays. L'état encourage et facilite l'initiative privée en ce domaine.

Article 32-3:

L'enseignement primaire est obligatoire sous peine de sanctions à déterminer par la loi. Les fournitures classiques et le matériel didactique seront mis gratuitement par l'état à la disposition des élèves au niveau de l'enseignement primaire.

PARAGRAF 5

Dwa reyini lib. Dwa fè asosiyasyon.

Atik 31:

Moun gen dwa reyini lib depi yo pa gen zam. Moun lib fè tout kalite asosiyasyon, politik, ekonomik, sosyal, kiltirèl, pou nenpòt ki rezon, a kondisyon tout bagay fèt lan lapè.

Atik 31-1:

Pati politik ak gwoup politik gen ròl yo jwe pou volonte pèp la vin klè. Yo gen dwa fèt lib. Yo gen dwa travay lib. Yo dwe dakò, ni ak tout prensip demokrasi, ni ak tout prensip ki fè peyi d Ayiti, se yon peyi ki mèt tèt li. Se lalwa ki va di, ni nan ki kondisyon pou yon pati ou byen yon gwoup politik òganize, ni ki jan li gen pou li mache, ni ki avantaj ak fasilite li kapab jwenn.

Atik 31-2:

Anvan pou yon reyinyon fèt nan lari, se pou yo avèti lapolis depi davans.

Atik 31-3:

Yo pa kapab fòse pèsonn moun rantre nan okenn kalite asosiyasyon.

PARAGRAF 6

Fòmasyon, edikasyon ak lekòl.

Atik 32:

Leta dwe degaje l pou tout moun jwenn bon fòmasyon. Leta fèt pou veye pou chak sitwayen ka devlope kò li, lespri li, konsyans li, konpetans li nan travay li, kijan tou li ka resevwa èd ak proteksyon.

Atik 32-1:

Lekòl gratis pou tout sitwayen, se responsablite leta ak kolektivite teritoryal yo ki dwe veye tou pou tout pwofesè yo kit se lan leta, kit se lan lekòl prive yo ye byen prepare.

Atik 32-2:

Premye travay leta, ak kolektivite teritorial yo, se fè yon jan pou tout timoun al lekòl yon jan pou mete peyi a sou wout pwogrè tout bon vre. Nan travay sa a, leta poul dwe bay lekòl prive yo konkou ak avantaj.

Atik 32-3:

Tout timoun dwe al lekòl. Lalwa va di ki pinisyon yo prevwa lè sa pa fèt. Leta dwe bay elèv lekòl yo tout liv ak tou sa ki nesèse pou yo aprann, gratis.

Article 32-4:

L'enseignement agricole, professionnel, coopératif et technique est une responsabilité primordial de l'état et des communes.

Article 32-5:

La formation pré-scolaire et maternelle ainsi que l'enseignement non formel sont encouragés.

Article 32-6:

L'accès aux études supérieures est ouvert en pleine égalité à tous, uniquement en fonction du mérite.

Article 32-7:

L'état doit veiller à ce que chaque collectivité territoriale, section communale, commune, département, soit doté d'établissements d'enseignement indispensables, adaptés aux besoins de son développement, sans toutefois porter préjudice à la priorité de l'enseignement agricole, professionnel, coopératif et technique qui doit être largement diffusé.

Article 32-8:

L'état garantit aux handicapés et aux surdoués des moyens pour assurer leur autonomie, leur éducation, leur indépendance.

Article 32-9:

L'état et les collectivités territoriales ont pour devoir de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue d'intensifier la campagne d'alphabétisation des masses. Ils encouragent toutes les initiatives privées tendant à cette fin.

Article 32-10:

L'enseignant a droit à un salaire de base équitable.

Article 33:

L'enseignement est libre à tous les degrés. Cette liberté s'exerce sous le contrôle de l'état.

Article 34:

Hormis les cas de flagrant délit, l'enceinte des établissements d'enseignement est inviolable. Aucune force de l'ordre ne peut y pénétrer qu'en accord avec la direction des dits établissements.

Article 34-1:

Cette disposition ne s'applique pas quand un établissement scolaire est utilisé à d'autres fins.

Atik 32-4:

Moutre moun travay tè, moutre moun metye, moutre moun travay ansanm, ak bon jan teknik, se gwo wòl leta ak moun ki alatèt chak komin.

Atik 32-5:

Yo dwe ankouraje moun ki vle bay timoun fòmasyon, anvan li al lekòl.

Atik 32-6:

Tout moun ki kapab gen dwa rive fè gwo etid, apre etid segondè, selon sa li merite san pa gen okenn moun pa.

Atik 32-7:

Se pou leta kontwole si, nan chak zòn peyi a, nan chak seksyon kominal, nan chak komin, nan chak depatman, gen de lekòl ki moutre sa ki pi nesèsè pou kote sa yo mache nan wout pwogrè. Men, Leta dwe bay avantaj lekòl ki moutre moun travay tè, moutre moun metye, moutre moun travay ansanm, ak bon jan teknoloji.

Atik 32-8:

Leta dwe fè yon jan pou tout moun ki andikape rive jwenn fòmasyon, pou yo kapab reponsab tèt yo, pou yo pa sou kont moun. Menm jan tou, pou moun ki gen kapasite ak talan ki pa òdinè.

Atik 32-9:

Leta ak kolektivite teritorial yo, dwe fè tou sa yo kapab pou tout moun rive konn li, rive konn ekri. Yo va ankouraje òganizasyon ki soti pou yo bay konkou nan travay sa a.

Atik 32-10:

Lajan yon pwofesè touche dwe kont pou l viv kòrèkteman.

Atik 33:

Lekòl pou tout degre konesans, dwe lib. Men, Leta gen pou li kontwole kouman yap fonksyonen.

Atik 34:

Sof lè yo bare yon moun lè lap poze yon move zak, yo pa gen dwa rantrè pran pèsonn anndan yon lekòl. Okenn lapolis, okenn fòs Leta pa gen dwa rantrè anndan yon lekòl, san direksyon lekòl la pa dakò.

Atik 34-1:

Regleman sa a, pa aplike, lè se pa pou aktivite lekòl, yap sèvi ak lekòl sa a.

SECTION G
De la liberté du travail

Article 35:

La liberté de travail est garantie. Tout citoyen a pour obligation de consacrer à un travail de son choix en vue de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, de coopérer avec l'état à l'établissement d'un système de sécurité sociale.

Article 35-1:

Tout employé d'une institution privée ou publique a droit à un juste salaire, au repos, au congé annuel payé et au bonus.

Article 35-2:

L'état garantit au travailleur, l'égalité des conditions de travail et de salaire quel que soit son sexe, ses croyances, ses opinions et son statut matrimonial.

Article 35-3:

La liberté syndicale est garantie. Tout travailleur des secteurs privés et publics peut adhérer au syndicat de ses activités professionnelles pour la défense exclusivement de ses intérêts de travail.

Article 35-4:

Le syndicat est essentiellement apolitique, à but non lucratif et non confessionnel. Nul ne peut être contraint d'y adhérer.

Article 35-5:

Le droit de grève est reconnu dans les limites déterminées par la loi.

Article 35-6:

La loi fixe la limite d'âge pour le travail salarié. Des lois spéciales réglementent le travail des enfants mineurs et des gens de maison.

SECTION H
De la propriété

Article 36:

La propriété privée est reconnue et garantie. La loi en détermine les modalités d'acquisition, de jouissance, ainsi que les limites.

Article 36-1:

L'expropriation pour cause d'utilité publique peut avoir lieu, moyennant le

PARAGRAF 7
Libète lan travay.

Atik 35:

Nenpòt ki moun gen dwa travay lib. Tout sitwayen dwe nan yon travay ki nan gou li, yon jan pou l kapab reskonsab tèt li, ak fanmi l. Tout moun dwe mete men, ansanm ak Leta, pou vin genyen yon sistèm ki va pèmèt moun ki nan bezwen, jwenn yon bon jan bourad nan men Leta.

Atik 35-1:

Tout anplwaye, kit se anplwaye Leta, kit se anplwaye sektè prive a, fèt pou yo touche yon lajan ki korèk. Yo fèt pou yo ka repoze, gen vakans peye chak ane ak yon boni.

Atik 35-2:

Leta dwe kontwòl si tout travayè jwenn menm avantay san diskriminasyon, ni pou pwoteksyon yo, ni pou lajan yo touche kòm salè, kit se fi, kit se gason, kit se moun marye, kit se moun ki pa marye. Kwayans yon moun ak sa li panse, pa gen anyen pou wè ak sa.

Atik 35-3:

Sendika gen dwa fèt lib. Nenpòt ki travayè, kit se nan travay prive, kit se nan travay Leta, gen dwa manm sendika ki nan sektè travay sa a, depi se afè travay l ap okipe.

Atik 35-4:

Sendika se yon òganizasyon ki pa politik. Li pa la pou fè lajan. Sendika pa la pou afè relijyon. Yo pa kapab fòse pèsonn moun vin manm yon sendika.

Atik 35-5:

Moun gen dwa fè grèv. Lalwa gen pou fikse nan ki kondisyon.

Atik 35-6:

Lalwa fèt pou di ki laj yon moun dwe genyen pou li konmanse travay pou lajan. Lalwa gen pou fikse kondisyon travay moun kap travay kay lòt moun.

PARAGRAF 8
Pwopriyete ak byen moun

Atik 36:

Moun gen dwa gen pwòp byen pa yo. Leta fèt pou li pwoteje dwa sa a. Se lalwa ki deside ni nan ki kondisyon, ni nan ki limit moun ka gen byen ki pou yo ak kijan yo dwe sèvi ak li.

Atik 36-1:

Pou yo gen dwa pran pwopriyete yon moun, nan sa yo rele espwopriyasyon,

paiement ou la consignation ordonnée par justice aux ordres de qui de droit, d'une juste et préalable indemnité fixée à dire d'expert.

Si le projet initial est abandonné, l'expropriation est annulée, et l'immeuble ne pouvant être l'objet d'aucune spéculation, doit être restitué à son propriétaire originaire, sans aucun remboursement pour le petit propriétaire. La mesure d'expropriation est effective à partir de la mise en oeuvre du projet.

Article 36-2:

La nationalisation et la confiscation des biens, meubles et immeubles, pour causes politiques, sont interdites.

Nul ne peut être privé de son droit légitime de propriété qu'en vertu d'un jugement rendu par un tribunal de droit commun passé en force de chose souverainement jugée, sauf dans le cadre d'une réforme agraire.

Article 36-3:

La propriété entraîne également des obligations. Il n'en peut être fait un usage contraire à l'intérêt général.

Article 36-4:

Le propriétaire foncier doit cultiver, exploiter le sol et le protéger, notamment contre l'érosion. La sanction de cette obligation est prévue par la loi.

Article 36-5:

Le droit de propriété ne s'étend pas au littoral, aux sources, rivières, cours d'eau, mines et carrières. Ils font partie du domaine public de l'état.

Article 36-6:

La loi fixe des règles qui conditionnent la liberté de prospection et le droit d'exploiter les mines et carrières du sous-sol, en assurant au propriétaire de la surface, aux concessionnaires et à l'état haïtien, une participation équitable au profit que procure la mise en valeur de ces ressources naturelles.

Article 37:

La loi fixe les conditions de morcellement et de remembrement de la terre en fonction du plan d'aménagement du territoire et du bien-être des communautés concernées, dans le cadre d'une réforme agraire.

Article 38:

La propriété scientifique, littéraire et artistique est protégée par la loi.

Article 39:

Les habitants des sections communales ont un droit de préemption pour l'exploitation des terres du domaine privé de l'état situées dans leur localité.

pou yon kòz ki nan enterè peyi a, fòk lajistis peye moun nan ou byen mete lajan apa, apre espesyalis fin deside valè pwopriete a.

Si pwojè a pa reyalize, ekspwopriyasyon an anile. Leta gen pou remèt pwopriyetè a zafè l, san li pa gen pou ranbouse okenn lajan. Desizyon pou yo ekspwopriye yon tè valab depi pwojè a konmanse.

Atik 36-2:

Si se pou yon kòz politik, yo pa gen dwa mete byen, pwopriete ak kay moun, sou non leta.

Anvan pou yo retire byen pa yon moun nan men l, fòk gen yon jijman ki fin fèt nèt, nan yon tribinal yo rele tribinal dwa komen, sòf si gen yon pwogram espesyal leta pou regle pwoblèm tè.

Atik 36-3:

Si ou gen pwopriete, ou gen obligasyon. Ou pa gen dwa sèvi ak byen paw, kont enterè peyi a.

Atik 36-4:

Moun ki mèt yon tè, fèt pou l travay li, pou l fè l bay rannman, pou li okipe l yon jan pou dlo pa bwote tè a ale. Lalwa prevwa pinisyon pou lè sa pa fèt.

Atik 36-5:

Pèsonn moun pa gen dwa mèt bò lanmè, sous, rivyè, bouchi, tèt dlo, ak richès ki anba tè. Tout kote sa yo, se byen leta ki pou tout moun.

Atik 36-6:

Lalwa regle nan ki kondisyon, moun va lib pou chache ak pou eksplwate richès ki anba tè a. Men fòk moun ki mèt tè a, ak moun ki afèmen anba tè a, ak leta tou, resevwa on moso lan benefis yo.

Atik 37:

Lalwa regle nan ki kondisyon pwogram leta ki rele "refòm agrè", dwe fèt, nan avantaj tout gwoup moun kote pwogram sa a ap mache, ni nan divize tè, ni nan rekole bout tè ansanm.

Atik 38:

Lalwa la pou li pwoteje sa moun save pwodui, kit se moun ki ekri kit se atis yo ye.

Atik 39:

Premye moun ki fèt pou yo jwenn dwa travay tè leta, se moun ki rete nan seksyon kominal, kote tè sa yo ye.

SECTION I
Droit à l'information

Article 40:

Obligation est faite à l'état de donner publicité par voie de presse parlée, écrite et télévisée, en langues créole et française, aux lois, arrêtés, décrets, accords internationaux, traités, conventions, à tout ce qui touche la vie nationale, exception faite pour les informations relevant de la sécurité nationale.

SECTION J
Droit à la sécurité

Article 41:

Aucun individu de nationalité haïtienne ne peut être déporté ou forcé de laisser le territoire national, pour quelque motif que ce soit. Nul ne peut être privé pour des motifs politiques de sa capacité juridique et de sa nationalité.

Article 41-1:

Aucun Haïtien n'a besoin de visa pour laisser le pays ou pour y revenir.

Article 42:

Aucun citoyen civil ou militaire ne peut être distrait des juges que la constitution et les lois lui assignent.

Article 42-1:

Le militaire accusé de crime de haute trahison envers la Patrie est passible du tribunal de droit commun.

Article 42-2:

La justice militaire n'a juridiction que:

- a) Dans les cas de violation des règlements du manuel de justice militaire par des militaires;
- b) Dans les cas de conflits entre les membres des forces armées;
- c) En cas de guerre.

Article 42-3:

Les cas de conflits entre civils et militaires, les abus, violences et crimes perpétrés contre un civil par un militaire dans l'exercice de ses fonctions relèvent des tribunaux de droit commun.

Article 43:

Aucune visite domiciliaire, aucune saisie de papier ne peut avoir lieu qu'en vertu de la loi et dans les formes qu'elle prescrit.

PARAGRAF 9
Dwa pou jwenn enfòmasyon

Atik 40:

Leta dwe sèvi ak radyo, ak jounal, ak televizyon pou li gaye bon jan enfòmasyon, an kreyòl ak an franse, sou tou sa ki an rapò ak vi peyi a. Leta dwe bay enfòmasyon sou lwa, sou dekrè ak sou regleman li mete deyò, ak tout aranjman, trete, konvansyon, li siyen ak lòt peyi sòf si gen de bagay sekirite nasyonal mande pou yo rete sekre.

PARAGRAF 10
Dwa pou gen sekirite

Atik 41:

Yo pa gen dwa egzile okenn sitwayen Ayisyen. Ni yo pa gen dwa fòse okenn sitwayen kite peyi li, pou okenn kòz. Yo pa gen dwa fè yon Ayisyen pa Ayisyen ankò. Yo pa gen dwa wete dwa yon sitwayen pou nenpòt ki kòz politik.

Atik 41-1:

Okenn Ayisyen pa bezwen viza ni pou soti nan peyi a, ni pou tounen lakay li.

Atik 42:

Yo pa gen dwa voye okenn sitwayen, kit se sivil, kit se militè, devan okenn lòt jij, pase jij ki la pou sa, dapre konstitisyon an ak lalwa.

Atik 42-1:

Si yo akize yon militè kòmkiwa li fè krim trayi peyi li, se tribinal yo rele tribinal dwa komen an, ki dwe jijje militè sa a.

Atik 42-2:

Men ki sèl kòz yon tribinal militè gen dwa jijje:

- 1) Kòz militè ki pa respekte regleman ki lan liv jistis militè a.
- 2) Kòz ant manm Fòs Amed Ayiti.
- 3) Lòt peyi a lan lagè.

Atik 42-3:

Se tribinal yo rele tribinal dwa komen, ki jijje tout kòz ant sivil ak militè, lè se nan pye travay li yon militè fè yon zak kont yon sivil, tankou: abi, kraze zo, krim.

Atik 43:

Yo pa gen dwa rantre kay moun ni yo pa gen dwa pran papyè moun, san se pa pou yon rezon lalwa prevwa, ak jan lalwa di sa dwe fèt.

Article 44:

Les détenus provisoires attendant d'être jugés doivent être séparés de ceux qui purgent une peine.

Article 44-1:

Le régime des prisons doit répondre aux normes attachées au respect de la dignité humaine selon la loi sur la matière.

Article 45:

Nulle peine ne peut être établie que par la loi, ni appliquée que dans les cas que celle-ci détermine.

Article 46:

Nul ne peut être obligé, en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police, à témoigner contre lui-même ou ses parents jusqu'au quatrième degré de consanguinité ou deuxième degré d'alliance.

Article 47:

Nul peut être contraint de prêter serment que dans les cas et dans les formes prévus par la loi.

Article 48:

L'état veillera à ce qu'une caisse de pension civile de retraite soit établie dans les secteurs privés et publics. Elle sera alimentée par les contributions des employeurs et employés suivant les critères et modalités établis par la loi. L'allocation de la pension est un droit et non une faveur.

Article 49:

La liberté, le secret de la correspondance et de toutes les autres formes de communication sont inviolables. Leur limitation ne peut se produire que par un acte motivé de l'autorité judiciaire, selon les garanties fixées par la loi.

Article 50:

Dans le cadre de la constitution et de la loi, le jury est établi en matière criminelle pour les crimes de sang et en matière de délits politiques.

Article 51:

La loi ne peut avoir d'effet rétroactif, sauf en matière pénale quand elle est favorable à l'accusé.

Atik 44:

Prizonye kap tann jijman, pa fèt pou yo ansanm ak prizonye yo kondane deja.

Atik 44-1:

Moun ki nan prizon fèt pou yo jwenn respè lalwa mande pou tout kretyen vivan.

Atik 45:

Se lalwa sèlman ki gen dwa di ni ki pinisyon yo prevwa pou yon zak, nan ki ka yo dwe aplike pinisyon sa a.

Atik 46:

Lè gen krim, lè gen fèt, lè gen kontravansyon, yo pa kapab fòse yon moun sèvi temwen kont pwòp tèt pa li ou byen kont paran li, kit se fanmi pre (rive jis katriyèm degre), kit se fanmi maryaj (rive jis dezyèm degre).

Atik 47:

Yo pa gen dwa fòse pèsonn moun sèman, san se pa pou yon rezon lalwa prevwa ak jan lalwa di sa dwe fèt.

Atik 48:

Leta va fè yon jan pou yo mete yon kès pansyon ni pou moun ki nan plas leta, ni pou moun ki lan sektè prive. Kès sa a ap fèt ak lajan ni patwon ni anplwaye va mete a kote pou sa, selon sa lalwa di sou sa. Lajan pansyon, se pa yon favè yo fè moun ki travay, se yon dwa yo genyen.

Atik 49:

Moun gen dwa ekri lèt lib, san pa gen kontwòl. Menm jan tou, moun gen dwa kominike lib, jan yo vle, ak lòt moun san pa gen kontwòl. Kontwòl ka fèt si gen bon rezon pou sa, selon jan lalwa prevwa sa kapab fèt, ak si otorite lajistis bay pèmasyon.

Atik 50:

Konstitisyon an ak lalwa di, lè y ap jije krim kote san koule ak lè y ap jije fèt pou kòz politik, fòk gen yon jiri. Selon sa konstitisyon an ak lalwa tabli.

Atik 51:

Yon lwa pa pou yon kòz yo te jije anvan lwa sa a parèt, sòf si se yon lwa penal, e ki ta an favè moun yo akize a.

CHAPITRE III: Des devoirs du citoyens

Article 52:

A la qualité du citoyen se rattache le devoir civique. Tout droit est contrebalancé par le devoir correspondant.

Article 52-1:

Le devoir civique est l'ensemble des obligations du citoyen dans l'ordre moral, politique, social et économique vis-à-vis de l'état et de la Patrie. Ces obligations sont:

- a) Respecter la constitution et l'emblème national;
- b) Respecter les lois;
- c) Voter aux élections sans contrainte;
- d) Payer ses taxes;
- e) Servir de juré;
- f) Défendre le pays en cas de guerre;
- g) S'instruire et se perfectionner;
- h) Respecter et protéger l'environnement;
- i) Respecter scrupuleusement les deniers et biens de l'état;
- j) Respecter le bien d'autrui;
- k) Oeuvrer pour le maintien de la paix;
- l) Fournir assistance aux personnes en danger;
- m) Respecter les droits et la liberté d'autrui.

Article 52-2:

La dérogation à ces prescriptions est sanctionnée par la loi.

Article 52-3:

Il est établi un service civique mixte obligatoire dont les conditions de fonctionnement sont établies par la loi.

TITRE IV Des Etrangers

Article 53:

Les conditions d'admission et de séjour des étrangers dans le pays sont établies par la loi.

Article 54:

Les étrangers qui se trouvent sur le territoire de la république bénéficient de la même protection que celle qui est accordée aux Haïtiens, conformément à la loi.

CHAPIT 3: Devwa yon sitwayen

Atik 52:

Depi se sitwayen yon moun ye, li o sèvis peyi li. Chak dwa li genyen, mare ak kichòy li dwe fè.

Atik 52-1:

Tout sitwayen gen yon dal obligasyon moral, politik, sosyal ak ekonomik vizavi leta, vizavi peyi a:

- 1) Li dwe respekte konstitisyon an ak drapo peyi a.
- 2) Li dwe respekte lalwa.
- 3) Li dwe vote nan eleksyon, san yo pa fòse l.
- 4) Li dwe peye taks.
- 5) Li dwe dakò pou li sèvi kòm manm jiri.
- 6) Li dwe defann peyi l, si gen lagè.
- 7) Li dwe al lekòl, epi chèche ogmante konesans li.
- 8) Li dwe respekte ak pwoteje tout bagay ki viwonnen l.
- 9) Li dwe respekte lajan leta ak byen leta.
- 10) Li dwe respekte byen lòt moun.
- 11) Li dwe travay pou tout moun viv an pè.
- 12) Li dwe toujou pare pou li bay konkou, lè moun an danje.
- 13) Li dwe respekte dwa ak libète lòt moun.

Atik 52-2:

Lè yon sitwayen pa fè sal dwe fè, lalwa gen dwa pini l.

Atik 52-3:

Fi ak gason oblije pase nan yon pwogram sèvis sivik. Lalwa regle nan jan pou pwogram sa a dwe mache.

KATRIYÈM PATI KONSTITISYON AN Etranje

Atik 53:

Lalwa regle nan ki kondisyon etranje gen dwa rantre nan peyi a, e nan ki kondisyon yo gen dwa rete ladan l.

Atik 54:

Etranje ki nan peyi a, gen dwa jwenn menm pwoteksyon lalwa bay sitwayen Ayisyen yo.

Article 54-1:

L'étranger jouit des droits civils, des droits économiques et sociaux, sous la réserve des dispositions légales relatives au droit de propriété immobilière, à l'exercice des professions, au commerce de gros, à la représentation commerciale et aux opérations d'importation et d'exploitation.

Article 55:

Le droit de propriété immobilière est accordé à l'étranger résidant en Haïti pour les besoins de sa demeure.

Article 55-1:

Cependant, l'étranger résidant en Haïti ne peut être propriétaire de plus d'une maison d'habitation dans un même arrondissement. Il ne peut en aucun cas se livrer au trafic de location d'immeubles. Toutefois, les sociétés étrangères de promotion immobilières bénéficient d'un statut spécial réglé par la loi.

Article 55-2:

Le droit de propriété immobilière est également accordé à l'étranger résidant en Haïti et aux sociétés étrangères pour les besoins de leurs entreprises agricoles, commerciales, industrielles, religieuses, humanitaires ou d'enseignement, dans les limites et conditions déterminées par la loi.

Article 55-3:

Aucun étranger ne peut être propriétaire d'un immeuble borné par la frontière terrestre haïtienne.

Article 55-4:

Ce droit prend fin cinq (5) années après que l'étranger n'a cessé de résider dans le pays ou qu'ont cessé les opérations de ces sociétés, conformément à la loi qui déterminent les règlements à suivre pour la transmission et la liquidation des biens appartenant aux étrangers.

Article 55-5:

Les contrevenants aux sus-dites dispositions ainsi que leurs complices seront punis conformément à la loi.

Article 56:

L'étranger peut être expulsé du territoire de la république lorsqu'il s'immisce dans la vie politique du pays et dans les cas déterminés par la loi.

Article 57:

Le droit d'asile est reconnu aux réfugiés politiques.

Atik 54-1:

Yon etranje gen tout dwa sivil li, dwa lan zafè lajan tankou dwa pou tout benefis sosyal lan limit lalwa mete lan zafè kay ak tè li gen dwa travay selon sa li deside fè, li gen dwa lan zafè komès an gwo, nan zafè ajans komès, nan zafè fè machandiz antre soti.

Atik 55:

Yon etranje ki rezide ann Ayiti, gen dwa gen yon kay pou li rete.

Atik 55-1:

Men, yon etranje ki rezide ann Ayiti, pa gen dwa gen plis pase yon kay pou li rete, nan yon awondisman. Li pa janm gen dwa rantre nan komès lwe kay. Lalwa prevwa de regleman espesyal pou konpayi etranjè k ap okipe afè bati kay.

Atik 55-2:

Etranje ak konpayi etranjè ki rete an Ayiti, gen dwa gen pwopriyete pa yo, kit se pou pèmèt yo fè travay lalwa ba yo pèmisyon fè nan peyi a, jan lalwa ba yo pèmisyon fè nan peyi a, kit se pou travay tè, kit se pou komès, kit se pou endistri, kit se pou relijyon, kit se pou pote moun sekou, kit se pou ede moun jwenn konesans.

Atik 55-3:

Okenn etranje pa gen dwa gen kay ki rive sou fwontyè peyi a.

Atik 55-4:

Dwa yon etranje genyen, lè li rete ann Ayiti, pa vo ankò senk ane apre etranje a sispann rete lan peyi a. Menm bagay tou, pou konpayi etranjè yo, apre yo sispann fè travay yo te ba yo pèmisyon fè nan peyi a, selon sa lalwa tabli sou jan pou dispoze byen etranje yo osinon pou likide yo.

Atik 55-5:

Lalwa pini moun ki pa obeyi regleman sa yo, ansanm ak moun ki nan konfyolo avèk yo, pou sa.

Atik 56:

Lalwa regle nan ki kondisyon, yo gen dwa mete yon etranje deyò nan peyi a, lè l fòwe kò li nan politik peyi a.

Atik 57:

Refijye politik gen dwa jwenn azil politik nan peyi a.

TITRE V

De la souveraineté nationale

Article 58:

La souveraineté nationale réside dans l'universalité des citoyens.

Les citoyens exercent directement les prérogatives de la souveraineté par:

- a) L'élection du président de la république;
- b) L'élection des membres du pouvoir législatif;
- c) L'élection des membres de tous autres corps ou de toutes assemblées prévues par la constitution et par la loi.

Article 59:

Les citoyens délèguent l'exercice de la souveraineté nationale à trois (3) pouvoirs:

- 1) Le pouvoir législatif;
- 2) Le pouvoir exécutif;
- 3) Le pouvoir judiciaire.

Le principe de la séparation des trois (3) pouvoirs est consacré par la constitution.

Article 59-1:

L'ensemble de ces trois (3) pouvoirs constitue le fondement essentiel de l'organisation de l'état qui est civil.

Article 60:

Chaque pouvoir est indépendant des deux (2) autres dans ses attributions qu'il exerce séparément.

Article 60-1:

Aucun d'eux ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie, ni sortir les limites qui lui sont fixées par la constitution et par la loi.

Article 60-2:

La responsabilité entière est attaché aux actes de chacun des trois (3) pouvoirs.

CHAPITRE I

Des collectivités territoriales et de la décentralisation

Article 61:

Les collectivités territoriales sont la section communale, la commune et le département.

SENKYÈM PATI KONSTITISYON AN

Sa ki fè peyi d Ayiti mèt tèt li

Atik 58:

Se tout sitwayen yo, ansanm, ki fè peyi a mèt tèt li.

Men nan ki sikonstans chak sitwayen sèvi pi espesyalman ak dwa sitwayen yo:

- 1) Nan eleksyon prezidan repiblik la
- 2) Nan eleksyon manm lachanm
- 3) Nan eleksyon manm tout lòt gwoup, konstitisyon an ak lalwa mande se lan eleksyon pou yo chwazi yo.

Atik 59:

Gen twa (3) gwoup moun, sitwayen yo mete la, pou yo dirije peyi tankou yon peyi ki mèt ki:

- 1) Gwoup moun ki gen pouvwa fè lwa
- 2) Gwoup moun ki gen pouvwa dirije peyi a.
- 3) Gwoup moun ki gen pouvwa jij.

Chak gwoup sa yo endepandan. Youn pa sou zòd lòt. Se Konstitisyon an ki garanti sa.

Atik 59-1:

Se nan men twa gwoup sivil sa yo, leta ayisyen chita. Se yo ki fondman òganizasyon leta Ayisyen.

Atik 60:

Chak gwoup sa yo endepandan. Youn pa sou zòd lòt, nan travay yo chak, yo gen pou yo fè, bò pa yo.

Atik 60-1:

Okenn nan twa gwoup sa yo, pa janm gen dwa bay youn nan 2 lòt yo, fè pwòp travay pa li, pou okenn rezon. Chak gwoup fèt pou yo rete nan wòl yo, jan Konstitisyon an ak lalwa di sa dwe fèt.

Atik 60-2:

Chak gwoup, sèl responsab pwòp travay pa yo.

CHAPIT 1

Desantralizasyon ak kominote ki lan tout kwen peyi a

Atik 61:

Kominote ki ekziste lan tout kwen peyi a se: seksyon kominal, komin, depatman.

Article 61-1:

La loi peut créer toute autre collectivité territoriale.

SECTION A
De la Section Communale

Article 62:

La section communale est la plus petite entité territoriale administrative de la république.

Article 63:

L'administration de chaque section communale est assurée par un conseil de trois (3) membres élus au suffrage universel pour une durée de quatre (4) ans. Ils sont indéfiniment rééligibles.

Son mode d'organisation et de fonctionnement est réglé par la loi.

Article 63-1:

Le conseil d'administration de la section communale est assisté dans sa tâche par une assemblée de la section communale.

Article 64:

L'état a pour obligation d'établir au niveau de chaque section communale les structures propres à la formation sociale, économique, civique et culturelle de sa population.

Article 65:

Pour être membre du conseil d'administration de la section communale, il faut:

- a) Être Haïtien et âgé de vingt-cinq (25) ans au moins;
- b) Avoir résidé dans la section communale deux (2) ans avant les élections et continuer à y résider.
- c) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.

SECTION B
De la Commune

Article 66:

La commune a l'autonomie administrative et financière. Chaque commune de la république est administrée par un conseil de trois (3) membres élus au suffrage universel dénommé conseil municipal.

Article 66-1:

Le président du conseil porte le titre de maire. Il est assisté de maires-adjoints.

Atik 61-1:

Lalwa gen dwa kreye lòt kominote nan peyi a.

PARAGRAF 1
Seksyon kominal

Atik 62:

Se seksyon kominal la, ki pi piti moso nan yon kwen peyi a.

Atik 63:

Chak seksyon kominal gen yon konsèy twa (3) manm a latèt yo. Eleksyon fèt pou chwazi yo chak 4 an. Yo toujou gen dwa double.

Lalwa deside kouman pou seksyon kominal la òganize ak kouman pou l mache.

Atik 63-1:

Gen yon asanble seksyon kominal, ki la pou l ede konsèy administrasyon seksyon kominal la, nan travay li.

Atik 64:

Leta dwe degaje l pou chak seksyon kominal rive jwenn tout mwayen pou fasilite lavi tout fanmi ki lan seksyon an selon tout bezwen sosyal, ekonomik, sivik ak kiltirèl yo.

Atik 65:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin manm konsèy administrasyon yon seksyon kominal:

- 1) Fòk li Ayisyen, e fòk li gen vennsenk (25) ane pou pi piti.
- 2) Fòk li te rete de (2) ane nan seksyon kominal la, anvan eleksyon an, e fòk li kontinye rete la toujou.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li. E, fòk li pa te janm jwenn okenn pinisyon grav ou byen okenn pinisyon pou l ta wont, nan men okenn jij.

PARAGRAF 2
Komin

Atik 66:

Chak komin fèt pou yo granmoun lakay yo, ni pou administrasyon, ni pou koze lajan. Chak komin peyi a, gen a latèt yo yon konsèy twa manm. Yo rele konsèy sa a konsèy minisipal. Se pèp lan komin nan ki chwazi yo nan eleksyon.

Atik 66-1:

Yo rele prezidan konsèy sa a majistra kominal. Li gen majistra kominal adjwen, pou ede l nan travay li.

Article 67:

Le conseil municipal est assisté dans sa tâche d'une assemblée municipale formée notamment d'un représentant de chacune de ses sections communales.

Article 68:

Le mandat du conseil municipal est de quatre (4) ans et ses membres sont indéfiniment rééligibles.

Article 69:

Le mode d'organisation et le fonctionnement de la commune et du Conseil Municipal sont réglés par la loi.

Article 70:

Pour être élu membre d'un conseil municipal, il faut:

- a) Être Haïtien;
- b) Être âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis;
- c) Jouir de ses droits civils et politiques;
- d) N'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.
- e) Avoir résidé au moins 3 ans dans la commune

Article 71:

Chaque conseil municipal est assisté sur sa demande d'un conseil technique fourni par l'administration centrale.

Article 72:

Le conseil municipal ne peut être dissous qu'en cas d'incurie, de malversation ou d'administration frauduleuse légalement prononcée par le tribunal compétent.

En cas de dissolution, le conseil départemental supplée immédiatement à la vacance et saisit le conseil électoral permanent dans les soixante (60) jours à partir de la date de la dissolution en vue de l'élection d'un nouveau conseil devant gérer les intérêts de la commune pour le temps qui reste à courir. Cette procédure s'applique également en cas de vacance pour toute autre cause.

Article 73:

Le conseil municipal administre ses ressources au profit exclusif de la Municipalité et rend compte à l'assemblée municipale qui elle-même en fait rapport au conseil départemental.

Atik 67:

Gen yon asanble minisipal, ki la pou l ede konsèy minisipal la nan travay li. Asanble sa a gen yon reprezantan chak seksyon kominal ladan l.

Atik 68:

Yo chwazi manm konsèy minisipal yo nan eleksyon chak 4 an. Yo toujou gen dwa double.

Atik 69:

Lalwa deside kouman pou konsèy minisipal la òganize ak kouman pou li mache.

Atik 70:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin manm konsèy minisipal:

- 1) Fòk li Ayisyen.
- 2) Fòk li deja gen vennsenk (25) ane.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li.
- 4) Fòk li pa te j anm kondane lan yon tribinal anba yon pinisyon grav ki pou fè l wont.
- 5) Fòk li te rete omwen depi twa (3) ane nan komin nan, e fòk li fè desizyon l pou li rete ladan l, pandan tout tan li manm konsèy minisipal la.

Atik 71:

Chak konsèy minisipal gen dwa mande administrasyon santral peyi a, ba l kèk konseye teknik.

Atik 72:

Men pou ki rezon, yon tribinal ki fèt pou sa, gen dwa deklare yon konsèy minisipal vin kraze, legal:

- 1) Si gen twòp lese grennen.
- 2) Si gen vòlò.
- 3) Si gen visye nan administrasyon konsèy la.

Lemoman tribinal la deklare konsèy minisipal la kraze, konsèy depatman an, ranplase l tousuit. Anvan swasant (60) jou pase, apre yo deklare konsèy minisipal la kraze, konsèy depatman an avèti konsèy elektoral la. Se yon jan ou eleksyon kab fèt, pou yon nouvo konsèy minisipal vin okipe travay komin nan, jis dat pwochen eleksyon regilyè yo rive. Y a toujou fè menm jan tou, depi vin manke yonn nan manm konsèy minisipal la, pou nenpòt ki rezon.

Atik 73:

Se nan avantaj komin nan sèl, konsèy minisipal la fèt pou li okipe byen komin nan. Li fè rapò bay asanble minisipal, sou travay li fè. Asanble minisipal la, bò pa li, voye rapò ba konsèy depatman an.

Article 74:

Le conseil municipal est gestionnaire privilégié des biens fonciers du domaine privé de l'état situés dans les limites de sa commune. Ils ne peuvent être l'objet d'aucune transaction sans l'avis préalable de l'assemblée municipale.

SECTION C
De l'Arrondissement

Article 75:

L'arrondissement est une division administrative pouvant regrouper plusieurs communes. Son organisation et son fonctionnement sont réglés par la loi.

SECTION D
Du Département

Article 76:

Le département est la plus grande division territoriale. Il regroupe les arrondissements.

Article 77:

Le département est une personne morale. Il est autonome.

Article 78:

Chaque département est administré par un conseil de trois (3) membres élus pour quatre (4) ans par l'assemblée départementale.

Article 79:

Le membre du conseil département n'est pas forcément tiré de l'assemblée mais il doit:

- a) Etre Haïtien et âgé de vingt-cinq (25) ans au moins;
- b) Avoir résidé dans le département trois (3) ans avant les élections et s'engager à y résider pendant toute la durée du mandat.
- c) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.

Article 80:

Le conseil départemental est assisté dans sa tâche d'une assemblée départementale formée d'un (1) représentant de chaque assemblée municipale.

Article 80-1:

Ont accès aux réunions de l'assemblée avec voix consultative;

- a) Les députés et sénateurs du département;
- b) Un (1) représentant de chaque association socio-professionnelle ou syndicale;
- c) Le délégué départemental;

Atik 74:

Se konsèy minisipal la ki la, an premye, pou li okipe tè leta, nan komin nan. Yo pa gen dwa fè okenn afè ak byen leta sa yo, san asanble minisipal la, pa di mo pa l nan sa, anvan.

PARAGRAF 3:

Awondisman

Atik 75:

Awondisman kapab divize an divès komin, pou administrasyon leta a. Lalwa deside kouman pou awondisman an òganize ak kouman pou l mache.

PARAGRAF 4

Depatman

Atik 76:

Se departman an ki pi gran moso, nan administrasyon peyi a. Depatman an divize ann awondisman.

Atik 77:

Depatman an, se tankou yon moun, ki granmoun lakay li.

Atik 78:

Chak departman gen yon konsèy twa (3) manm a latèt yo. Se asanble departman an ki chwazi twa (3) manm sa yo, nan eleksyon ki fèt chak 4 an.

Atik 79:

Yo pa oblije chwazi manm konsèy departman an, nan manm asanble departman an. Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin manm konsèy departman:

- 1) Fòk li Ayisyen e fòk li gen vennsenk (25) ane pou pi piti.
- 2) Fòk li rete omwen depi twa (3) ane nan departman an, anvan eleksyon yo, e fòk li fè desizyon l pou li rete nan departman an tout tan li manm konsèy departman an.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li. E, fòk okenn tribinal pa janm kondane poul sibi yon pinisyon grav ki fè wont.

Atik 80:

Gen yon asanble departman, ki la pou li ede konsèy departman an nan travay li. Asanble departman an fòme ak yon reprezantan chak asanble minisipal.

Atik 80-1:

Men ki moun ki gen dwa vin bay opinyon yo, nan reyinyon asanble departman an:

- 1) Depite ak senatè departman an.
- 2) Yon reprezantan chak asosiyasyon sosyo-pwofesyonèl ak chak sendika, nan departman an.

d) Les directeurs des services publics du département.

Article 81:

Le conseil départemental élabore en collaboration avec l'administration centrale, le plan de développement du département.

Article 82:

L'organisation et le fonctionnement du conseil départemental et de l'assemblée départementale sont réglés par la loi.

Article 83:

Le conseil départemental administre ses ressources financières au profit exclusif du département et rend compte à l'assemblée départementale qui elle-même en fait rapport à l'administration centrale.

Article 84:

Le conseil départemental peut être dissous en cas d'incurie, de malversations ou d'administration frauduleuse légalement constatée par le tribunal compétent.

En cas de dissolution, l'administration centrale nomme une commission provisoire et saisit le conseil électoral permanent en vue de l'élection d'un nouveau conseil pour le temps à courir dans les soixante (60) jours de la dissolution.

SECTION E
Des Délégués et Vice-Délégués

Article 85:

Dans chaque chef-lieu du département, le pouvoir exécutif nomme un représentant qui porte le titre de délégué. Un vice-délégué placé sous l'autorité du délégué est également nommé dans chaque chef-lieu d'arrondissement.

Article 86:

Les délégués et vice-délégués assurent la coordination et le contrôle des services publics et n'exercent aucune fonction de police répressive.

Les autres attributions des délégués et vice-délégués sont déterminées par la loi.

SECTION F
Du Conseil Interdépartemental

Article 87:

L'exécutif est assisté d'un (1) conseil interdépartemental dont les membres sont

- 3) Delege depatman an.
- 4) Direktè sèvis leta, nan depatman an.

Atik 81:

Konsèy depatman an, mete ansanm ak administrasyon santral peyi a, pou yo kalkile tout mwayen ki va mete depatman an nan wout pwogrè.

Atik 82:

Lalwa deside kouman pou konsèy depatman ak asanble depatman an òganize ak kouman pou li mache.

Atik 83:

Se nan avantaj depatman an tou sèl, konsèy depatman an fèt pou li okipe byen depatman an. Li fè asanble depatman rapò, sou travay li fè Asanble depatman an, bò pa li, voye rapò bay administrasyon santral peyi a.

Atik 84:

Men pou ki rezon, yon tribinal ki la pou sa, gen dwa deklare yon konsèy depatman vin kraze, legal:

- 1) Si gen twòp lese grennen
- 2) Si gen vòlò
- 3) Si gen koken lan administrasyon an.

Lemoman tribinal la deklare konsèy depatman an kraze, administrasyon santral peyi a nonmen yon komite pwovizwa. Anvan swasant (60) jou pase, administrasyon santral peyi a avèti konsèy elektoral pou li òganize yon eleksyon, pou yon nouvo konsèy depatman, jis dat pwochen eleksyon an.

PARAGRAF 5
Delege ak vis delege

Atik 85:

Nan chak chèflye depatman, gouvènman an nonmen yon reprezantan, yo rele delege. Nan chak chèflye awondisman, yo nonmen yon adjwen, ki sou zòd delege a. Yo rele adjwen sa a, vis delege.

Atik 86:

Travay delege ak vis delege yo, se kontwòle sèvis leta yo pou yo travay youn ak lòt. Yo pa gen pou yo fè okenn travay lapolis. Lalwa deside ki lòt travay delege ak vis delege gen pou yo fè.

PARAGRAF 6
Konsèy tout depatman yo

Atik 87:

Gen yon konsèy tout depatman yo ki la pou li ede gouvènman an. Se chak

désignés par les assemblées départementales à raison d'un (1) par département.

Article 87-1:

Ce représentant choisi parmi les membres des assemblées départementales sert de liaison entre le département et le pouvoir exécutif.

Article 87-2:

Le conseil interdépartemental, de concert avec l'exécutif, étudie et planifie les projets de décentralisation et de développement du pays au point de vue social, économique, commercial, agricole et industriel.

Article 87-3:

Il assiste aux séances de travail du conseil des ministres lorsqu'elles traitent des objets mentionnés au précédent paragraphe avec voix délibérative.

Article 87-4:

La décentralisation doit être accompagnée de la déconcentration des services publics avec délégation de pouvoir et du décloisonnement industriel au profit des départements.

Article 87-5:

La loi détermine l'organisation et le fonctionnement du conseil interdépartemental ainsi que la fréquence des séances du conseil des ministres auxquelles il participe.

CHAPITRE II

Du pouvoir législatif

Article 88:

Le pouvoir législatif s'exerce par deux (2) chambres représentatives. Une (1) chambre des députés et un (1) sénat qui forment le corps législatif ou parlement.

SECTION A

De la Chambre des Députés

Article 89:

La chambre des députés est un corps composé de membres élus au suffrage direct par les citoyens et chargé d'exercer au nom de ceux-ci et de concert avec le sénat les attributions du pouvoir législatif.

Article 90:

Chaque collectivité municipale constitue une circonscription électorale et élit un (1) député.

La loi fixe le nombre de députés au niveau des grandes agglomérations sans que ce nombre n'excède trois (3).

asanble depatman yo ki nonmen yon reprezantan nan konsèy sa a.

Atik 87-1:

Reprezantan yo chwazi nan manm asanble depatman yo, va fè va e vyen ant depatman an ak gouvènman an.

Atik 87-2:

Konsèy tout depatman yo, va mete ansanm avèk gouvènman an, pou yo kalkile ki jan pou peyi a ka pran wout pwogrè, yon jan pou pouvwa leta pa chita yon sèl kote, komès, zafè travay tè, zafè endistri, kijan tout fanmi ap viv youn ak lòt.

Atik 87-3:

Konsèy tout depatman yo gen dwa la, lè konsèy minis yo ap travay depi se sou yon koze yo jwenn nan nimewo 87-2 a. Li gen dwa antre lan diskisyon.

Atik 87-4:

Menm jan pouvwa leta pa fèt pou l rete yon sèl grenn plas, se konsa tou, tout sèvis leta fèt pou yo chita lan tout peyi a. Fòk gen biwo leta responsab nan chak depatman, menm jan fòk gen izin ak faktori lan tout depatman yo.

Atik 87-5:

Lalwa deside kouman pou konsèy tout depatman yo òganize, ak kouman pou yo mache. Lalwa deside tou konben fwa konsèy tout depatman yo fèt pou yo fè reyinyon ak konsèy minis yo.

CHAPIT 2

Gwoup moun ki pou fè lwa yo

Atik 88:

Gwoup moun ki gen pouvwa fè lwa pou peyi a, se lachanm yo. Gen lachanm depite ak lachanm senatè. Lè yo reyini ansanm, yo fòme palman an.

PARAGRAF 1

Lachanm Depite

Atik 89:

Lachanm depite, se yon gwoup moun tout sitwayen yo chwazi nan eleksyon. Pèp la bay gwoup moun sa yo, pouvwa fè lwa, o non pèp la, ansanm ak lachanm senatè.

Atik 90:

Chak kote k gen yon konsèy minisipal, fòme yon zòn ki kapab nonmen yon depite nan eleksyon.

Lalwa deside konben depite ki dwe genyen kote k gen anpil anpil moun. Men, kote sa yo pa gen dwa gen plis pase twa (3) depite.

En attendant l'application des alinéas précédents, le nombre de députés ne peut être inférieur à soixante-dix (70).

Article 90-1:

Le député est élu à la majorité absolue des suffrages exprimés dans les assemblées primaires, selon les conditions et le mode prescrits par la loi électorale.

Article 91:

Pour être membre de la chambre des députés, il faut:

- 1) Etre Haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- 2) Etre âgé de vingt-cinq (25) ans accomplis;
- 3) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4) Avoir résidé au moins deux (2) années consécutives précédant la date des élections dans la circonscription électorale à représenter;
- 5) Etre propriétaire d'un immeuble au moins dans la circonscription ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6) Avoir reçu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

Article 92:

Les députés sont élus pour quatre (4) et sont indéfiniment rééligibles.

Article 92-1:

Ils entrent en fonction le deuxième lundi de janvier et siègent en deux (2) sessions annuelles. La durée de leur mandat forme une législature.

Article 92-2:

La première session va du deuxième lundi de janvier au deuxième lundi de mai. La seconde, du deuxième lundi du mois de juin au deuxième lundi de septembre.

Article 92-3:

Le renouvellement de la chambre des députés se fait intégralement tous les quatre (4) ans.

Article 93:

La chambre des députés, outre les attributions qui lui sont dévolues par la constitution en tant que branche du pouvoir législatif, a le privilège mettre en accusation le chef de l'état, le premier ministre, les ministres, les secrétaires d'état par devant la haute cour de justice, par une majorité des 2/3 de ses membres. Les autres attributions de la chambre des députés lui sont assignés par la constitution et par la loi.

Ann atandan yo rive aplike atik sa a, pi piti depite pou lachanm genyen, se swasanndis (70).

Atik 90-1:

Eleksyon depite dwe fèt nan kondisyon ak nan fason lwa elektoral la di sa dwe fèt. Pou eleksyon an bon, fòk moun ki pase depite jwenn mwatye vòt yo, plis yon lòt vòt, pou pi piti.

Atik 91:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin depite lachanm:

- 1) Fòk li Ayisyen natif natal. Epi, fòk li pa te janm te pran yon lòt nasyonalite.
- 2) Fòk li deja gen vennsenk (25) ane.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li. E, fòk okenn tribinal pa janm ba li yon pinisyon grav ki pou fè wont, pou tèt li fè yon krim dwa komen.
- 4) Fòk li te rete omwen de (2) ane, youn dèyè lòt, anvan eleksyon an, nan zòn kote li vle depite a.
- 5) Fòk li gen omwen yon kay nan zòn sa a, ou byen fòk li travay la, nan yon metye osinon yon endistri.
- 6) Fòk li gen papyè ofisyèl li, kòm kwa li an règ ak leta, si li te reskonsab lajan leta.

Atik 92:

Yo nonmen depite yo nan eleksyon chak 4 an. Yo toujou gen dwa double.

Atik 92-1:

Depite yo rantre lachanm dezyèm lendi mwa janvyè. Lachanm depite travay pandan 2 peryòd, chak ane. Tan sèvis depite a, konte pou yon epòk sèvis lachanm.

Atik 92-2:

Premye peryòd lachanm travay, konmanse dezyèm lendi mwa d janvyè, jis dezyèm lendi mwa d me. Deyèm peryòd la konmanse deyèm lendi mwa d jen, jis dezyèm lendi mwa sektanm.

Atik 92-3:

Se pou eleksyon pou lachanm depite fèt chak 4 an.

Atik 93:

An wetan travay fè lwa, konstitisyon an bay lachanm depite fè, lachanm depite ka travay tankou yon tribinal, si gen rezon pou sa Depi sou chak twa (3) depite, gen de (2) ki dakò pou sa, lachanm depite gen dwa akize ni prezidan, ni premye minis, ni minis, ni sekretè deta. Jijman an ap fèt devan chanm lan ki tounen yon biwo tribinal jistis. Konstitisyon an ak lalwa regle tout lòt travay depite yo gen pou fè.

SECTION B
Du Sénat

Article 94:

Le sénat est un corps composé de membres élus au suffrage direct par les citoyens et chargé d'exercer en leur nom, de concert avec la chambre des députés, les attributions du pouvoir législatif.

Article 94-1:

Le nombre des sénateurs est fixé à trois (3) sénateurs par département.

Article 94-2:

Le sénateur de la république est élu au suffrage universelle à la majorité absolue dans les assemblées primaires tenues dans les départements géographiques, selon les conditions prescrites par la loi électorale.

Article 95:

Les sénateurs sont élus pour six (6) ans et sont indéfiniment rééligibles.

Article 95-1:

Le sénat siège en permanence.

Article 95-2:

Le sénat peut cependant s'ajourner, excepté durant la session législative. Lorsqu'il s'ajourne, il laisse un comité permanent chargé d'expédier les affaires courantes. Ce comité ne peut prendre aucun arrêté, sauf pour la convocation du sénat.

Dans les cas d'urgence, l'exécutif peut également convoquer le sénat avant la fin de l'ajournement.

Article 95-3:

Le renouvellement du sénat se fait par tiers (1/3) tous les deux (2) ans.

Article 96:

Pour être élu sénateur, il faut:

- 1) Etre Haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité
- 2) Etre âgé de trente (30) ans accomplis;;
- 3) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour un crime de droit commun;
- 4) Avoir résidé dans le département à représenter au moins quatre (4) années consécutives précédant la date des élections;
- 5) Etre propriétaire d'un immeuble au moins dans le département ou y exercer une profession ou une industrie;
- 6) avoir obtenu décharge, le cas échéant, comme gestionnaire de fonds publics.

PARAGRAF 2:
Lachanm Senatè

Atik 94:

Lachanm senatè, se yon gwoup moun tout sitwayen yo chwazi nan eleksyon. Pèp la bay gwoup moun sa yo pouvwa fè lwa, o non pèp la, ansanm ak lachanm depite.

Atik 94-1:

Gen twa (3) senatè pou chak depatman.

Atik 94-2:

Eleksyon senatè dwe fèt nan kondisyon ak nan fason lwa elektoral la di sa dwe fèt. Pou eleksyon an bon, fòk moun ki pase senatè jwenn mwatye vòt yo, plis yon lòt vòt, pou pi piti, nan eleksyon ki fèt nan chak depatman yo.

Atik 95:

Yo chwazi senatè yo nan eleksyon chak siz (6) ane. Yo toujou gen dwa double.

Atik 95-1:

Lachanm senatè dwe pou pa janm kanpe lan travay li.

Atik 95-2:

Men lachanm senatè kapab fè yon kanpe, sòf pandan 2 peryòd travay lachanm depite yo. Lè lachanm senatè fè yon kanpe, fò l genyen yon komite ki toujou la, pou li regle detay toulejou yo. Komite sa a pa gen dwa fè okenn desizyon, sòf pou l ta mande yon reyinyon lachanm senatè.

Si gen ka sikonstans, gouvènman an tou, gen dwa mande yon reyinyon lachanm senatè, ata pandan yo fè yon kanpe.

Atik 95-3:

Tou le dezan (2 an), yo chanje yon (1) senatè sou chak twa (3) senatè lachanm.

Atik 96:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin senatè:

- 1) Fòk li Ayisyen natif natal. Epi, fòk li pat janm lage nasyonalite li.
- 2) Fòk li deja gen trant (30) lane.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil ak tout dwa politik li. E, fòk okenn tribinal pa janm kondane l ak pinisyon grav ki fè wont.
- 4) Fòk li te rete omwen kat (4) ane youn dèyè lòt, anvan eleksyon an, nan depatman kote li vle senatè.
- 5) Fòk li gen omwen yon kay nan depatman an, ou byen fòk li travay la, nan yon metye ousinon nan yon biznis.
- 6) Fòk li gen papye ofisyèl li, kòm kwa li an règ ak leta, si li te responsab lajan leta.

Article 97:

En addition aux responsabilités qui lui sont inhérentes en tant que branche du pouvoir législatif, le sénat exerce les attributions suivantes;

- 1) Proposer à l'exécutif la liste des juges de la cour de cassation selon les prescriptions de la constitution;
- 2) S'ériger en haute cour de justice;
- 3) Exercer toutes autres attributions qui lui sont assignées par la présente constitution et par la loi.

SECTION C
De l'Assemblée Nationale

Article 98:

La réunion en une seule assemblée des deux (2) branches du pouvoir législatif constitue l'assemblée nationale.

Article 98-1:

L'assemblée nationale se réunit pour l'ouverture et la clôture de chaque session et dans tous les autres cas prévus par la constitution.

Article 98-2:

Les pouvoirs de l'assemblée nationale sont limités et ne peuvent s'étendre à d'autres objets que ceux qui lui sont spécialement conférés par la constitution.

Article 98-3:

Les attributions de l'assemblée nationale sont:

- 1) De recevoir le serment constitutionnel du président de la république;
- 2) De ratifier toute décision de déclarer la guerre quand toutes les tentatives de conciliation ont échoué;
- 3) D'approuver ou de rejeter les traités et conventions internationaux;
- 4) D'amender la constitution selon la procédure qui y est indiquée;
- 5) De ratifier la décision de l'exécutif, de déplacer le siège du gouvernement dans les cas déterminés par l'article premier de la présente constitution;
- 6) De statuer sur l'opportunité de l'état de siège, d'arrêter avec l'exécutif les garanties constitutionnelles à suspendre, et de se prononcer sur toute demande de renouvellement de cette mesure;
- 7) De concourir à la formation du conseil électoral permanent conformément à l'article 192 de la constitution;
- 8) De recevoir à l'ouverture de chaque session, le bilan des activités du gouvernement.

Article 99:

L'assemblée nationale est présidée par le président du sénat, assisté du président de la chambre des députés en qualité de vice-président. Les secrétaires du sénat

Atik 97:

An wetan travay fè lwa, konstitisyon an bay lachanm senatè fè, tankou lachanm depite, men ki sa lachanm senatè gen dwa fè toujou:

- 1) Li prezante gouvènman an lis jij pou tribinal kasasyon selon sa konstitisyon an mande.
- 2) Li tounen yon gwo tribinal jistis.
- 3) Li fè tout lòt travay konstitisyon sa a ak lalwa ba l fè.

PARAGRAF 3
Asanble nasyonal la.

Atik 98:

Lè de (2) gwoup moun ki gen pouvwa fè lwa pou peyi a vin fè yon sèl gwoup, yo rele sa: "asanble nasyonal".

Atik 98-1:

Reyinyon asanble nasyonal la dwe fèt nan konmansman ak nan finisman chak peryòd travay lachanm. Li fèt tou, chak fwa konstitisyon an mande sa.

Atik 98-2:

Sèl pouvwa asanble nasyonal la genyen, se pouvwa fè travay konstitisyon an ba l fè ase. Ni li pa gen dwa okipe lòt koze.

Atik 98-3:

Men ki wòl asanble nasyonal la genyen:

- 1) Se devan l, prezidan an leve lamèn pou l sèman l ap respekte konstitisyon an.
- 2) Asanble nasyonal la dwe di, si l dakò pou peyi a deklare lagè, apre tout demach pou lagè pa deklare, kaba.
- 3) Li dwe di si li dakò ou byen si li pa dakò pou yo siyen antant ak kontra ak lòt peyi.
- 4) Se li ki ka fè chanjman lan konstitisyon an selon jan konstitisyon an prevwa.
- 5) Li dwe di si li dakò lè gouvènman an ta fè desizyon l pou l al chita yon lòt kote, lan ka premye nimewo konstitisyon an prevwa.
- 6) Li dwe deside si wi ou non, gouvènman an gen dwa deklare eta d syèj. Li dwe deside, ansanm ak gouvènman an, ki nimewo yo gen dwa pa aplike, nan konstitisyon an, epi pandan konben tan sa dwe fèt.
- 7) Li dwe bay konkou l, pou yo fòme konsèy elektoral tout bon an, jan sa ekri nan atik 192 konstitisyon an.
- 8) Se devan l, gouvènman an dwe vin bay rapò sou tou sa li fè, nan konmansman chak peryòd travay lachanm.

Atik 99:

Se prezidan lachanm senatè ki dirije asanble nasyonal la, nan travay li. Prezidan lachanm depite ede l, kòm vis-prezidan. Sekretè lachanm senatè ak sekretè

et ceux de la chambre des députés sont les secrétaires de l'assemblée nationale.

Article 99-1:

En cas d'empêchement du président du sénat, l'assemblée nationale est présidée par le président de la chambre des députés, le vice-président de l'assemblée nationale.

Article 99-2:

En cas d'empêchement des deux (2) présidents, les deux (2) vice-présidents y suppléent respectivement.

Article 100:

Les séances de l'assemblée nationale sont publiques. Néanmoins, elles peuvent avoir lieu à huis clos sur la demande de cinq (5) membres et il sera ensuite décidé à la majorité absolue si la séance doit être reprise en public.

Article 101:

En cas d'urgence, lorsque le corps législatif n'est pas en session, le pouvoir exécutif peut convoquer l'assemblée nationale à l'extraordinaire.

Article 102:

L'assemblée nationale ne peut siéger ou prendre des décisions et des résolutions sans la présence en son sein de la majorité de chacune des deux (2) chambres.

Article 103:

Le corps législatif a son siège à Port-au-Prince. Néanmoins, suivant les circonstances, ce siège peut être transféré ailleurs au même lieu et en même temps que celui du pouvoir exécutif.

SECTION D
De l'exercice du pouvoir législatif

Article 104:

La session du corps législatif prend date dès l'ouverture des deux (2) chambres en assemblée nationale.

Article 105:

Dans l'intervalle des sessions ordinaires et en cas d'urgence, le président de la république peut convoquer le corps législatif en session extraordinaire.

Article 106:

Le chef du pouvoir exécutif rend compte de cette mesure par un message.

Article 107:

Dans le cas de convocation à l'extraordinaire du corps législatif, il ne peut

lanchanm depite, se yo ki sekretè asanble nasyonal la.

Atik 99-1:

A sipozisyon prezidan lanchanm senatè pa kapab la se prezidan lanchanm depite ki ranplase l, a latèt asanble nasyonal la. Se vis-prezidan lanchanm senatè atò, ki vin visprezidan asanble nasyonal la.

Atik 99-2:

Sizanka tou le de (2) prezidan yo pa kapab la, se de (2) vis-prezidan yo, ki va ranplase yo chak.

Atik 100:

Tout moun gen dwa asiste reyinyon asanble nasyonal la. Men, yo gen dwa pa fè yo an piblik, depi senk (5) manm asanble a mande sa. Apre sa, pi fò manm nan asanble a va deside si yo dwe rekonmanse reyinyon an devan tout moun.

Atik 101:

Si gen ka sikonstans, gouvènman an gen dwa mande pou asanble nasyonal la fè yon reyinyon espesyal, lè se pa pandan peryòd travay lanchanm.

Atik 102:

Asanble nasyonal la pa gen dwa fè okenn reyinyon ni li pa gen dwa fè okenn desizyon, san pi fò manm lanchanm depite ak pi fò manm lanchanm senatè pa la.

Atik 103:

Se Pòtoprens lanchanm chita. Men yo kapab tabli l menm kote ak gouvènman an, lemoman yo ta vin tabli gouvènman an yon lòt kote.

PARAGRAF 4

Kouman gwoup moun kap fè lwa yo dwe travay

Atik 104:

Peryòd travay lanchanm konmanse menm jou lanchanm depite ak lanchanm senatè vin fè yon sèl, pou yo fòme asanble nasyonal la.

Atik 105:

Lè se pa nan peryòd travay lanchanm, prezidan repiblik la gen dwa mande lanchanm yo reyinyon espesyal, si gen rezon pou sa.

Atik 106:

Se yon mesaj chèf gouvènman an ki esplike pou ki rezon yo mande reyinyon sa a.

Atik 107:

Lè yo mande lanchanm yon reyinyon espesyal, lanchanm pa gen dwa fè okenn

décider sur aucun objet étranger au motif de la convocation.

Article 107-1:

Cependant, tout sénateur ou député peut entretenir l'assemblée à laquelle il appartient de questions d'intérêt général.

Article 108:

Chaque chambre vérifie et valide les pouvoirs de ses membres et juge souverainement les contestations qui s'élèvent à ce sujet.

Article 109:

Les membres de chaque chambre prêtent le serment suivant: "Je jure de m'acquitter de ma tâche, de maintenir et de sauvegarder les droits du peuple et d'être fidèle à la constitution".

Article 110:

Les séances des deux (2) chambres sont publiques. Chaque chambre peut travailler à huis clos sur la demande de cinq (5) membres et décider ensuite à la majorité si la séance doit être reprise en public.

Article 111:

Le pouvoir législatif fait des lois sur tous les objets d'intérêt public.

Article 111-1:

L'initiative en appartient à chacune des deux (2) chambres ainsi qu'au pouvoir exécutif.

Article 111-2:

Toutefois, l'initiative de la loi budgétaire, des lois concernant l'assiette, la quantité et le mode de perception des impôts et contributions, de celles ayant pour objet de créer les recettes ou d'augmenter les recettes et les dépenses de l'état est du ressort du pouvoir exécutif.

Les projets présentés à cet égard doivent être votés d'abord par la chambre des députés.

Article 111-3:

En cas de désaccord entre les deux (2) chambres relativement aux lois mentionnées dans le précédent paragraphe, chaque chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal une commission parlementaire qui résout en dernier ressort le désaccord.

desizyon pou okenn lòt kòz, pase pou kòz ki fè, yo te mande reyinyon an.

Atik 107-1:

Sa pa vle di, yon senatè ou byen yon depite, pa gen dwa fè lachanm depite ou byen lachanm senatè tande sa li panse sou nenpòt lòt kòz ki enterese tout moun.

Atik 108:

Se chak chanm ki verifye ak valide eleksyon depite ak senatè yo. Se yo ki ekzamine rezon ki fè moun pa ta dakò sou sa.

Atik 109:

Men ki pawòl, ni manm lachanm senatè, ni manm lachanm depite pale, lè yo leve lamèn: "Mwen sèman m ap fè travay mwen gen pou fè, pwoteje ak defann dwa pèp la, respekte konstitisyon an".

Atik 110:

Tout moun gen dwa asiste reyinyon ni lachanm senatè ni lachanm depite. Men, ni lachanm senatè, ni lachanm depite gen dwa pa fè reyinyon yo an piblik, depi senk (5) senatè ou byen senk (5) depite mande sa. Apre sa, pi fò manm ni lachanm senatè, ni lachanm depite va deside si yo dwe rekonmanse reyinyon an devan tout moun.

Atik 111:

Lachanm gen dwa fè lwa pou tout kòz ki enterese tout moun.

Atik 111-1:

Ni lachanm senatè, ni lachanm depite, ni gouvènman an gen dwa mande fè lwa pou yon kòz.

Atik 111-2:

Men, se gouvènman an tou sèl, ki gen dwa mande fè lwa pou kòz sa yo:

- 1) Lwa sou bidjè leta.
- 2) Lwa pou fikse valè lajan chak moun dwe peye kòm enpo, ak lwa pou fikse kouman leta dwe touche lajan enpo sa a, ak lòt lajan kontribisyon.
- 3) Lwa pou mete dwa sou machandiz ou byen pou ogmante dwa sa yo.
- 4) Lwa pou ogmante depans leta.

Apre gouvènman an prezante demann pou fè lwa sa yo, lachanm depite gen pou l vote yo an premye.

Atik 111-3:

Sizanka lachanm senatè pa antann li ak lachanm depite sou lwa ki nan nimewo 111-2 a, yo va fòme yon komite ki va gen mwaye senatè, mwaye depite pou regle keksyon sa a nèt.

Article 111-4:

Si le désaccord se produit à l'occasion de toute autre loi, celle-ci sera ajournée jusqu'à la session suivante. Si, à cette session et même en cas de renouvellement des chambres, la loi étant présentée à nouveau, une entente ne se réalise pas, chaque chambre nomme au scrutin de liste et en nombre égal, une commission parlementaire chargée d'arrêter le texte définitif qui sera soumis aux deux (2) assemblées, à commencer par celle qui avait primitivement voté la loi. Et si ces nouvelles délibérations ne donnent aucun résultat, le projet ou la proposition de loi sera retiré.

Article 111-5:

En cas de désaccord entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, la commission de conciliation prévue à l'article 206 ci-après, est saisie du différend sur demande de l'une des parties.

Article 111-6:

Si la commission échoue dans sa mission, elle dresse un procès-verbal de non conciliation qu'elle transmet aux deux (2) hautes parties et en donne avis à la cour de cassation.

Article 111-7:

Dans la huitaine de la réception de ce procès-verbal, la Cour de Cassation se saisit d'office du différend. La Cour statue en sections réunies, toutes affaires cessantes. La décision est finale et s'impose aux hautes parties.

Si entre temps, une entente survient entre les hautes parties, les termes de l'entente arrêteront d'office la procédure en cours.

Article 111-8:

En aucun cas, la Chambre des Députés ou le Sénat ne peut être dissous ou ajourné, ni le mandat de leurs membres prorogé.

Article 112:

Chaque chambre au terme de ses règlements nomme son personnel, elle fixe sa discipline et détermine le mode suivant lequel elle exerce ses attributions.

Article 112-2:

Chaque chambre peut appliquer à ses membres pour conduite répréhensible, par décision prise à la majorité des 2/3, des peines disciplinaires sauf celle de la radiation.

Article 113:

Sera déchu de sa qualité de député ou de sénateur, tout membre du corps

Atik 111-4:

Sizanka se sou kèk lòt lwa, lachanm senatè pa antann li ak lachanm depite, yo va ranvwaye vòt lwa sa a, pou lòt peryòd travay lachanm nan. Si, ata apre manm lachanm yo ta vin chanje, lachanm senatè ak lachanm depite pa antann yo sou lwa sa a toujou, yo va prezante yon lis manm ni pou lachanm senatè, ni pou lachanm depite, pou yo fòme yon komite lachanm. Travay komite sa a, se tounen ekri lwa sa a, pou voye ni lachanm senatè, ni lachanm depite, vote li. A konmanse ak lachanm ki te deja premye vote lwa a. Si sa pa bay anyen, y a kite afè lwa sa a.

Atik 111-5:

A sipozisyon gwoup moun ki fè lwa yo, ak gwoup moun ki dirije peyi a, pa antann yo, youn nan gwoup yo va pote kòz la devan komite konsilyasyon yo pale lan atik 206 la.

Atik 111-6:

Sizanka komite a pa reyisi fè de (2) gwoup yo antann yo, l a drese yon pwosè-vèbal, komkwa pa gen antant. L a remè de (2) gwoup yo, pwosè-vèbal sa a. Lè fini, l a avèti tribinal kasasyon an.

Atik 111-7:

Anvan ui (8) jou pase, apre tribinal kasasyon an resevwa pwosè-vèbal la, tribinal kasasyon an pran kòz la sou kont li. Tout manm tribinal kasasyon an va mete ansanm, pou yo pran yon desizyon, san yo pa chita sou okenn lòt kòz. Tou le de (2) gwoup yo, oblije dakò ak desizyon tribinal kasasyon an. Sizanka lachanm senatè ak lachanm depite ta vin fè yon antant anvan desizyon sa a, kòz la ta regle ak antant la san a bezwen gen okenn lòt demach.

Atik 111-8:

Yo pa janm gen dwa kraze, ni lachanm depite, ni lachanm senatè, pou okenn rezon. Ni yo pa gen dwa fòse yo sispann reyinyon yo. Ni yo pa gen dwa fè, ni senatè, ni depite depase tan sèvis yo.

Atik 112:

Ni lachanm senatè ni lachanm depite nonmen moun ki va ede manm lachanm yo fè travay yo, dapre regleman yo. Se dapre regleman sa yo, ni lachanm senatè ni lachanm depite dwe travay.

Atik 112-1:

Depi yon senatè ou byen yon depite pa kondui tèt li byen, yo gen dwa ba l yon pinisyon. Men, fòk sou chak twa (3) senatè ou byen sou chak twa (3) depite, gen de (2) ki dakò pou sa. Men sèl sa yo pa gen dwa fè se revoke l.

Atik 113:

Yon manm lachanm, kit li depite, kit li senatè, kapab vin pèdi dwa li anvan tan

législatif qui, pendant la durée de son mandat aura été frappé d'une condamnation prononcée par un tribunal de droit commun qui a acquis autorité de chose jugée et entraîne l'inéligibilité.

Article 114:

Les membres du corps législatif sont inviolables du jour de leur prestation de serment jusqu'à l'expiration de leur mandat, sous réserve des dispositions de l'article 115 ci-après.

Article 114-1:

Ils ne peuvent être en aucun temps poursuivis et attaqués pour les opinions et votes émis par eux dans l'exercice de leur fonction.

Article 114-2:

Aucune contrainte par corps ne peut être exécutée contre un membre du corps législatif pendant la durée de son mandat.

Article 115:

Nul membre du corps législatif ne peut durant son mandat, être arrêté en matière criminelle, correctionnelle ou de police pour délit de droit commun si ce n'est avec l'autorisation de la chambre à laquelle il appartient, sauf en cas de flagrant délit pour faits emportant une peine afflictive et infamante. Il en est alors référé à la chambre des députés ou au sénat sans délai si le corps législatif est en session, dans le cas contraire, à l'ouverture de la prochaine session ordinaire ou extraordinaire.

Article 116:

Aucune des deux (2) chambres ne peut siéger, ni prendre une résolution sans la présence de la majorité de ses membres.

Article 117:

Tous les actes du corps législatif doivent être pris à la majorité des membres présents, excepté s'il en est autrement prévu par la présente constitution.

Article 118:

Chaque chambre a le droit d'enquêter sur les questions dont elle est saisie.

Article 119:

Tout projet de loi doit être voté article par article.

Article 120:

Chaque chambre a le droit d'amender et de diviser les articles et amendements proposés. Les amendements votés par une chambre ne peuvent faire partie d'un

sèvis li fini. Sa rive lè yon jij tribinal dwa komen fin jije manm lachanm sa a, pandan tan sèvis li, epi lè li rive kondane l, pou yon kòz ki ta fè, yo pa ka chwazi l lan eleksyon ankò.

Atik 114:

An wetan sa ki ekri pi ba, nan atik 115 la, yo pa gen dwa manyen manm lachanm, depi jou yo te leve lamen, kòm manm lachanm, jis jou tan sèvis yo fini.

Atik 114-1:

Yo pa janm gen dwa, ni mennen yo lajistis, ni atake yo devan tribinal pou sa yo di ou byen pou jan yo vote, etan yap fè travay manm lachanm yo.

Atik 114-2:

Pandan tan sèvis yon senatè ou byen yon depite, se sèl ak pèmisyon lachanm senatè ou byen lachanm depite, yo kapab arete l pou yon krim, pou yon fòt, ou byen pou yon kontravansyon ki sou kont jij tribinal dwa komen, lè se pa nan men, yo bare manm lachanm sa a, pou yon kòz ki mande yon pinisyon grav pou l ta wont. Si sa rive pandan peryòd travay lachanm, yo mennen senatè a ou byen depite a devan lachanm senatè ousinon lachanm depite, san pèdi tan. Si se pa peryòd travay lachanm, y a tann konmansman pwochenn peryòd travay lachanm nan ou byen pwochen reyinyon espesyal li.

Atik 116:

Ni lachanm senatè, ni lachanm depite pa gen dwa fè okenn reyinyon ni yo pa gen dwa fè okenn desizyon san pi fò manm lachanm yo pa la.

Atik 117:

Tout desizyon lachanm mande pou pi fò manm ki la dakò, sòf si konstitisyon sa a pa prevwa yon lòt bagay.

Atik 118:

Ni lachanm senatè, ni lachanm depite gen dwa fè yon ankèt sou tout kòz yo mete devan yo.

Atik 119:

Anvan pou yon pwojèlwa tounen yon lwa, fòk yo vote chak nimewo ki ladanl, youn dèyè lòt.

Atik 120:

Ni lachanm senatè, ni lachanm depite gen dwa fè chanjman lan pwojèlwa yo mande yo vote. Yo gen dwa mete plis nimewo tou. Pou chanjman sa yo rantre

projet de loi qu'après avoir été votés par l'autre chambre dans la même forme et en termes identiques. Aucun projet de loi ne devient loi qu'après avoir été voté dans la même forme par les deux (2) chambres.

Article 120-1:

Tout projet peut être retiré de la discussion tant qu'il n'a pas été définitivement voté.

Article 121:

Toute loi votée par le corps législatif est immédiatement adressée au président de la république qui, avant de la promulguer, a le droit d'y faire des objections en tout ou en partie.

Article 121-1:

Dans ce cas, le président de la république renvoie la loi avec ses objections à la chambre où elle a été primitivement votée. Si la loi est amendée par cette chambre, elle est renvoyée à l'autre chambre avec les objections.

Article 121-2:

Si la loi ainsi amendée est votée par la seconde chambre, elle sera adressée de nouveau au président de la république pour être promulguée.

Article 121-3:

Si les objections sont rejetées par la chambre qui a primitivement voté la loi, elle est renvoyée à l'autre chambre avec les objections.

Article 121-4:

Si la seconde chambre vote également le rejet, la loi est renvoyée au président de la république qui est dans l'obligation de la promulguer.

Article 121-5:

Le rejet des objections est voté par l'une et l'autre chambre à la majorité prévue par l'article 117. Dans ce cas, les votes de chaque chambre seront émis au scrutin secret.

Article 121-6:

Si dans l'une et l'autre chambre, la majorité prévue à l'alinéa précédent n'est pas obtenue pour le rejet, les objections sont acceptées.

Article 122:

Le droit d'objection doit être exercé dans un délai de huit (8) jours francs à partir de la date de la réception de la loi par le président de la république.

nan yon pwojèlwa, apre lachanm depite fin aksepte yo, fòk lachanm senatè aksepte menm chanjman sa yo, menm jan. Ou byen okontrè, si lachanm senatè te aksepte chanjman sa yo anvan, fòk lachanm depite vin aksepte yo, pou yo sa rantre nan yon pwojèlwa. Anvan pou yon pwojèlwa tounen yon lwa, fòk ni pwojè lachanm senatè vote a, ni pwojè lachanm depite vote a, menm parèy.

Atik 120-1:

Toutotan yo pankò fin vote yon pwojèlwa, yo toujou kapab kite sa.

Atik 121:

Depi lachanm fin vote yon lwa, yo dwe voye l bay prezidan repiblik la, anvan yo mete lwa sa a deyò. Prezidan an gen dwa pa dakò ni ak tout lwa a, ni ak yon pati ladan l.

Atik 121-1:

Lè sa rive, prezidan repiblik la voye lwa a tounen lachanm ki te vote an premye. Li fè yo konnen sou ki pwen li dakò ak ki pwen li pa dakò. Lè yo fin korije lwa a, yo voye l ba lòt lachanm lan.

Atik 121-2:

Sizanka ni lachanm senatè, ni lachanm depite vote lwa a, apre yo korije l, yo tounen voye lwa a bay prezidan repiblik la, pou li mete lwa a deyò.

Atik 121-3:

Sizanka lachanm ki te vote lwa a an premye, pa vle chanjman prezidan an mande, li voye lòt lachanm lan, ak pwen prezidan an pa te dakò avèk yo a.

Atik 121-4:

Sizanka lòt lachanm lan pa vle chanjman prezidan an mande a, yo voye lwa a tounen ba li. Lè sa a, prezidan an oblije mete lwa a deyò.

Atik 121-5:

Pou lachanm yo pa asepte chanjman prezidan an mande, fòk pi fò manm lachanm yo vote menm jan, selon sa ki ekri nan atik 117 la. Lè sa a, se yon vòt sekre ki dwe fèt.

Atik 121-6:

Si pi fò senatè yo ou byen pi fò depite yo, pa vote kont chanjman prezidan an mande, jan sa pale nan atik 121-5 lan, chanjman yo pase.

Atik 122:

Depi prezidan repiblik la resevwa yon lwa, nan men lachanm, li gen ui (8) jou antye, pou l fè lachanm konnen, li pa dakò ak lwa sa a.

Article 123:

Si dans les délais prescrits, le président de la république ne fait aucune objection, la loi doit être promulguée à moins que la session du corps législatif n'ait pris fin avant l'expiration des délais, dans ce cas, la loi demeure ajournée. La loi ainsi ajournée est, à l'ouverture de la session suivante, adressée au président de la république pour l'exercice de son droit d'objection.

Article 124:

Un projet de loi rejeté par l'une des deux (2) chambres ne peut être présenté de nouveau dans la même session.

Article 125:

Les lois et autres actes du corps législatif et de l'assemblée nationale seront rendus exécutoires par leur promulgation et leur publication au journal officiel de la république.

Article 125-1:

Ils sont numérotés, insérés dans le bulletin imprimé et numéroté ayant pour titre "Bulletin des lois et actes".

Article 126:

La loi prend date du jour de son adoption définitive par les deux (2) chambres.

Article 127:

Nul ne peut en personne présenter des pétitions à la tribune du corps législatif.

Article 128:

L'interprétation des lois par voie d'autorité, n'appartient qu'au pouvoir législatif, elle est donnée dans la forme d'une loi.

Article 129:

Chaque membre du corps législatif reçoit une indemnité mensuelle à partir de sa prestation de serment.

Article 129-1:

La fonction de membre du corps législatif est incompatible avec toute fonction rétribuée par l'état, sauf celle d'enseignant.

Article 129-2:

Le droit de questionner et d'interpeller un membre du gouvernement ou le gouvernement tout entier sur les faits et actes de l'administration est reconnu à tout membre des deux (2) chambres.

Atik 123:

Si prezidan repiblik la pa mande okenn chanjman nan lwa a, selon dat ki make a, se pou yo pibliye lwa a, sòf si peryòd travay lachanm nan fini anvan. Nan ka sa a, yo ranvwaye lwa a pou pi ta. Lè pwochenn peryòd travay lachanm nan konmanse, yo voye lwa a bay prezidan repiblik la, pou li kapab di si li pa dakò.

Atik 124:

Lè yon chanm pa asepte yon pwojè-lwa, yo pa gen dwa tounen prezante l pandan menm peryòd travay lachanm nan.

Atik 125:

Aprè lachanm ou byen asanble nasyonal fin vote nenpòt lwa ou byen nenpòt desizyon, fòk yo obeyi yo, yon fwa prezidan peyi a fè yo parèt nan jounal ofisyèl repiblik la.

Atik 125-1:

Yo bay lwa a yon nimewo. Yo enprime l nan yon bilten ki gen nimewo. Non bilten an, se e: "Bilten lwa ak desizyon lachanm vote".

Atik 126:

Yon lwa vin lwa toutbon jou ni lachanm senatè ni lachanm depite fin vote l nèt.

Atik 127:

Pèsonn moun pa kapab monte sou tribinal lachanm pou l prezante demann.

Atik 128:

Se sèl gwoup moun pèp la bay pouvwa fè lwa, ki gen pouvwa esplike sans lwa yo, yon jan pou tout moun konnen se sa ou byen se pa sa. Yo bay espikasyon sa yo an fòm yon lwa.

Atik 129:

Aprè manm lachanm yo fin leve lamèn, yo gen dwa touche chak mwa nan men leta, pou travay yo.

Atik 129-1:

Yon manm lachanm pa gen dwa touche, nan okenn lòt plas Leta, sòf plas pwofesè.

Atik 129-2:

Nenpòt manm lachanm gen dwa konvoke yon manm gouvènman an ou byen tout gouvènman an pou yo parèt devan lachanm, pou yo reponn tout keksyon sou ki jan yap dirije administrasyon leta a.

Article 129-3:

La demande d'interpellation doit être appuyée par cinq (5) membres du corps intéressé. Elle aboutit à un vote de confiance ou de censure pris à la majorité de ce corps.

Article 129-4:

Lorsque la demande d'interpellation aboutit à un vote de censure sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale de gouvernement, le premier ministre doit remettre au président de la république, la démission de son gouvernement.

Article 129-5:

Le président doit accepter cette démission et nommer un nouveau premier ministre, conformément aux dispositions de la constitution.

Article 129-6:

Le corps législatif ne peut prendre plus d'un vote de censure par an sur une question se rapportant au programme ou à une déclaration de politique générale du gouvernement.

Article 130:

En cas de mort, de démission, de déchéance, d'interdiction judiciaire ou d'acceptation d'une fonction incompatible avec celle de membre du corps législatif il est pourvu au remplacement du député ou du sénateur dans sa circonscription électorale pour le temps seulement qui reste à courir par une élection partielle sur convocation de l'assemblée primaire électorale faite par le conseil électoral permanent dans le mois même de la vacance.

Article 130-1:

L'élection a lieu dans une période de trente (30) jours après la convocation de l'assemblée primaire, conformément à la constitution.

Article 130-2

Il en est de même à défaut d'élection ou en cas de nullité des élections prononcées par le conseil électoral permanent dans une ou plusieurs circonscriptions.

Article 130-3:

Cependant, si la vacance se produit au cours de la dernière session ordinaire de la législature ou après la session, il n'y a pas lieu à l'élection partielle.

SECTION E
Des incompatibilités

Article 131:

Ne peuvent être élus membres du corps législatif:

Atik 129-3:

Pou konvokasyon sa a fèt, fòk gen senk (5) lòt manm lachanm lan dakò. Apre yo fin mande keksyon yo, fòk lachanm lan vote yon vòt konfyans osinon yon vòt blam. Pou vòt la bon, fòk pi fò manm lachanm yo, vote menm jan.

Atik 129-4:

Lè lachanm blame gouvènman an pou yon pwèn ki nan pwogram gouvènman an ou byen pou jan gouvènman an di l ap mennen bak leta a, fòk premye minis la remèt prezidan repiblik la demisyon gouvènman l nan.

Atik 129-5:

Lè sa a, prezidan an oblije asepte demisyon an. Li nonmen yon lòt premye minis atò, jan sa make nan konstitisyon an.

Atik 129-6:

Lachanm pa gen dwa fè plis pase yon vòt konsa, nan yon ane, pou l blame gouvènman an, pou pwogram li osinon sou liy politik lap swiv lan.

Atik 130:

Si yon manm lachanm mouri anvan tan sèvis li fini, ou byen si l bay demisyon l, ou byen si li vin pèdi dwa manm lachanm li, ou byen si l antrave ak lajistis, ou byen si l asepte yon plas ki pa ale ak travay manm lachanm li, fòk yo ranplase l, pou rès tan sèvis li. Konsèy elektoral tout la va konvoke eleksyon nan zòn li, anvan yon mwa gen tan pase.

Atik 130-1:

Eleksyon an dwe fèt anvan trant (30) jou pase, apre yo konvoke eleksyon nan kote a, jan sa make nan konstitisyon an.

Atik 130-2:

Se menm bagay tou, si eleksyon pa te fèt ou byen si konsèy elektoral la te deklare yon eleksyon ki te fèt lan nil.

Atik 130-3:

Men, si plas yon manm lachanm vin vid, pandan dènye peryòd travay lachanm ou byen apre dènye peryòd sa, pa gen nesite pou eleksyon fèt pou ranplase manm lachanm sa a.

PARAGRAF 5

Plas ki pa ale ak travay yon manm lachanm

Atik 131:

Men moun yo pa gen dwa chwazi nan eleksyon pou manm lachanm:

- 1) Les concessionnaires ou contractants de l'état pour l'exploitation des services publics;
- 2) Les représentants ou mandataires des concessionnaires ou contractants de l'état;
- 3) Les délégués, vice-délégués, les juges, les officiers du ministère public dont les fonctions n'ont pas cessé six (6) mois avant la date fixée pour les élections;
- 4) Toute personne se trouvant dans les autres cas d'inéligibilité prévus par la présente constitution et par la loi.

Article 132:

Les membres du pouvoir exécutif et les directeurs généraux de l'administration publique ne peuvent être élus membres du corps législatif s'ils ne démissionnent un (1) an au moins avant la date des élections.

CHAPITRE III **Du Pouvoir Exécutif**

Article 133:

Le pouvoir exécutif est exercé par:

- a) Le président de la république, chef de l'état;
- b) Le gouvernement ayant à sa tête un premier ministre.

SECTION A ***Du Président de la République***

Article 134:

Le président de la république est élu au suffrage universel direct à la majorité absolue des votants. Si celle-ci n'est pas obtenue au premier tour, il est procédé à un second tour.

Seuls peuvent s'y présenter les deux (2) candidats qui, le cas échéant, après retrait de candidats plus favorisés, se trouvent avoir recueilli le **plus grand** nombre de voix au premier tour.

Article 134-1:

La durée du mandat présidentiel est de cinq (5) ans. Cette période commence et se termine le 7 février, suivant la date des élections.

Article 134-2:

Les élections présidentielles ont lieu le dernier dimanche de novembre de la cinquième année du mandat présidentiel.

Article 134-3:

Le président de la république ne peut bénéficier de prolongation de mandat. Il ne peut assumer un nouveau mandat qu'après un intervalle de cinq (5) ans. En

- 1) Manadjè antrepriz ki okipe sèvis leta ou byen moun ki gen kontra ak leta pou okipe sèvis leta.
- 2) Reprezantan ou byen fonde d pouvwa moun ki gen kontra ak konpayi leta ak sosyete ki gen kontra ak leta.
- 3) Delege, vis delege, jij, konmisè gouvènman. Sòf si tout moun sa yo ta kite plas yo si (6) mwa anvan dat eleksyon an.
- 4) Tout lòt moun, konstitisyon sa a ou byen lalwa deklare yo paka al nan eleksyon.

Atik 132:

Manm gouvènman ak direktè jeneral administrasyon piblik ki ta vle yo chwazi yo nan eleksyon pou manm lachanm fèt pou yo bay demisyon yo, enn (1) an pou pi piti, anvan dat eleksyon.

CHAPIT 3

Gwoup moun kap dirije peyi a

Atik 133:

Moun ki gen pouvwa dirije peyi a se:

- 1) Prezidan repiblik la. Yo rele l: chèf deta.
- 2) Premye minis la, ak gouvènman l.

PARAGRAF 1: Prezidan Repiblik la

Atik 134:

Se tout sitwayen ki gen dwa vote, ki chwazi prezidan repiblik la nan eleksyon. Pou eleksyon an bon, fòk moun ki pase prezidan jwenn mwatye vòt yo, plis yon lòt vòt, pou pi piti. Si li pa jwenn tou sa, fòk yo rekonmanse eleksyon an, yon dezyèm fwa.

Nan dezyèm eleksyon sa a, se de (2) kandida ase ki gen dwa parèt. De (2) kandida sa yok se yo ki te jwenn pi plis vòt nan premye eleksyon an, dèfw apre yon lòt, ki te gen plis vwa te retire kò l.

Atik 134-1:

Yo nonmen prezidan an nan eleksyon chak senk (5) an. Tan sèvis prezidan an konmanse 7 fevriye apre dat eleksyon an. Li fini tou, 7 fevriye apre dat eleksyon an.

Atik 134-2:

Eleksyon pou prezidan, fèt dènye dimanch mwa novanm, senkyèm ane tan sèvis prezidan an.

Atik 134-3:

Prezidan an pa janm gen dwa double tou suit. Anvan pou l ta jwenn yon dezyèm tan sèvis kòm prezidan, fòk senk (5) ane pase pou pi piti. Ni, pou okenn rezon,

aucun cas, il ne peut briguer un troisième mandat.

Article 135:

Pour être élu président de la république d'Haïti, il faut:

- a) Etre Haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- b) Etre âgé de trente-cinq (35) ans accomplis au jour des élections;
- c) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante pour crime de droit commun;
- d) Etre propriétaire en Haïti d'un immeuble au moins et avoir dans le pays une résidence habituelle;
- e) Résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives avant la date des élections;
- f) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable de deniers publics.

Article 135-1:

Avant d'entrer en fonction, le président de la république prête devant l'assemblée nationale, le serment suivant:

"Je jure, devant Dieu et devant la Nation, d'observer et de faire observer fidèlement la constitution et les lois de la république, de respecter et de faire respecter les droits du peuple haïtien, de travailler à la grandeur de la Patrie, de maintenir l'indépendance nationale et l'intégrité du territoire".

SECTION B

Des attributions du Président de la République

Article 136:

Le président de la république, chef de l'état, veille au respect et à l'exécution de la constitution et à la stabilité des institutions. Il assure le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'état.

Article 137:

Le président de la république choisit un premier ministre parmi les membres du parti ayant la majorité au parlement. A défaut de cette majorité, le président de la république choisit son premier ministre en consultation avec le président du sénat et celui de la chambre des députés. Dans les deux (2) cas, le choix doit être ratifié par le parlement.

Article 137-1:

Le président de la république met fin aux fonctions du premier ministre sur la présentation par celui-ci de la démission du gouvernement.

li pa gen dwa kandida pou yon twazyèm tan sèvis kòm prezidan.

Atik 135:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin prezidan repiblik d Ayiti:

- 1) Fòk li Ayisyen natif natal. Epi, fòk li pa te janm lage nasyonalite li.
- 2) Fòk li te deja gen trannsenk (35) ane, jou eleksyon an.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout politik li. E, fòk li pa janm jwenn okenn pinisyon grav ou byen okenn pinisyon pou l ta wont, nan men jij ki jije krim dwa komen.
- 4) Fòk li gen omwen yon kay ann Ayiti, e fòk se nan peyi a li abitye rete.
- 5) Fòk li te rete nan peyi a senk (5) ane, youn dèyè lòt, anvan dat eleksyon an.
- 6) Fòk li gen papyè ofisyèl li, kòm kwa li an règ ak leta, si li te reskonsab lajan leta.

Atik 135-1:

Men ki pawòl prezidan repiblik la pale lè li leve lamen, an prezans asanble nasyonal la, anvan li rantre nan travay prezidan l:

"Mwen sèman, devan Bon Dye ak devan peyi a, m ap obeyi tou sa ki nan konstitisyon an, ak tou sa ki nan lwa repiblik d Ayiti. E, m ap fè tout moun obeyi yo menm jan tou. M ap respekte tout dwa pèp Ayisyen genyen. E, m ap fè tout moun respekte yo menm jan tou. M ap fè tou sa m kapab pou pèp peyi d Ayiti toujou rete yon gran pèp, pou li toujou mèl lakay li, e pou li pa janm pèdi pi piti moso nan tè peyi a".

PARAGRAF 2

Sa Prezidan Repiblik la gen pou fè

Atik 136:

Prezidan repiblik d Ayiti, kidonk chèf deta a, anchaje fè respekte konstitisyon an, yon jan pou tou sa ki nan konstitisyon an, yon jan pou tou sa ki nan konstitisyon an fèt vre, e pou regleman leta kenbe fèm. Travay li, se kontwòl si tout sèvis leta yo ak administrasyon piblik la mache korèk, pou leta kenbe rèd lan tout sikonstans

Atik 137:

Prezidan an chwazi yon premye minis nan pati politik ki gen pi fò manm lachanm yo ladan l. Si pa gen okenn pati politik ki gen pi fò manm lachanm yo ladan l, prezidan repiblik la mande prezidan lachanm senatè ak prezidan lachanm depite, sa yo panse, anvan li chwazi premye minis li. Tout jan, lachanm gen pou l deklare si li dakò ak premye minis sa a.

Atik 137-1:

Prezidan an kase premye minis la, lè premye minis la vin ba l demisyon gouvènman an.

Article 138:

Le président de la république est le garant de l'indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.

Article 139:

Il négocie et signe tous traités, conventions et accords internationaux et les soumet à la ratification de l'assemblée nationale.

Article 139-1:

Il accrédite les ambassadeurs et les envoyés extraordinaires auprès des puissances étrangères, reçoit les lettres de créance des ambassadeurs des puissances étrangères et accorde l'exequatur aux consuls.

Article 140:

Il déclare la guerre, négocie et signe les traités de paix avec l'approbation de l'assemblée nationale.

Article 141:

Le président de la république, après approbation du sénat, nomme par arrêté pris en conseil des ministres, le commandant en chef des forces armées, le commandant en chef de la police, les ambassadeurs et les consuls généraux.

Article 142:

Par arrêté pris en conseil des ministres, le président de la république nomme les directeurs généraux de l'administration publique des délégués et vice-délégués des départements et arrondissements.

Il nomme également, après approbation du sénat, les conseils d'administration des organismes autonomes.

Article 143:

Le président de la république est le chef nominal des forces armées, il ne les commande jamais en personne.

Article 144:

Il fait sceller les lois du sceau de la république et les promulgue dans les délais prescrits par la constitution. Il peut avant l'expiration de ce délai, user de son droit d'objection.

Article 145:

Il veille à l'exécution des décisions judiciaires, conformément à la loi.

Atik 138:

Youn nan wòl prezidan repiblik la se fè yon jan pou pèp Ayisyen toujou mèl lakay li, e pou li pa janm pèdi pi piti moso nan tè peyi d Ayiti.

Atik 139:

Men lòt bagay ki sou kont li toujou: tout antant, tout kontra, tout regleman ak lòt peyi, se li ki fè yo. Se li ki siyen yo. Se li ki voye yo bay asanble nasyonal la, pou asanble nasyonal la deklare si li dakò.

Atik 139-1:

Se li ki siyen lèt nominasyon anbasadè ak reprezantan peyi a, a letranje. Se li ki resevwa anbasadè peyi etranje, lè yo vin prezante lèt nominasyon yo. Se li ki bay konsi peyi etranje, pèmasyon fè travay konsi yo, ann Ayiti.

Atik 140:

Se li ki dekare lagè. Se li ki siyen antant pou fè lapè. Men, fòk asanble nasyonal la deklare li dakò ak sa.

Atik 141:

Se li ki nonmen kòmandan an chèf lame. Se li ki nonmen kòmandan an chèf lapolis. Se li ki nonmen anbasadè ak konsil jeneral. Men, fòk lachanm senatè dakò ak nominasyon sa yo, anvan pou prezidan an fè desizyon l, nan reyinyon konsèy minis yo.

Atik 142:

Se li ki nonmen tout kirektè jeneral nan administrayon piblik la. Se li ki nonmen delege ak vis delege pou depatman ak awondisman. Pou nominasyon sa yo, prezidan an fè desizyon l nan reyinyon konsèy minis yo. Se prezidan repiblik la tou ki nonmen manm konsèy administrasyon Sèvis Leta ki endepandan yo. Men, fòk lachanm Senatè dakò.

Atik 143:

Prezidan repiblik la pote non chèf lame. Men, se pa janm li menm pèsone l ki konmande lame.

Atik 144:

Prezidan an fè mete so repiblik d Ayiti sou tout lwa yo, pou l sa fè yo parèt, nan dèl ki make nan konstitisyon an. Anvan delè a bout, li gen dwa fè lachanm konnen li pa dakò ak yon lwa.

Atik 145:

Prezidan an dwe kontwole si yo obeye tout desizyon lajistis fè, jan sa ekri nan lalwa.

Article 146:

Le président de la république a le droit de grâce et de commutation de peine relativement à toute condamnation passée en force de chose jugée, à l'exception des condamnations prononcées par la haute cour de justice ainsi qu'il est prévu dans la présente constitution.

Article 147:

Il ne peut accorder amnistie qu'en matière politique et selon les prescriptions de la loi.

Article 148:

Si le président se trouve dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions, le conseil des ministres sous la présidence du premier ministre, exerce le pouvoir exécutif tant que dure l'empêchement.

Article 149:

En cas de vacance de la présidence de la république pour quelque cause que ce soit, le président de la cour de cassation de la république ou, à son défaut, le vice-président de cette cour ou à défaut de celui-ci, le juge le plus ancien et ainsi de suite par ordre d'ancienneté, est investi provisoirement de la fonction de président de la république par l'assemblée nationale dûment convoquée par le premier ministre.

Le scrutin pour l'élection du nouveau président pour un nouveau mandat de cinq (5) ans a lieu quarante-cinq (45) jours au moins et quatre-vingt-dix (90) jours au plus près l'ouverture de la vacance, conformément à la constitution et à la loi électorale.

Article 149-1:

Ce président provisoire ne peut en aucun cas se porter candidat à la plus prochaine élection présidentielle.

Article 150:

Le président de la république n'a d'autres pouvoirs que ceux que lui attribue la constitution.

Article 151:

A l'ouverture de la première session législative annuelle, le président de la république, par un message au corps législatif, fait l'exposé général de la situation. Cet exposé ne donne lieu à aucun débat.

Article 152:

Le président de la république reçoit du trésor public une indemnité mensuelle à partir de sa prestation de serment.

Atik 146:

Prezidan an gen dwa fè yon moun lajistis kondane, gras. Li gen dwa chanje pinisyon yon moun tou, depi jijman an te fini nèt. Men, sa pa vo pou moun gwo tribinal espesyal konstitisyon sa a prevwa, kondane.

Atik 147:

Prezidan an pa janm kapab bay amnisti, sòf pou yon kòz politik, jan sa make nan lalwa.

Atik 148:

Sizanka prezidan an vin twouve li pa kapab fè travay prezidan l, pou dezoutwa jou, se konsèy minis yo, sou direksyon premye minis la, ki va gen pouvwa dirije peyi a, ann atandan.

Atik 149:

Sizanka plas prezidan la vin vid, pou nenpòt ki rezon, se prezidan tribinal kasasyon an ki monte prezidan pwovizwa repiblik la. Si plas prezidan tribinal kasasyon an te vid, se vis-prezidan tribinal kasasyon an ki monte. Si plas vis-prezidan an te vid, se jij ki pi ansyen kòm jij tribinal kasasyon an, ki monte. E, se konsa jij tribinal kasasyon yo ta monte, youn dèyè lòt. Asanble Nasyonal la enstale prezidan pwovizwa a nan plas li, apre premye minis la konvoke yon reyinyon asanble nasyonal la, jan lalwa di sa dwe fèt. Jan sa ekri nan konstitisyon an ak nan lwa elektorale la, vòt pou eleksyon nouvo prezidan, ki va gen yon nouvo tan sèvis senk (5) ane a, dwe fèt karannsenk (45) jou, ou pi ta, apre plas prezidan an vin vid.

Atik 149-1:

Prezidan pwovizwa a, pa janm gen dwa kandida nan eleksyon nouvo prezidan ki gen pou l fèt la.

Atik 150:

Prezidan repiblik la pa gen lòt pouvwa pase pouvwa konstitisyon an ba li.

Atik 151:

Chak ane, nan konmansman premye peryòd travay lachanm, prezidan repiblik la esplike jan sitiyasyon peyi a ye, nan yon diskou li fè pou lachanm. Pa fèt pou gen okenn diskisyon lachanm, apre diskou sa a.

Atik 152:

Apre prezidan repiblik la fin leve lamèn kòm prezidan, li gne dwa touche chak mwa, nan kès leta, pou travay li.

Article 153:

Le président de la république a sa résidence officielle au palais national, à la capitale, sauf en cas de déplacement du siège du pouvoir exécutif.

Article 154:

Le président de la république préside le conseil des ministres.

SECTION C
Du gouvernement

Article 155:

Le gouvernement se compose du premier ministre, des ministres et des secrétaires d'état. Le premier ministre est le chef du gouvernement.

Article 156:

Le gouvernement conduit la politique de la nation. Il est responsable devant le parlement dans les conditions prévues par la constitution.

Article 157:

Pour être nommé premier ministre, il faut:

- 1) Etre Haïtien d'origine et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- 2) Etre âgé de trente (30) ans accomplis;
- 3) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante.
- 4) Etre propriétaire en Haïti, ou y exercer une profession;
- 5) Résider dans le pays depuis cinq (5) années consécutives;
- 6) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable des derniers publics

SECTION D
Des Attributions du Premier Ministre

Article 158:

Le premier ministre en accord avec le président choisit les membres de son cabinet ministériel et se présente devant le parlement afin d'obtenir un vote de confiance sur sa déclaration de politique générale. Le vote a lieu au scrutin public et à la majorité absolue de chacune des deux (2) chambres.

Dans le cas d'un vote de non confiance par l'une des deux (2) chambres, la procédure recommence.

Article 159:

Le premier ministre fait exécuter les lois. En cas d'absence, d'empêchement temporaire du président de la république, ou sur sa demande, le premier ministre préside le conseil des ministres. Il a le pouvoir réglementaire, mais il ne peut

Atik 153:

Kay ofisyèl, kote prezidan repiblik la fèt pou li rete a, se palè nasyonal la, nan kapital la, sòf si ta gen yon rezon pou yo tabli gouvènman peyi a yon lòt kote.

Atik 154:

Se prezidan repiblik la ki dirije reyinyon konsèy minis yo.

PARAGRAF 3
Gouvènman an

Atik 155:

Gouvènman an fòme ak premye minis, minis, ak sekretè deta. Se premye minis la ki chèf gouvènman an.

Atik 156:

Tout keksyon ki gade politik peyi a, sou responsab gouvènman an. Gouvènman an gen kont pou l rann lachanm, jan sa make nan konstitisyon an.

Atik 157:

Men nan ki kondisyon yo gen dwa nonmen yon moun premye minis:

- 1) Fòk li Ayisyen natif natal. epi, fòk li pa te lage nasyonalite li.
- 2) Fòk li deja gen trant (30) ane.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li. E, fòk li pa janm jwenn okenn pinisyon grav ou byen okenn pinisyon pou l ta wont.
- 4) Fòk li gen omwen yon kay ann Ayiti, ou byen fòk li gen yon travay nan peyi a.
- 5) Fòk li te rete omwen senk (5) ane youn dèyè lòt, nan peyi a.
- 6) Fòk li gen papyè ofisyèl li, kòmkiwa li an règ ak Leta, si li te responsab lajan leta.

PARAGRAF 4
Sa premye minis la gen pou fè

Atik 158:

Se ansanm ak prezidan an premye minis la chwazi manm kabinè minis li. Apre sa, li dwe parèt devan lachanm pou li mande si lachanm fè l konfyans sou jan li di li pral mennen bak leta a. Vòt la fèt an piblik. Pou vòt la bon, fòk pi fò manm ni lachanm senatè, ni lachanm depite, vote menm jan. Si, dapre vòt la, lachanm senatè ou byen lachanm depite pa fè premye minis la konfyans, yo dwe rekonmanse demach yo.

Atik 159:

Premye minis la anchaje fè aplike lwa yo. Si prezidan an pa la, ou byen si li vin twouve li pa kapab fè travay prezidan l, pou dezoutwa jou, se premye minis la ki dirije reyinyon konsèy minis yo. Premye minis la gen dwa pase lòd. Men

jamais suspendre, ni interpréter les lois, actes et décrets, ni se dispenser de les exécuter.

Article 159-1:

De concert avec le président de la république, il est responsable de la défense nationale.

Article 160:

Le premier ministre nomme et révoque directement ou par délégation les fonctionnaires publics, selon les conditions prévues par la constitution et par la loi sur le statut général de la fonction publique.

Article 161:

Le premier ministre et les ministres ont leurs entrées aux chambres pour soutenir les projets de lois et les objections du président de la république ainsi que pour répondre aux interpellations.

Article 162:

Les actes du premier ministre sont contresignés, le cas échéant, par les ministres chargés de leur exécution. Le premier ministre peut être chargé de leur exécution. Le premier ministre peut être chargé d'un portefeuille ministériel.

Article 163:

Le premier ministre et les ministres sont responsables solidairement tant des actes du président de la république qu'ils contresignent que de ceux de leurs Ministères. Ils sont également responsables de l'exécution des lois, chacun en ce qui le concerne.

Article 164:

La fonction de premier ministre et celle de membre du gouvernement sont incompatibles avec tout mandat parlementaire. Dans un tel cas le parlementaire opte pour l'une ou l'autre fonction.

Article 165:

En cas de démission du premier ministre, le gouvernement reste en place jusqu'à la nomination de son successeur pour expédier les affaires courantes.

SECTION E

Des Ministres et des Secrétaires d'Etat

Article 166:

Le président de la république préside le conseil des ministres. Le nombre de ceux-ci, ne peut être inférieur à dix (10). Le premier ministre, quand il le juge

depi se lwa, desizyon ak dekrè, li pa j pou fè administrasyon mache janm kapab sispann suiv yo, ni li pa kapab esplike ki sans yo genyen. Ni li pa gen dwa pa obeyi yo.

Atik 159-1:

Premye minis la responsab defann peyi a, ansanm ak prezidan repiblik la.

Atik 160:

Premye minis la nonmen anplwaye leta yo li menm, ou byen li fè nonmen yo. Menm jan tou, li revoke yo li menm, ou byen li fè revoke yo. Men, tou sa dwe fèt jan sa make nan konstitisyon an ak nan lwa ki gen regleman pou tout anplwaye Leta.

Atik 161:

Ni premye minis la, ni minis yo, gen dwa parè lachanm pou yo pale an favè pwojèlwa prezidan repiblik la ta renmen fè pase kòk lwa ou byen an favè chanjman prezidan an ta vle yo fè nan yon pwojè lwa. Yo dwe vin lachanm tou, pou reponn keksyon depite ak senatè yo.

Atik 162:

Minis yo fèt pou yo siyen tout desizyon premye minis la fè depi se pou depatman pa yo. Premye minis la gen dwa anjaye yon depatman tou.

Atik 163:

Ni premye minis la, ni tout lòt minis yo responsab desizyon prezidan repiblik la fè, depi yo siyen yo ansanm avèl. Epi tou yo dwe kontwole si moun obeyi lwa ki regide depatman pa yo.

Atik 164:

Plas premye minis avèk plas manm gouvènman pa ale ak okenn plas manm lachanm. Lè konsa, oubyen yon moun chwazi pou li rete manm lachanm, oubyen li chwazi pou li minis.

Atik 165:

Sizanka premye minis la bay demisyon l, gouvènman an rete la, pou l regle detay tou le jou yo, jistan yo nonmen yon lòt premye minis.

PARAGRAF 5
Minis ak sekretè deta

Atik 166:

Se prezidan repiblik la ki dirije reyinyon Konsèy Minis yo. Pi piti valè minis ki dwe genyen, se dis (10). Premye minis la gen dwa bay yon minis yon adjwen,

nécessaire, adjoindra aux ministres, des secrétaires d'état.

Article 167:

La loi fixe le nombre des ministères.

Article 168:

La fonction ministérielle est incompatible avec l'exercice de tous autres emplois publics, sauf ceux de l'enseignement supérieur.

Article 169:

Les ministres sont responsables des actes du premier ministre qu'ils contresignent. Ils sont solidairement responsables de l'exécution des lois.

Article 169-1:

En aucun cas, l'ordre écrit ou verbal du président de la république ou du premier ministre ne peut soustraire les ministres à la responsabilité attachée à leurs fonctions.

Article 170:

Le premier ministre, les ministres et les secrétaires d'état perçoivent des indemnités mensuelles établies par la loi budgétaire.

Article 171:

Les ministres nomment certaines catégories d'agents de la fonction publique par délégation du premier ministre, selon les conditions fixées par la loi sur la fonction publique.

Article 172:

Lorsque l'une des deux (2) chambres, à l'occasion d'une interpellation met en cause la responsabilité d'un ministre par un vote de censure pris à la majorité absolue de ses membres, l'exécutif renvoie le ministre.

CHAPITRE IV

Du Pouvoir Judiciaire

Article 173:

Le pouvoir judiciaire est exercé par la cour de cassation, les cours d'appel, les tribunaux de première instance, les tribunaux de paix et les tribunaux spéciaux dont le nombre, la composition, l'organisation, le fonctionnement et la juridiction sont fixés par la loi.

Article 173-1:

Les contestations qui ont pour objet les droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux.

yo rele sekretè deta.

Atik 167:

Lalwa fikse konben ministè ki genyen.

Atik 168:

Plas minis pa ale ak okenn lòt plas leta, an wetan plas pwofesè inivèsite.

Atik 169:

Minis yo responsab tout desizyon yo siyen: ansanm ak premye minis la. Fè obeyi lwa yo, se responsabilite tout minis yo ansanm.

Atik 169-1:

Prezidan repiblik la ou byen premye minis la te mèt pase yon minis nenpòt lòd, kit se ak bouch yo, kit se sou pape, minis la toujou responsab tou sa li fè, nan travay minis li.

Atik 170:

Ni premye minis la, ni minis yo, ni sekretè deta yo, gen dwa touche chak mwa nan lajan leta pou travay yo, jan sa make nan lwa sou bidjè leta a.

Atik 171:

Premye minis la bay minis yo dwa nonmen sèten gwoup anplwaye leta, jan sa make nan lwa ki gen regleman pou tout anplwaye leta.

Atik 172:

Sizanka pi fò manm lachanm yo vote pou blame yon minis nan mande l keksyon sou jan li fè travay minis li, gouvènman an sètoblije revoke minis la.

CHAPIT 4

Gwoup moun ki jij nan peyi a

Atik 173:

Men ki tribinal ekziste: Tribinal pou dènye jijman ki donk tribinal kasasyon, tribinal pou dezyèm jijman, tribinal pou premye jijman, tribinal depè, tribinal espesyal yo. Se lalwa ki deside ni konben tribinal ki genyen, ni ki jij ki ladan, ni ki jan yo òganize yo, ni ki jan yo mache, ni ki wòl yap jwe.

Atik 173-1:

Depi gen yon kòz sou dwa sivil, se sèl nan tribinal pou sa regle.

Article 173-2:

Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peuvent être établis qu'en vertu de la loi. Il ne peut être créé de tribunal extraordinaire sous quelque dénomination que ce soit.

Article 174:

Les juges de la cour de cassation et des cours d'appel sont nommés pour dix (10) ans. Ceux des tribunaux de première instance le sont pour sept (7) ans. Leur mandat commence à courir à compter de leur prestation de serment.

Article 175:

Les juges de la cour de cassation sont nommés par le président de la république sur une liste de trois (3) personnes par siège soumise par le sénat. Ceux de la cour d'appel et des tribunaux de première instance le sont sur une liste soumise par l'assemblée départementale concernée; les juges de paix sur une liste préparée par les assemblées communales.

Article 176:

La loi règle les conditions exigibles pour être juge à tous les degrés. Une école de la magistrature est créée.

Article 177:

Les juges de la cour de cassation, ceux des cours d'appel et des tribunaux de première instance sont inamovibles. Ils ne peuvent être destitués que pour forfaiture légalement prononcée, ou suspendus qu'à la suite d'une inculpation. Ils ne peuvent être l'objet d'affectation nouvelle, sans leur consentement, même en cas de promotion. Il ne peut être mis fin à leur service durant leur mandat qu'en cas d'incapacité physique ou mentale permanente dûment constatée.

Article 178:

La cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires.

Néanmoins, en toutes matières autres que celles soumises au jury lorsque sur un second recours, même sur une exception, une affaire se présentera entre les mêmes parties, la cour de cassation admettant le pourvoi, ne prononcera point de renvoi et statuera sur le fond, sections réunies.

Article 178-1:

Cependant, lorsqu'il s'agit de pourvoi contre les ordonnances de référé, les ordonnances du juge d'instruction, les arrêts d'appel rendus à l'occasion de ces ordonnances ou contre les sentences en dernier ressort des tribunaux de paix ou des décisions de tribunaux spéciaux, la cour de cassation admettant les recours statue sans renvoi.

Atik 173-2:

Se lalwa sèlman ki gen dwa mete tribinal oubyen kote pou yo jije yon kòz. Yo pa janm ka mete okenn tribinal espesyal, rele l jan yo rele l.

Atik 174:

Se pou dis (10) an yo nonmen jij tribinal kasasyon ak jij tribinal pou dezyèm jijman. Se pou sèt (7) an, yo nonmen jij tribinal pou premye jijman. Tan sèvis jij konmanse lejou yo leve lamen pou travay jij yo.

Atik 175:

Se prezidan repiblik la ki nonmen jij tribinal kasasyon yo, sou yon lis twa (3) non lachanm senatè prezante l pou chak plas jij. Jij tribinal pou dezyèm jijman yo, ak jij tribinal pou premye jijman yo, se sou yon lis asanble depatman an prezante prezidan an li nonmen yo, pou tribinal nan depatman an. Jij depè, se sou yon lis asanble minisipal yo prepare, prezidan an nonmen yo.

Atik 176:

Lalwa regle nan ki kondisyon yon moun gne dwa vin jij nan nenpòt tribinal. Yo louvri yon lekòl pou aprann sèvi jij nan tribinal.

Atik 177:

Ni jij tribinal kasasyon, ni jij tribinal pou dezyèm jijman, ni jij tribinal pou premye jijman, la pou tout tan sèvis yo. Sèl lè yo kab revoke yo, se sizanka yon tribinal ta fin jije yo pou yon kòz, nan pye travay yo, ou byen si yo akize yo devan lajistis, kòmkiwa yo fè yon krim ou byen yon fèt. yo pa kab bay yon jij okenn lòt pòs, li mèt se yon pwomosyon, san jij la pa dakò pou sa. Yo pa gen dwa manyen jij, pandan tan sèvis yo, sòf si bon jan papyè doktè deklare, sante yo pap pèmèt yo fè travay jij yo poutèt kò a pa bon ou byen paske tèt la pa bon.

Atik 178:

Jij tribinal kasasyon pa fèt pou jije nannan kòz yo. Men, menm moun yo kapab prezante menm kòz sa a pa t pase devan manm jiri. Nan ka sa a, li mèt te yon kòz ki pa jije devan tribinal dwa komen. tribinal kasasyon oblije asepte fè jijman an, san li pa mande yon lòt tribinal fè l. Lè sa a, tout manm tribinal kasasyon mete ansanm pou yo jije nannan kòz la.

Atik 178-1:

Gen de kòz kote yo mande kase yon jijman pwovizwa, ou byen yon jijman denstriksyon, ou byen yon desizyon tribinal pou dezyèm jijman te fè sou jijman sa yo ou byen sou dènnye jijman tribinal depè osinon sou desizyon yon tribinal espesyal. Lè sa a, tribinal kasasyon oblije fè desizyon l, li menm, san li pa mande yon lòt tribinal jije kòz la.

Article 179:

Les fonctions de juge sont incompatibles avec toutes autres fonctions salariées, sauf celle de l'enseignement.

Article 180:

Les audiences des tribunaux sont publiques. Toutefois, elles peuvent être tenues à huis clos dans l'intérêt de l'ordre public et des bonnes mœurs sur décision du tribunal.

Article 180-1:

En matière de délit politique et de délit de presse, le huis clos ne peut être prononcé.

Article 181:

Tout arrêt ou jugement est motivé et prononcé en audience publique.

Article 181-1:

Les arrêts ou jugements sont rendus et exécutés au nom de la république. Ils portent le mandement exécutoire aux officiers du ministère public et aux agences de la force publique. Les actes des notaires susceptibles d'exécution forcée sont mis dans la même forme.

Article 182:

La cour de cassation se prononce sur les conflits d'attributions, d'après le mode réglé par la loi.

Article 182-1:

Elle connaît des faits et du droit dans tous les cas de décisions rendues par les tribunaux militaires.

Article 183:

La cour de cassation à l'occasion d'un litige et sur le renvoi qui lui en est fait, se prononce en sections réunies sur l'inconstitutionnalité des lois.

Article 183-1:

L'interprétation d'une loi donnée par les chambres législatives s'impose pour l'objet de cette loi, sans qu'elle puisse rétroagir en ravissant des droits acquis.

Article 183-2:

Les tribunaux n'appliquent les arrêtés et règlements d'administration publique que pour autant qu'ils sont conformes aux lois.

Atik 179:

An wetan plas pwofesè, plas jij pa ale ak okenn lòt plas kote yo touche pou sa.

Atik 180:

Tout moun gen dwa vin asiste jijman yon kòz nan tribinal. Men, tribinal la gen dwa pa fè jijman an piblik pou evite dezòd ki ta nui tout moun, ou byen lè yap jije de kòz ki gen de koze sal tout moun pa bezwen tande.

Atik 180-1:

Yo pa kapab defann piblik la vin asiste jijman yon kòz politik ou byen yon kòz moun k ap fè travay jounalis li.

Atik 181:

Depi se yon desizyon tribinal ou byen yon jijman, se an piblik yo dwe rann li, ak tout rezon desizyon an osinon jijman an.

Atik 181-1:

Se o non repiblik d Ayiti yo dwe rann tout desizyon tribinal ou byen tout jijman. Se o non repiblik d Ayiti tou, yo dwe aplike yo. Tout konmisè gouvènman ak tout moun leta bay dwa fè fòs pou yo naplike lalwa, resevwa desizyon sa yo ak jijman sa yo, ansanm ak lòd pou yo aplike yo. Desizyon notè yo fè, pou yo oblije yon moun peye dèt li, dwe fèt menm jan tou.

Atik 182:

Si de (2) tribinal pa antann yo sou kilès nan yo, ki dwe jije yon kòz, se tribinal kasasyon ki va deside sa, selon sa ki ekri nan lalwa.

Atik 182-1:

Tribinal kasasyon gen dwa jije tout desizyon tribinal militè yo fè, ni sou sa ki te pase, ni sou jan jijman an te fèt.

Atik 183:

Lè pa gen antant sou lwa ki pa ta ann akò ak konstitisyon an, tout manm tribinal kasasyon an mete ansanm pou yo jije kòz la, depi yo pote kòz la devan tribinal kasasyon an.

Atik 183-1:

Lè lachanm fin esplike sans yon lwa, pa dwe gen diskisyon sou sans lwa sa a ankò. Men, yo pa gen dwa sèvi ak lwa sa a, pou sa ki te rive anvan li fèt.

Atik 183-2:

Tribinal pa gen dwa aplike desizyon ak regleman administrasyon leta, ki pa ta soti dakò ak lalwa.

Article 184:

La loi détermine les compétences des cours et tribunaux, règle la façon de procéder devant eux.

Article 184-1:

Elle prévoit également les sanctions disciplinaires à prendre contre les juges et les officiers du ministère public, à l'exception des juges de la cour de cassation qui sont justiciables de la haute cour de justice pour forfaiture.

CHAPITRE V

De la Haute Cour de Justice

Article 185:

Le sénat peut s'ériger en haute cour de justice. Les travaux de cette cour sont dirigés par le président du sénat assisté du président et du vice-président de la cour de cassation comme vice-président et secrétaire, respectivement, sauf si des juges de la cour de cassation ou des officiers du ministère public près cette cour sont impliqués dans l'accusation, auquel cas, le président du sénat se fera assister de deux (2) sénateurs dont l'un sera désigné par l'inculpé et les sénateurs sus-visés n'ont pas voix délibérative.

Article 186:

La chambre des députés, à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres prononce la mise en accusation:

- a) Du président de la république pour crime de haute trahison ou tout autre crime ou délit commis dans l'exercice de ses fonctions;
- b) Du premier ministre, des ministres et des secrétaires d'état pour crimes de haute trahison et de malversations ou d'excès de pouvoir ou tous autres crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions;
- c) Des membres du conseil électoral permanent et de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif pour fautes graves commises dans l'exercice de leurs fonctions;
- d) Des juges et officiers du ministère public près la cour de cassation pour forfaiture;
- e) Du protecteur du citoyen.

Article 187:

Les membres de la haute cour de justice prêtent individuellement et à l'ouverture de l'audience, le serment suivant:

"Je jure devant Dieu et devant la Nation de juger avec impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre suivant ma conscience et mon intime conviction".

Atik 184:

Se lalwa ki deside ki kòz yon tribinal gen dwa jije ak ki fason pou yo prezante yon kòz devan yon tribinal.

Atik 184-1:

Lalwa prevwa tou, ki pinisyon yo dwe bay jij ak konmisè gouvènman ki merite pinisyon. Men, lè se jij tribinal kasasyon ki fè krim, nan pye travay yo, se piwo tribinal jistis la ki jije yo.

CHAPIT 5

Tribinal lajistis ki piwo a.

Atik 185:

Lachanm senatè gen dwa tounen yon tribinal jistis ki piwo. Se prezidan lachanm senatè ki dirije reyinyon tribinal sa a, avèk prezidan tribinal kasasyon an, kòm vis prezidan. Vis prezidan tribinal kasasyon an, tounen sekretè. Men, sizanka gen jij tribinal kasasyon ou byen konmisè gouvènman nan tribinal kasasyon an, ki twouve mele nan koze a, prezidan lachanm senatè a, va mande de (2) senatè vin ede l nan travay li. Moun yo akize a, va gen dwa chwazi youn nan de (2) senatè sa yo. Men, senatè sa yo, pap gen dwa vote.

Atik 186:

Aprè vin gen de (2) depite sou chak twa (3) manm lachanm ki mande jijman, men ki moun yo gen dwa jije devan piwo tribinal jistis la:

- 1) Prezidan repiblik la, sizanka li fè krim trayi peyi li, ou byen nenpòt lòt krim, ou byen nenpòt lòt fòt grav, nan pye travay li.
- 2) Premye minis, minis, sekretè deta, ki fè krim trayi peyi yo. Menm moun sa yo toujou, depi yo fè krim vòlè lajan leta, kraze zo, ou byen pou nenpòt lòt fòt grav yo fè, nan pye travay yo.
- 3) Manm konsèy elektoral ki la nèt la, manm tribinal ki kontwole tout lajan leta e ki regle tout kòz anplwaye, lè moun sa yo fè yon krim ou byen yon fòt ki grav, nan pye travay yo.
- 4) Jij tribinal kasasyon ak konmisè gouvènman nan tribinal kasasyon an, lè yo fè yon krim nan pye travay yo.
- 5) Moun leta nonmen an, pou li pwoteje dwa tout sitwayen.

Atik 187:

Anvan yon reyinyon piwo tribinal jistis la konmanse, chak manm tribinal sa a dwe leve lamèn pou yo deklare:

"Mwen sèmante, devan Bon Dye ak devan peyi a se ak tout konviksyon mwen ak tout kouraj mwen m ap jije kòz sa a, an moun debyen, an moun ki lib, dapre konsyans mwen ak lide mwen".

Article 188:

La haute cour de justice, au scrutin secret et à la majorité absolue, désigne parmi ses membres, une commission chargée de l'instruction.

Article 188-1:

La décision sous forme de décret est rendue sur le rapport de la commission d'instruction et à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 189:

La haute cour de justice ne siège qu'à la majorité des deux tiers (2/3) de ses membres.

Article 189-1:

Elle ne peut prononcer d'autre peine que la destitution, la déchéance et la privation du droit d'exercer toute fonction publique durant cinq (5) ans au moins et quinze (15) ans au plus.

Article 189-2

Toutefois, le condamné peut être traduit devant les tribunaux ordinaires, conformément à la loi, s'il y a lieu d'appliquer d'autres peines ou de statuer sur l'exercice de l'action civile.

Article 190:

La haute cour de justice, une fois saisie, doit siéger jusqu'au prononcé de la décision, sans tenir compte de la durée des sessions du corps législatif.

TITRE VI

Des institutions indépendantes

CHAPITRE I

Du Conseil Electoral Permanent

Article 191:

Le conseil électoral permanent est chargé d'organiser et de contrôler en toute indépendance, toutes les opérations électorales sur tout le territoire de la république jusqu'à la proclamation des résultats du scrutin.

Article 191-1:

Il élabore également le projet de loi électorale qu'il soumet au pouvoir exécutif pour les suites nécessaires.

Atik 188:

Piwo tribinal jistis la chwazi yon komite, an pami manm tribinal la ki soti ak plis vòt pou prepare jijman an.

Atik 188-1:

Komite pou preparasyon kòz la va prezante piwo tribinal jistis la yon rapò. Piwo tribinal jistis la va fè desizyon l sou rapò a, an fòm yon dekrè. Fòk sou chak twa (3) manm tribinal la, gen de (2) omwen ki vote an favè dekrè a.

Atik 189:

Pou piwo tribinal jistis la gen dwa travay, fòk gen de (2) manm omwen ki la, sou chak twa (3) manm.

Atik 189-1:

Men ki pinisyon piwo tribinal jistis la gen dwa bay ase:

- 1) Fè moun yo kondane a, pèdi plas li.
- 2) Fè l pèdi tout avantaj plas sa a te ba li.
- 3) Defann li travay nan plas leta pandan senk (5) ane, pou pi piti, ou byen pandan kenz ane pou pi plis.

Atik 189-2:

Anyen pa anpeche yo fè, moun piwo tribinal jistis la kondane, pase devan lòt tribinal nòma yo toujou, selon sa lalwa mande si ta gen lòt pinisyon pou bay ou byen pou deside rale reparasyon ki pou fèt.

Atik 190:

Depi yo mete yon kòz devan piwo tribinal jistis la, tribinal la fèt pou l kontinye travay, jistan li fè desizyon l, san l pa okipe peryòd travay lachanm yo.

SIZYÈM PATI KONSTITISYON AN

Sèvis Leta ki endepandan yo

CHAPIT X

Konsèy elektoral ki la tout bon

Atik 191:

Konsèy elektoral ki la tout bon anchaje òganize tout afè eleksyon, e li anchaje kontwòle tout afè eleksyon nan tout peyi a, jis jou yo bay rezilta vòt la, san li pa sou zòd pèsonn.

Atik 191-1:

Se li ki prepare pwojè lwa pou eleksyon. Lè fini, li remèt moun ki gen pouvwa dirije peyi a, pwojè lwa a, pou yo fè tou sa ki nesèsè.

Article 191-2:

Il s'assure de la tenue à jour des listes électorales.

Article 192:

Le conseil électoral permanent comprend neuf (9) membres choisis sur une liste de trois (3) noms proposés par chacune des assemblées départementales:

3 sont choisis par le pouvoir exécutif;

3 sont choisis par la cour de cassation;

3 sont choisis par l'assemblée nationale.

Les organes sus-cités veillent autant que possible à ce que chacun des départements soit représenté.

Article 193:

Pour être membre du conseil électoral permanent, il faut:

1) Être Haïtiens d'origine;

2) Être âgé au moins de quarante (40) ans révolus;

3) Jouir de ses droits civils et politiques et n'avoir jamais été condamné à une peine afflictive et infamante;

4) Avoir reçu décharge de sa gestion si on a été comptable de deniers publics;

5) Avoir résidé dans le pays au moins trois (3) ans avant sa nomination.

Article 194:

Les membres du conseil électoral permanent sont nommés pour une période de neuf (9) ans non renouvelable par tiers tous les trois (3) ans. Le président est choisi par les membres.

Article 194-1

Le conseil électoral permanent est renouvelable par tiers tous les trois (3) ans. Le président est choisi parmi les membres.

Article 194-2:

Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil électoral permanent prêtent le Serment suivant devant la cour de cassation:

"Je jure de respecter la constitution et les dispositions de la loi électorale et de m'acquitter de ma tâche avec dignité, indépendance, impartialité et patriotisme".

Article 195:

En cas de faute grave commise dans l'exercice de leur fonction, les membres du conseil électoral permanent sont passibles de la haute cour de justice.

Atik 191-2:

Li kontwole si lis non moun ki gen dwa vote yo, toujou an fòm.

Atik 192:

Konsèy elektoral ki la nèt la fòme ak nèf (9) manm, yo chwazi nan yon lis twa (3) non, chak asanble depatman yo prezante.

Moun kap dirije peyi a, chwazi twa (3) nan yo. Tribinal kasasyon chwazi twa (3) nan yo. Asanble nasyonal la chwazi twa (3) nan yo.

Twa gwoup moun sa yo dwe fè yon jan, pou chak depatman gen moun nan konsèy elektoral la.

Atik 193:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin manm konsèy elektoral ki la toutbon:

- 1) Fòk li Ayisyen natif natal. Epi, fòk li pa te janm lage nasyonalite li.
- 2) Fòk li deja gen karant (40) ane pou pi piti.
- 3) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li. E, fòk li pa janm jwenn okenn pinisyon grav ou byen okenn pinisyon pou l ta wont.
- 4) Fòk li gen papye ofisyèl li, kòmkiwa li an règ ak Leta, si li te reskonsab lajan leta.
- 5) Fòk li te rete omwen twa (3) ane nan peyi a, anvan jou yo nonmen l manm konsè elektoral tout bon an.

Atik 194:

Tan sèvis manm konsèy elektoral tout bon an, se nèf (9) ane. Yo pa gen dwa double. Ni yo pa gen dwa manyen yo.

Atik 194-1:

Chak twa (3) ane, yo fèt pou yo chanje twa (3) nan nèf (9) manm konsèy elektoral ki apre tan sèvis yo fini. Yo chwazi prezidan konsèy elektoral la an pami manm konsèy la.

Atik 194-2:

Men pawòl manm konsèy elektoral pale, lè yo leve lamèn, devan tribinal kasasyon an, anvan yo rantre nan travay yo:

"Mwen sèman m ap respekte konstitisyon an, ansanm ak sa lwa elektoral la prevwa.

Mwen sèman m ap fè travay mwen an moun debyen, an moun ki pa sou zòd moun, an moun ki pa nan moun pa, an moun ki renmen peyi l".

Atik 195:

Sizanka yon manm konsèy elektoral ki fè yon fòt ki grav, nan pye travay li se gwo tribinal espesyal la ki dwe jije l pou sa.

Article 195-1:

Le siège du conseil électoral permanent se trouve à la capitale. Sa juridiction s'étend sur tout le territoire de la république.

Article 196:

Les membres du conseil électoral permanent ne peuvent occuper aucune fonction publique, ni se porter candidat à une fonction élective pendant toute la durée de leur mandat.

En cas de démission, tout membre du conseil doit attendre trois (3) ans avant de pouvoir briguer une fonction élective.

Article 197:

Le conseil électoral permanent est le contentieux de toutes les contestations soulevées à l'occasion soit des élections, soit de l'application ou de la violation de la loi électorale, sous réserve de toute poursuite légale à entreprendre contre le ou les coupables par devant les tribunaux compétents.

Article 198:

En cas de vacance créée par décès, démission ou toute autre cause, il est pourvu au remplacement du membre, suivant la procédure fixée par l'Article 192 pour le temps qui reste à courir, compte tenu du pouvoir qui avait désigné le membre à remplacer.

Article 199:

La loi détermine les règles d'organisation et de fonctionnement du conseil électoral permanent.

CHAPITRE II

De la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif

Article 200:

La cour supérieure des comptes et du contentieux administratif est une juridiction financière, administrative, indépendante et autonome. Elle est chargée du contrôle administratif et juridictionnel des recettes et des dépenses de l'état, de la vérification de la comptabilité des entreprises d'état ainsi que de celles des collectivités territoriales.

Article 200-1:

La cour supérieure des comptes et du contentieux administratif connaît des litiges mettant en cause l'état et les Collectivités territoriales, l'administration et les fonctionnaires publics, les services publics et les administrés.

Atik 195-1:

Konsèy elektoral ki la nèt la chita nan kapital la. Men, se tout peyi a ki sou kont li, pou afè eleksyon.

Atik 196:

Plas manm konsèy elektoral la, pa ale ak okenn lòt plas leta. Pandan tout tan sèvis yo, yo pa gen dwa kandida pou okenn plas leta ki mande eleksyon. Yo fèt pou yo tann twa (3) lane, apre yo bay demisyon yo, anvan pou yo ta kandida pou yon plas leta ki mande eleksyon.

Atik 197:

Konsèy elektoral la dwe regle tout diskisyon ki leve, ni nan afè eleksyon, ni jan jan yo aplike lwa eleksyon an, ni nan jan yo pa aplike lwa eleksyon an. Sa pa anpeche yo gen dwa ale devan lòt tribinal ki gen dwa jije yon moun ou byen plizyè moun ki ta koupab, pou yo pini yo.

Atik 198:

Sizanka plas yon manm konsèy elektoral la vin vid, poutèt lanmò, poutèt demisyon, ou byen pou yon lòt rezon, se pou yo ranplase manm sa a, pou rès tan sèvis li. Se gwoup moun ki te chwazi manm ki pa la ankò a, ki dwe ranplase l, jan sa make nan nimewo 192 la.

Atik 199:

Lalwa deside kouman konsèy elektoral, òganize ak kouman pou li mache.

CHAPIT 2

Tribinal ki kontwole tout lajan leta e ki regle tout kòz anplwaye leta

Atik 200:

Tribinal ki kontwole tout lajan leta e ki regle tout kòz anplwaye leta, se yon tribinal ki endepandan e ki mèt tèt li. L okipe tout afè lajan leta ak tout afè administrasyon leta. Li anchaje kontwole si yo administre resèt ak depans leta yo, legal. Li dwe kontwole liv kontabilite biznis leta ak biznis kolektivite teritoryal yo.

Atik 200-1:

Men ki sa tribinal ki kontwole tout lajan leta e ki regle tout kòz anplwaye leta yo gen dwa jije. Tout pwoblèm ki mele ak leta, ak kolektivite teritoryal yo, ak administrasyon piblik, ak anplwaye leta, ak sèvis leta, ak moun ki resevwa sèvis nan men leta.

Article 200-2:

Ses décisions ne sont susceptibles d'aucun recours, sauf le pourvoi en cassation.

Article 200-3:

La cour supérieure des comptes et du contentieux administratif comprend deux (2) sections:

- 1) La section du contrôle financier;
- 2) La section du contentieux administratif.

Article 200-4:

La cour supérieure des comptes et du contentieux administratif participe à l'élaboration du budget et est consultée sur toutes les questions relatives à la législation sur les finances publiques ainsi que sur tous les projets de contrats, accords et conventions à caractère financier ou commercial auxquels l'état est partie. Elle a le droit de réaliser les audits dans toutes les administrations publiques.

Article 200-5:

Pour être membre de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif, il faut:

- a) Etre Haïtien et n'avoir jamais renoncé à sa nationalité;
- b) Etre âgé de trente-cinq (35) ans accomplis;
- c) Avoir reçu décharge de sa gestion lorsqu'on a été comptable de deniers publics;
- d) Etre licencié en droit ou être comptable agréé ou détenteur d'un diplôme d'études supérieures d'administration publique, d'économie ou de finances publiques;
- e) Avoir une expérience de cinq (5) années dans une administration publique ou privée;
- f) Jouir de ses droits civils et politiques.

Article 200-6:

Les candidats à cette fonction font directement le dépôt de leur candidature au bureau du sénat de la république. Le sénat élit les dix (10) membres de la cour, qui parmi eux désignent leurs président et vice-président.

Article 201:

Ils sont investis d'un (1) mandat de dix (10) années et sont inamovibles.

Article 202:

Avant d'entrer en fonction, les membres de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif prêtent devant une section de la cour de cassation, le serment suivant:

Atik 200-2:

An wetan tribinal kasasyon, okenn lòt tribinal, pa ka vle revize yon desizyon tribinal kontwòl la.

Atik 200-3:

Tribinal sa a gen de (2) branch:

- 1) Yon branch pou kontwòle lajan.
- 2) Yon branch pou pwoblèm administrasyon.

Atik 200-4:

Tribinal sa a bay konkou l pou yo fè bidjè leta a. Yo dwe mande l sa l panse, anvan pou yo fè nenpòt lwa sou lajan leta, anvan pou yo siyen nenpòt kontra, nenpòt regleman, nenpòt papye pou leta, sou afè lajan ou byen dou komès. Li gen dwa kontwòle liv kontabilite tout sèvis leta yo.

Atik 200-5:

Men nan ki kondisyon yon moun gen dwa vin manm tribinal sa a:

- 1) Fòk li Ayisyen, e fòk li pa te janm lage nasyonalite li.
- 2) Fòk li deja gen transek (35) ane.
- 3) Fòk li gen papye ofisyèl li, kòmkiwa li an règ ak leta, si li te reskonsab lajan leta.
- 4) Fòk li gen yon lisans an dwa ou byen fòk li gen yon diplòm kontab ofisyèl, ou byen yon diplòm inivèsite, lan administrasyon piblik, osinon lan ekonomi, osinon lan finans piblik.
- 5) Fòk li te travay pandan senk (5) ane nan yon sèvis leta ou byen nan yon sèvis prive.
- 6) Fòk li gen tout dwa sivil li ak tout dwa politik li.

Atik 200-6:

Moun ki vle kandida pou plas manm tribinal sa a, fèt pou yo enskri non yo, yo menm, nan biwo lachanm senatè yo. Lachanm senatè yo va chwazi dis (10) manm tribinal sa a. Se dis (10) manm yo ki va chwazi an pami yo prezidan ak yon vis-prezidan.

Atik 201:

Tan sèvis manm tribinal sa a, se dis (10) ane. San yo pa gen dwa manyen yo.

Atik 202:

Men pawòl manm tribinal sa a, pale, lè yo leve lamen devan yon branch tribinal kasasyon an, anvan yo rantre nan travay yo: "Mwen sèman m ap respekte konstitisyon an, ansanm ak lwa peyi a. Mwen sèman m ap fè travay mwen

“Je jure de respecter la constitution et les lois de la république, de remplir mes fonctions avec exactitude et loyauté et de me conduire en tout avec dignité”.

Article 203:

Les membres de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratifs sont justiciables de la haute cour de justice pour les fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction.

Article 204:

La cour supérieure des comptes et du contentieux administratif fait parvenir chaque année au corps législatif dans les trente (30) jours qui suivent l'ouverture de la première session législative, un rapport complet sur la situation financière du pays et sur l'efficacité des dépenses publiques.

Article 205:

L'organisation de la cour sus-mentionnée, le statut de ses membres, son mode de fonctionnement sont établis par la loi.

CHAPITRE III

De la Commission de Conciliation

Article 206:

La commission de conciliation est appelée à trancher les différends qui opposent le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif ou les deux (2) branches du pouvoir législatif. Elle est formée ainsi qu'il suit:

- a) Le président de la cour de cassation: président;
- b) Le président du sénat: vice-président;
- c) Le président de la chambre des députés: membre;
- d) Le président du conseil électoral permanent: membre;
- e) Le vice-président du conseil électoral permanent: membre;
- f) Deux (2) ministres désignés par le président de la république: membres.

Article 206-1:

Le mode de fonctionnement de la commission de conciliation est déterminé par la loi.

CHAPITRE IV

De la Protection du Citoyen

Article 207:

Il est créé un office dénommé “Office de la protection du citoyen” dont le but est de protéger tout individu contre toutes les formes d'abus de l'administration publique.

Article 207-1:

L'office est dirigé par un citoyen qui porte le titre de protecteur du citoyen. Il

korèk, san mank, an moun debyen".

Atik 203:

Sizanka yon manm tribinal fè de fòt grav, nan pye travay li, se piwo tribinal jistis la ki dwe ijje l pou sa.

Atik 204:

Chak ane, anvan trant jou pase, apre premye peryòd travay lachanm konmanse, tribinal dwe fè lachanm jwenn yon rapò sou tout sitiyasyon lajan peyi a, epi sou tout depans ki fèt ak lajan leta.

Atik 205:

Lalwa deside kouman tribinal sa a òganize, kouman li mache, epi ki wòl ak ki dwa manm li yo genyen.

CHAPIT 3: Komite pou mete antant

Atik 206:

Gen yon komite pou mete antant ant gwoup moun kap dirije peyi a ak gwoup moun ki fè lwa, lè pa gen antant. Menm jan tou, lachanm senatè ak lachanm depite, gen pwoblèm. men ki moun ki nan komite sa a:

- 1) Prezidan tribinal kasasyon an. Se li ki prezidan komite a.
- 2) Prezidan lachanm senatè. Se li ki vis-prezidan komite a.
- 3) Prezidan lachanm depite. Li manm komite a.
- 4) Prezidan konsèy elektoral ki la nèt la. Li manm komite a.
- 5) Vis-prezidan konsèy elektoral ki la nèt la. Li manm komite a.
- 6) De (2) minis, prezidan repiblik la chwazi. Yo manm komite a.

Atik 206-1:

Lalwa deside kouman komite pou mete antant lan mache.

CHAPIT 4: Biwo pou pwoteje sitwayen

Atik 207:

Yo mete yon biwo yo rele: Biwo pou pwoteje sitwayen. Biwo sa a la, pou li pwoteje tout moun, kont tout kalite abi yo ta fè yo, nan sèvis leta yo.

Atik 207-1:

Sitwayen ki alatèt biwo sa a, pote non: moun ki pwoteje sitwayen. Prezidan

est choisi par consensus entre le président de la république, le président du sénat et le président de la chambre des députés. Il est investi d'un mandat de sept (7) ans, non renouvelable.

Article 207-2:

Son intervention en faveur de tout plaignant se fait sans frais aucun, quelle que soit la juridiction.

Article 207-3:

Une loi fixe les conditions et règlements de fonctionnement de l'office du protecteur du citoyen.

CHAPITRE V

De l'Université - De l'Académie - De la Culture

Article 208:

L'enseignement supérieur est libre. Il est dispensé par l'université d'état d'Haïti qui est autonome et par des écoles supérieures publiques et des écoles supérieures privées agréées par l'état.

Article 209:

L'état doit financer le fonctionnement et le développement de l'université d'état d'Haïti et des écoles supérieures publiques. Leur organisation et leur localisation doivent être envisagés dans une perspective de développement régional.

Article 210:

La création de centres de recherches doit être encouragée.

Article 211:

L'autorisation de fonctionner des universités et des écoles supérieures privées est subordonnée à l'approbation technique du conseil de l'université d'état, à une participation majoritaire haïtienne au niveau du capital et du corps professoral ainsi qu'à l'obligation d'enseigner notamment en langue officielle du pays.

Article 211-1:

Les universités et écoles supérieures privées et publiques dispensent un enseignement académique et pratique adapté à l'évolution et aux besoins du développement national.

Article 212:

Une loi organique régit la création, la localisation et le fonctionnement des universités et des écoles supérieures publiques et privées du pays.

repiblik la antann li, ni ak prezidan lachanm senatè, ni ak prezidan lachanm depite, pou yo chwazi l. Tan sèvis li, se sèt (7) lane. Pa gen double.

Atik 207-2:

Li mèt nan nenpòt tribinal, l al defann yon moun ki pote plent nan biwo a, sa toujou fèt gratis.

Atik 207-3:

Yon lwa regle nan ki kondisyon biwo pou pwoteje sitwayen an mache, epi ak ki regleman.

CHAPIT 5:

Inivèsite. Akademi. Kilti pèp ayisyen an

Atik 208:

Lekòl ki fèt pou moun jwenn degre konesans ki vin apre lekòl segondè dwe lib. Degre konesans siperyè sa a, yo jwenn li, nan inivèsite deta d Ayiti, nan lekòl siperyè leta, ou byen nan lekòl siperyè prive, leta bay pèmasyon louveri. Inivèsite deta d Ayiti mèt tèt li.

Atik 209:

Leta fèt pou l bay, ni inivèsite deta d Ayiti a, ni lekòl siperyè leta yo, lajan yo bezwen pou yo mache epi pou yo fè bon jan pwogrè. Kote yo mete yo, ak jan pou yo mache, tou sa dwe fèt pou zòn nan ka devlope.

Atik 210:

Yo dwe ankouraje moun fòme sant pou yo chèche tout mwayen pou lasyans fè pwogrè.

Atik 211:

Pou inivèsite ak lekòl siperyè prive ka louveri fòk yo jwenn pèmasyon pou sa, nan men konsèy inivèsite deta a. Pi fò pwofesè yo tou, dwe Ayisyen. Pi fò kou yo, dwe fèt nan lang ofisyèl peyi a.

Atik 211-1:

Sa yap etidye nan inivèsite, ni nan lekòl siperyè prive ak lan lekòl siperyè leta, fòk li koresponn a sa peyi a bezwen pou l devlope.

Atik 212:

Yon lwa espesyal regle nan ki kondisyon ki kote ak kijan yo gen dwa mete inivèsite, lekòl siperyè leta, ak lekòl siperyè prive.

Article 213:

Une académie haïtienne est instituée en vue de fixer la langue créole et de permettre son développement scientifique et harmonieux.

Article 213-1:

D'autres académies peuvent être créées.

Article 214:

Le titre de membre de l'académie est purement honorifique.

Article 214-1:

La loi détermine le mode d'organisation et de fonctionnement des académies.

Article 215:

Les richesses archéologiques, historiques, culturelles et folkloriques du pays de même que les richesses architecturales, témoins de la grandeur de notre passé, font partie du patrimoine national.

En conséquence, les monuments, les ruines, les sites des grands faits d'armes de nos ancêtres, les centres réputés de nos croyances africaines et tous les vestiges du passé sont placés sous la protection de l'état.

Article 216:

La loi détermine pour chaque domaine les conditions spéciales de cette protection.

TITRE VII

Des Finances Publiques

Article 217:

Les finances de la république sont décentralisées. La gestion en est assurée par le ministère y afférant. L'exécutif assisté d'un conseil interdépartemental élabore la loi qui fixe la portion et la nature des revenus publics attribués aux collectivités territoriales.

Article 218:

Aucun impôt au profit de l'état ne peut être établi que par une loi. Aucune charge, aucune imposition soit départementale, soit municipale, soit de section communale, ne peut être établie qu'avec le consentement de ces collectivités territoriales.

Article 219:

Il ne peut être établi de privilège en matière d'impôts. Aucune exception, aucune augmentation, diminution ou suppression d'impôt ne peut être établie

Atik 213:

Yo mete yon Akademi Ayisyen pou li fikse lang kreyòl la e pou li fè l kapab devlope anfòm, ann òd epi selon prensip lasyans.

Atik 213-1:

Yo kapab mete lòt akademi toujou.

Atik 214:

Pote non: manm akademi, se yon lonè, se pa yon djob.

Atik 214-1:

Lalwa deside kouman akademi yo òganize ak kouman pou yo mache.

Atik 215:

Tout bèl bagay ki te fabrike lan tan lontan, tou sa ki antre lan eritaj peyi a, tout kote istwa d Ayiti fèt, tout bèl kay ak moniman tan lontan yo, ki montre pèp Ayisyen se yon gran pèp, se byen peyi a yo ye. Se pou sa, leta reskonsab pwoteje:

- 1) Tout moniman lontan yo, ak sa ki rete nan yo.
- 2) Tout kote, san moun lontan nou yo te koule, nan goumen ak lènmi nou yo.
- 3) Tout kote yo abitye sèvi selon kwayans Lafrik.
- 4) Tout bagay ki lan eritaj nou resevwa.

Atik 216:

Lalwa va detaye ki jan, ak nan ki kondisyon, yo va pwoteje tout richès sa yo.

SETYÈM PATI KONSTITISYON AN

Lajan Leta

Atik 217:

Lajan leta fèt pou l gaye lan tout peyi a. Gen yon ministè ki okipe tout keksyon lajan leta. Yon konsèy pou tout depatman yo, dwe ede gwoup moun kap dirije peyi a, prepare lwa ki fikse valè chak zòn peyi a gen pou resevwa nan lajan leta a.

Atik 218:

Se ak yon lwa sèlman, yo gen dwa mete yon enpo pou leta. Kit nan depatman, kit nan komin, kit nan seksyon kominal, yo pa kapab mete okenn dwa ni okenn kalite enpo, san zòn peyi sa yo, pa dakò ak sa.

Atik 219:

Nan peye enpo, nan pwen fè favè. Se lalwa sèlman ki kapab bay dwa pa peye enpo, mete sou enpo, wete sou enpo, disparèt enpo.

que par la loi.

Article 220:

Aucune pension, aucune gratification, aucune subvention, à la charge du trésor public, ne peut être accordée qu'en vertu d'une loi. Les pensions versées par l'état sont indexées sur le coût de la vie.

Article 221:

Le cumul des fonctions publiques salariées par l'état est formellement interdit, excepté pour celles de l'enseignement, sous réserve des dispositions particulières.

Article 222:

Les procédures relatives à la préparation du budget et à son exécution sont déterminées par la loi.

Article 223:

Le contrôle de l'exécution de la loi sur le budget et sur la comptabilité publique est assuré par la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif et par l'office du budget.

Article 224:

La politique monétaire nationale est déterminée par la banque centrale conjointement avec le ministère de l'économie et des finances.

Article 225:

Un organisme public autonome jouissant de la personnalité juridique et de l'autonomie financière remplit les fonctions de banque centrale. Son statut est déterminé par la loi.

Article 226:

La banque centrale est investie du privilège exclusif d'émettre avec force libératoire sur tout le territoire de la république, des billets représentatifs de l'unité monétaire, selon le titre, le poids, la description, le chiffre et l'emploi fixés par la loi.

Article 227:

Le budget de chaque ministère est divisé en chapitre et sections et doit être voté article par article.

Article 227-1:

Les valeurs à tirer sur les allocations budgétaires ne pourront en aucun cas dépasser le douzième de la dotation pour un mois déterminé, sauf en décembre à cause du bonus à verser à tous fonctionnaires et employés publics.

Atik 220:

Se yon lwa sèlman ki kab pèmèt yo sèvi ak lajan leta, ni pou pansyon, ni pou mete anwo salè, ni pou èd, ni pou sibvansyon. Pansyon leta yo, va suiv pri lavi tou lejou, pye pou pye.

Atik 221:

Pèsonn moun pa janm gen dwa touche nan de (2) plas leta an menm tan, sòf plas pwofesè, epi lè gen yon aranjman espesyal ki fèt.

Atik 222:

Lalwa deside ki demach ki dwe fèt pou prepare bidjè leta a, e pou aplike l.

Atik 223:

Tribinal ki kontwole tout lajan leta, e ki regle tout kòz anplwaye leta, ansanm ak biwo bidjè leta a, anchaje kontwole kouman yo aplike lwa sou bidjè leta a ak sou kontabilite leta a.

Atik 224:

Se bank santral la, ansanm ak ministè ekonomi ak ministè finans ki regle kouman pou yo sèvi ak lajan peyi a.

Atik 225:

Bank santral la, se yon sèvis leta ki mèt tèt li. Li gen tout dwa yon granmoun genyen, devan lalwa. Li mèt tèt li toujou, sou koze lajan. Lalwa deside ki wòl ak ki dwa bank santral la genyen .

Atik 226:

Se sèl bank santral la ki gen dwa fè lajan ki vo pou tout peyi d Ayiti. Lalwa regle sa lajan anwo, sa ki make anwo biye lajan ak pyès monnen yo, ki desen ak ki nimewo ki dwe anwo yo, ki pwa yo dwe genyen.

Atik 227:

Bidjè chak ministè divize an chapit ak an paragaf. Yo dwe vote chak nimewo bidjè yo, youn dèyè lòt.

Atik 227-1:

Depans leta gen pou kalkile dapre kantite bidjè a prevwa divize l an douz pòsyon mwa aksepte pou mwa desanm lan pou tèt boni anplwaye yo resevwa.

Article 227-2:

Les comptes généraux des recettes et des dépenses de la république sont gérés par le ministre des finances selon un mode de comptabilité établi par la loi.

Article 227-3:

Les comptes généraux et les budgets prescrits par l'article précédent, accompagnés du rapport de la cour supérieure des comptes et du contentieux administratif doivent être soumis aux chambres législatives par le ministre des finances au plus tard dans les quinze (15) jours de l'ouverture de la session législative. Il en est de même du bilan annuel et des opérations de la banque centrale, ainsi que de tous autres comptes de l'état haïtien.

Article 227-4:

L'exercice administratif commence le premier octobre de chaque année et finit le trente (30) septembre de l'année suivante.

Article 228:

Chaque année, le corps législatif arrête:

- a) Le compte des recettes et des dépenses de l'état pour l'année écoulée ou les années précédentes;
- b) Le budget général de l'état contenant l'aperçu et la portion des fonds alloués pour l'année à chaque ministère.

Article 228-1:

Toutefois, aucune proposition, aucun amendement ne peut être introduit au budget à l'occasion du vote de celui-ci, sans la prévision correspondante des voies et moyens.

Article 228-2:

Aucune augmentation, aucune réduction ne peut être apportée aux appointements des fonctionnaires publics que par une modification des lois y afférentes.

Article 229:

Les chambres législatives peuvent s'abstenir de tous travaux législatifs tant que les documents sus-visés ne leur sont pas présentés. Elles refusent la décharge aux ministres lorsque les comptes présentés ne fournissent pas par eux-mêmes ou les pièces à l'appui, les éléments de vérification et d'appréciation nécessaires.

Article 230:

L'examen et la liquidation des comptes de l'administration générale et de tout comptable de deniers publics se font suivant le mode établi par la loi.

Article 231:

Au cas où les chambres législatives, pour quelque raison que ce soit, n'arrêtent pas à temps le budget pour un ou plusieurs départements ministériels avant leur

Atik 227-2:

Se minis finans lan ki okipe kontabilite tout resèt ak tout depans leta, selon sistèm kontabilite lalwa mete pou sa.

Atik 227-3:

Chak ane, anvan kenz (15) jou pase, apre premye peryòd travay lachanm konmanse, minis finans lan dwe voye liv kontabilite ak bidjè sa yo, nan lachanm, ansanm ak rapò tribinal ki kontwole tout lajan leta, e ki regle tout kòz anplwaye leta. Menm jan tou pou tout lòt liv kontabilite leta yo, ak pou bilan aktivite bank santral la dwe fè chak ane.

Atik 227-4:

Pou tout afè lajan ak administrasyon leta, se premye oktòb ki premye jou ane fiskal la, e se 30 septanm ki dènye jou a.

Atik 228:

Chak ane, lachanm mete yon pwen final:

- 1) Nan total resèt ak depans leta, pou ane ki fèk pase a, ak lòt ane anvan yo.
- 2) Nan tout bidjè leta a. Bidjè sa a dwe bay ki pòsyon lajan chak ministè ap jwenn pou ane a.

Atik 228-1:

Men lè y ap vote bidjè leta a, yo pa kapab maned okenn chanjman nan bidjè a, sanyo pa prevwa kote y ap jwenn lajan an.

Atik 228-2:

Yo pa kapab ni mete, ni wete sou lajan anplwaye leta yo, san yo pa chanje lwa ki regle salè anplwaye sa yo touche.

Atik 229:

Lachanm gen dwa pa travay toutotan li pa jwenn dokiman yo pale de yo, pi wo a. Si dokiman yo, ou byen pyès ki lan atik piwo yo. Si dokiman yo prezante lachanm pa pèmèt yo verifye depans yo li ka refize bay minis yo, papyè ofisyèl yo, kòmkiwa yo an règ ak leta pou lajan leta ki te sou kont yo.

Atik 230:

Lalwa deside kouman yo dwe fè kalkil ak regleman kontabilite tout administrasyon leta a. Menm jan tou pou moun ki reskonsab lajan leta.

Atik 231:

Sizanka lachanm pa te gen tan fèmen ane fiskal la pou yon depatman minis ou byen pou plizyè ministè, pou nenpòt rezon, se ak bidjè ki pankò fèmen an y a

ajournement, le ou les budgets des départements intéressés restent en vigueur jusqu'au vote et adoption du nouveau budget.

Article 231-1:

Au cas où par la faute de l'exécutif, le budget de la république n'a pas été voté, le président de la république convoque immédiatement les chambres législatives en session extraordinaire à seule fin de voter le budget de l'état.

Article 232:

Les organismes, les entreprises autonomes et les entités subventionnées par le trésor public, en totalité ou en partie, sont régis par des budgets spéciaux et des systèmes de traitements et salaires approuvés par le pouvoir exécutif.

Article 233:

En vue d'exercer un contrôle sérieux et permanent des dépenses publiques, il est élu au scrutin secret, au début de chaque session ordinaire, une commission parlementaire de quinze (15) membres dont neuf (9) députés et six (6) sénateurs, chargée de rapporter sur la gestion des ministres pour permettre aux deux (2) Assemblées de leur donner décharge.

Cette commission peut s'adjoindre des spécialistes pour l'aider dans son contrôle.

TITRE VIII

De la Fonction Publique

Article 234:

L'administration publique haïtienne est l'instrument par lequel l'état concrétise ses missions et objectifs. Pour garantir sa rentabilité, elle doit être gérée avec honnêteté et efficacité.

Article 235:

Les fonctionnaires et employés sont exclusivement au service de l'état. Ils sont tenus à l'observance stricte des normes éthiques déterminées par la loi sur la fonction publique.

Article 236:

La loi fixe l'organisation des diverses structures de l'administration et précise leurs conditions de fonctionnement.

Article 236-1:

La loi réglemente la fonction publique sur la base de l'aptitude, du mérite et de la discipline. Elle garantit la sécurité de l'emploi.

sèvi, jistan yo vote yon nouvo bidjè.

Atik 231-1:

Sizanka se gouvènman an ki lakò si yo pa vote bidjè leta a, prezidan repiblik la mande yon reyinyon espesyal tousuit, pou lachanm vote bidjè a.

Atik 232:

Sèvis teknik espesyal, biznis, òganizasyon endepandan leta ki mèt tèt yo, kap resevwa lajan leta pou yo sa mande dwa gen bidjè yo apa, men gouvènman an dwe di mo pa l sou sa yo peye anplwaye yo.

Atik 233:

Nan konmansman chak peryòd travay lachanm, yo fè yon vòt sekre pou chwazi kenz komite sa w gen pou louvri je sou kijan minis yo ap depanse lajan leta pou konnen si yo ka ba yo yon lajan lè yo pa minis ankò kòm kwa yo anrèg ak leta. Komite sa a ka fè kèk espesyalis vin ede l nan travay sa a.

**UITYÈM PATI KONSTITISYON AN:
Administrasyon Piblik la**

Atik 234:

Administrasyon piblik peyi d Ayiti, se yon zouti ki pèmèt leta kenbe wòl li korèk. Poul sa bay rannman, fòk moun ki ladan l onèt ak konpetan.

Atik 235:

Fonksyonè leta ak anplwaye leta osèvis leta sèlman. Yo fèt pou yo respekte sa lwa sou administrasyon piblik la mande.

Atik 236:

Se lalwa ki regle ki jan chapant administrasyon piblik la kanpe, e ki jan administrasyon an dwe mache.

Atik 236-1:

Regleman lalwa mete pou administrasyon piblik la, chita sou sa moun kapab fè, sou sa li merite e ak disiplin li suiv regleman yo. Lwa sa a pwoteje plas anplwaye yo.

Article 236-2:

La fonction publique est une carrière. Aucun fonctionnaire ne peut être engagé que par voie de concours ou autres conditions prescrites par la constitution et par la loi, ni être révoqué que pour des causes spécifiquement déterminées par la loi. Cette révocation doit être prononcée dans tous les cas par le contentieux administratif.

Article 237:

Les fonctionnaires de carrière n'appartiennent pas à un service public déterminé mais à la fonction publique qui les met à la disposition des divers organismes de l'état.

Article 238:

Les fonctionnaires indiqués par la loi sont tenus de déclarer l'état de leur patrimoine au greffe du tribunal civil dans les trente (30) jours qui suivent leur entrée en fonction. Le commissaire du gouvernement doit prendre toutes les mesures qu'il juge nécessaires pour vérifier l'exactitude de la déclaration.

Article 239:

Les fonctionnaires et employés publics peuvent s'associer pour défendre leurs droits dans les conditions prévues par la loi.

Article 240:

Les fonctions ou charges politiques ne donnent pas ouverture à la carrière administrative, notamment les fonctions de ministre et de secrétaire d'état, d'officier du ministère public, de délégué et de vice-délégué, d'ambassadeur, de secrétaire privé du président de la république, de membre de cabinet de ministre, de directeur général de département ministériel ou d'organisme autonome, de membres de conseil d'administration.

Article 241:

La loi sanctionne les infractions contre le fisc et l'enrichissement illicite. Les fonctionnaires qui ont connaissance de tels faits ont pour devoir de les signaler à l'autorité compétente.

Article 242:

L'enrichissement illicite peut être établi par tous les modes de preuves, notamment par présomption de la disproportion marquée entre les moyens du fonctionnaire acquis depuis son entrée en fonction, et le montant accumulé du traitement ou des émoluments auxquels lui a donné droit la charge occupée.

Article 243:

Le fonctionnaire coupable des délits sus-désignés ne peut bénéficier que de la prescription vicennale. Cette prescription ne commence à courir qu'à partir de la cessation de ses fonctions ou des causes qui auraient empêchés toute

Atik 236-2:

Administrasyon piblik, se yon metye. Se egzamen, ansanm ak lòt regleman ki pèmèt moun antre ladan l. Regleman sa yo make nan konstitisyon an ou byen nan lalwa. Yo pa gen dwa revoke okenn fonksyonè san se pa pou rezon lalwa make klè. Se tribinal ki regle kòz tout anplwaye Leta ki gen dwa deklare yo revoke yon fonksyonè.

Atik 237:

Fonksyonè Leta, pa sipoze kapab travay sèlman lan yon sèl sèvis leta. Li dwe kapab sèvi nan nenpòt ki branch administrasyon piblik la.

Atik 238:

Lalwa fè n konnen kilès, nan fonksyonè Leta yo, ki sètoblije deklare ki valè byen yo genyen. Yo dwe fè deklarasyon sa a devan grefye tribinal sivil la, anvan trant (30) jou pase, depi yo rantre nan travay yo. Konmisè gouvènman an va fè tou sal kapab pou kontwòle si deklarasyon sa a, laverite.

Atik 239:

Se Fonksyonè ak anplwaye Leta gen dwa mete asosiyasyon sou pye pou yo defann dwa yo. Lalwa prevwa nan ki kondisyon.

Atik 240:

Plas politik ak pòs politik pa pèmèt moun antre nan chemen administrasyon piblik la. Plas politik, se plas tankou: plas minis, sekretè deta, konmisè gouvènman, delege ak vis delege depatman, anbasadè, sekretè prive prezidan repiblik la, manm kabinè yon minis, direktè jeneral yon depatman minis, direktè jeneral sèvis leta ki mèt tèt yo, manm konsèy administrasyon sèvis sa yo.

Atik 241:

Lalwa pini moun ki n an fè koken lan taks yo gen pou peye sèvis kontribisyon, ak moun ki fè kòb nan move konminezon. Fonksyonè leta ki okouran zak sa yo sètoblije avèti otorite ki la pou sa.

Atik 242:

Yo gen dwa chèche jwenn tout kalite prèv kont moun ki fè kòb nan move konminezon sou do leta. Youn nan prèv yo, se lè yon fonksyonè, vin chaje ak byen, li pa ta fouti vin genyen ak tout lajan, plas leta a ta ba l dwa touche, depi li rantre nan travay la.

Atik 243:

Aprè ven (20) lane pase, tribinal pa gen dwa jije yon fonksyonè ki ta koupab zak atik 241/2 ap pale yo. Peryòd 20 lane sa kòmanse kouri lè fonksyonè a pa

poursuite.

Article 244:

L'état a pour devoir d'éviter les grandes disparités d'appointements dans l'administration publique.

TITRE IX

CHAPITRE I

De l'Economie - De l'Agriculture

Article 245:

La liberté économique est garantie tant qu'elle ne s'oppose pas à l'intérêt social. L'état protège l'entreprise privée et vise à ce qu'elle se développe dans les conditions nécessaires à l'accroissement de la richesse nationale de manière à s'assurer la participation du plus grand nombre au bénéfice de cette richesse.

Article 246:

L'état encourage en milieu rural et urbain, la formation de coopératives de production, la transformation de produits primaires et l'esprit d'entreprise en vue de promouvoir l'accumulation du capital national pour assurer la permanence du développement.

Article 247:

L'agriculture, source principale de la richesse nationale, est garante du bien-être des populations et du progrès socio-économique de la nation.

Article 248:

Il est créé un organisme spécial dénommé "Institut national de la réforme agraire" en vue d'organiser la refonte des structures foncières et de mettre en oeuvre une réforme agraire au bénéfice des réels exploitants de la terre. Cet institut élabore une politique agraire axée sur l'optimisation de la productivité au moyen de la mise en place d'infrastructures visant la protection et l'aménagement de la terre.

Article 248-1:

La loi détermine la superficie minimale et maximale des unités de base des exploitations agricoles.

Article 249:

L'état a pour obligation d'établir pour assurer la productivité maximale de la terre et la commercialisation interne des denrées. Des unités d'encadrement technique et financières sont établies pour assister les agriculteurs au niveau de chaque section communale.

kite jòb li ou byen li fè konnen rezon yo ka jije l pavo ankò

Atik 244:

Fòk leta degaje l pou pa gen yon twò gwo diferans nan lajan chak moun touche, nan travay leta.

NEVYÈM PATI KONSTITISYON AN:

CHAPIT 1

Ekonomi peyi a. Travay tè

Atik 245:

Moun gen dwa fè lajan lib, toutotan yo pa nui enterè mas peyi a. Leta pwoteje biznis prive. Li fè yon jan pou mòd biznis sa a ogmante richès tout peyi a, dekwa pou pi plis moun jwenn avantaj pa yo, nan richès sa a.

Atik 246:

Leta ankouraje koperativ nan tout peyi a, ni lavil, ni andeyò. Koperativ sa yo pèmèt pwodui danre epi fè danre sa yo bay bon rannman. Leta ankouraje moun ki vle fè bizins, yon jan pou vin gen pi plis lajan nan peyi a, konsa peyi a va pi fasil kontinye vanse nan bon wout pwogrè.

Atik 247:

Se travay tè ki prensipal richès peyi d Ayiti. Se sa ki va pèmèt tout moun viv alèz, se sa ki va pèmèt peyi a mache nan bon wout pwogrè.

Atik 248:

Yo mete yon biwo espesyal ki rele "Biwo pwogram leta pou regle pwoblèm tè" yon jan ki lan enterè moun kap travay tè a. Biwo sa gen tout mwayen ki pèmèt tè peyi a bay pi bon rannman, yon jan pou tè a pwoteje e pou li vin anfòm.

Atik 248-1:

Lalwa regle ki pi gwo valè tè moun ou byen gwoup moun kap genyen.

Atik 249:

Leta fèt pou li mete tou sa ki nesèsè an plas, pou tè peyi a rive bay tout bon rannman li kapab bay, epi pou tou sa peyi a pwodui, rive vann anndan tout peyi a. Nan chak seksyon kominal, y ap mete gwoup teknisyen pou ede abitan nan komin nan jwenn tout konkou yo bezwen ni pou yo travay tè a, ni pou yo jwenn

Article 250:

Aucun monopole ne peut être établi en faveur de l'état et des collectivités territoriales que dans l'intérêt exclusif de la société. Ce monopole ne peut être cédé à un particulier.

Article 251:

L'importation des denrées agricoles et de leurs dérivés produits en quantité suffisante sur le territoire national est interdite sauf cas de force majeure.

Article 252:

L'état peut prendre en charge le fonctionnement des entreprises de production de biens et des services essentiels à la Communauté, aux fins d'en assurer la continuité dans le cas où l'existence de ces établissements serait menacée. Ces entreprises seront groupées dans un système intégré de gestion.

CHAPITRE II

De l'Environnement

Article 253:

L'environnement étant le cadre naturel de vie de la population, les pratiques susceptibles de perturber l'équilibre écologique sont formellement interdites.

Article 254:

L'état organise la mise en valeur des sites naturels, en assure la protection et les rend accessibles à tous.

Article 255:

Pour protéger les réserves forestières et élargir la couverture végétale, l'état encourage le développement des formes d'énergie propre: solaire, éolienne et autres.

Article 256:

Dans le cadre de la protection de l'environnement et de l'éducation publique, l'état a pour obligation de procéder à la création et à l'entretien de jardins botaniques et zoologiques en certains points du territoire.

Article 257:

La loi détermine les conditions de protection de la faune et de la flore. Elle sanctionne les contrevenants.

Article 258:

Nul ne peut introduire dans le pays des déchets ou résidus de provenance étrangère de quelque nature que ce soit.

lajan yo bezwen.

Atik 250:

Ni leta ni okenn otorite lokal nan peyi a pa ka gen monopòl, sòf si se ta sèl jan pou defann enterè peyi a. Yo pa gen dwa bay yon sèl moun yon monopòl.

Atik 251:

Lè tè peyi d Ayiti kapab fè danre ak pwodui ki soti nan danre yo, sifizaman dekwa pou tout moun nan peyi a jwenn pa yo, yo pa gen dwa kite danre sa yo soti a lettranje pou yo rantre nan peyi a, sòf si ta gen gwo neseseite.

Atik 252:

Leta gen dwa pran yon biznis sou kont li, pou li fè l mache, depi biznis sa a okipe bagay ki nesese pou peyi a, lè biznis sa yo pa kapab kontinye mache. Lè sa a, yo va mete tout biznis ki sou kont leta yo, anba yon sèl administrasyon.

CHAPIT 2

Tè peyi a ak tou sa ki viwonnen l

Atik 253:

Tè peyi a ak tou sa ki viwonnen tè a, se la tout moun viv, nòmal. Yo pa janm gen dwa fè okenn zak ki ta mete ekilib tou sa ki antoure n an danje.

Atik 254:

Leta fèt pou li okipe ranje tout bèl kote nan peyi a, pou yo pi an fòm. Li dwe fè yon jan pou tout moun kapab rive la fasil.

Atik 255:

Leta fèt pou li pwoteje tout forè ki rete nan peyi a. Li dwe fè plante pyebwa kouvri peyi a nèt. Se pou sa, li va ankouraje teknik ki sèvi ak solèy, ou byen ak van, ou byen ak lòt mwayen, pou bay kouran elektrik.

Atik 256:

Leta va mete pak kote yo mete tout kalite bèt, ak jaden kote tout kalite plant ak pyebwa pouse, nan divès zòn peyi a, dekwa moun ka jwenn bon fòmasyon dekwa pou pwoteje tè a ak tou sa ki viwonnen l.

Atik 257:

Lalwa regle nan ki kondisyon yo dwe pwoteje tout kalite bèt, ak tout kalite plant. Lalwa gen dwa pini moun ki pa respekte regleman sa yo.

Atik 258:

Pèsonn moun pa gen dwa fè peyi a sèvi poubèl kote yo vin jete tout fatra ki sòti nan lòt peyi.

TITRE X

De la Famille

Article 259:

L'état protège la famille, base fondamentale de la société.

Article 260:

Il doit une égale protection à toutes les familles qu'elles soient constituées ou non dans les liens du mariage. Il doit procurer aide et assistance à la maternité, à l'enfance et à la vieillesse.

Article 261:

La loi assure la protection à tous les enfants. Tout enfant a droit à l'amour, à l'affection, à la compréhension et aux soins moraux et matériels de son père et de sa mère.

Article 262:

Un code de la famille doit être élaboré en vue d'assurer la protection et le respect des droits de la famille et de définir les formes de la recherche de la paternité. Les tribunaux et autres organismes de l'état chargés de la protection de ces droits doivent être accessibles gratuitement au niveau de la plus petite collectivité territoriale.

TITRE XI

De la Force Publique

Article 263:

La force publique se compose de deux (2) corps distincts: l'armée et la police.

Article 263-1:

Aucun autre corps armé ne peut exister sur le Territoire National.

Article 263-1:

Tout membre de la force publique prête lors de son engagement, le serment d'allégeance et de respect à la constitution et au drapeau.

CHAPITRE I

Des Forces Armées

Article 264:

Les forces armées comprennent les forces de terre, de mer, de l'air et les services techniques.

Les forces armées d'Haïti sont instituées pour garantir la sécurité et l'intégrité du territoire de la république.

DIZYÈM PATI KONSTITISYON AN **Paran ak Pitit**

Atik 259:

Nan yon peyi fanmi se baz kote sosyete a chita. Se pou sa, leta dwe pwoteje l.

Atik 260:

Leta fèt pou li pwoteje tout fanmi lan peyi a, kit paran yo marye, kit yo pa marye. Leta gen pou bay tout manman pitit, tout timoun ak vye granmoun konkou ak pwoteksyon.

Atik 261:

Leta fèt pou l pwoteje tout timoun. Se dwa tout timoun pou manman yo ak papa yo renmen yo, pou yo ancheri yo, pou yo chèche konprann yo, pou yo swen yo, pou ba yo bon jan edikasyon.

Atik 262:

Yo dwe prepare yon liv regleman pou paran ak pitit, yon jan pou yo pwoteje ak respekte dwa lafanmi. Fò yo tabli kisa pou fè pou konnen kilès ki papa yon timoun. Nan dènye ti zòn peyi a, dwe gen tribinal ak biwo leta ki pwoteje dwa sa yo gratis.

ONZYÈM PATI KONSTITISYON AN **Lame ak Lapolis**

Atik 263:

Gen de (2) gwoup separe ki gen dwa gen zam: se lame ak lapolis.

Atik 263-1:

Pa kapab gen okenn lòt gwoup ki gen dwa pote zam, nan tout peyi a.

Atik 263-2:

Lè yon moun anwole nan lame ou byen nan lapolis, li leve lamen pou li sèman, fidelite ak respè pou ni konstitisyon an, ni drapo a.

CHAPIT 1 **Lame**

Atik 264:

Gen plizyè branch nan lame d Ayiti: lame ki pou a tè, lame ki lan leta, lame ki lan avyon, ak sèvis teknisyen lame.

Lame d Ayiti la, pou peyi a kapab viv anpè, e pou okenn lòt peyi pa rantre pran pi piti moso nan peyi d Ayiti.

Article 264-1:

Les forces armées sont commandées effectivement par un officier général ayant pour titre commandant en chef des forces armées d'Haïti.

Article 264-2:

Le commandant en chef des forces armées, conformément à la constitution, est choisi parmi les officiers généraux en activité de service.

Article 264-3:

Son mandat est fixé à trois (3) ans. Il est renouvelable.

Article 265:

Les forces armées sont apolitiques. Leurs membres ne peuvent faire partie d'un groupement ou d'un parti politique et doivent observer la plus stricte neutralité.

Article 265-1:

Les membres des forces armées exercent leur droit de vote, conformément à la constitution.

Article 266:

Les forces armées ont pour attributions:

- a) Défendre le pays en cas de guerre;
- b) Protéger le pays contre les menaces venant de l'extérieur;
- c) Assurer la surveillance des frontières terrestres, maritimes et aériennes;
- d) Prêter main forte sur requête motivée de l'exécutif, à la police au cas où cette dernière ne peut répondre à sa tâche.
- e) Aider la nation en cas de désastre naturel.
- f) Outre les attributions qui lui sont propres, les forces armées peuvent être affectées à des tâches de développement.

Article 267:

Les militaires en activité de service ne peuvent être nommés à aucune fonction publique, sauf de façon temporaire pour exercer une spécialité.

Article 267-1:

Tout militaire en activité de service, pour se porter candidat à une fonction élective, doit obtenir sa mise à la retraite un (1) an avant la parution du décret électoral.

Article 267-2:

La carrière militaire est une profession. Elle est hiérarchisée. Les conditions d'engagement, les grades, promotions, révocations, mises à la retraite, sont déterminées par les règlements des forces armées d'Haïti.

Atik 264-1:

Moun ki konmande lame d ayiti toutbon, se yon ofisye ki gen grad jeneral, yo rele: konmandan an chèf lame d Ayiti.

Atik 264-2:

Se an pami ofisye ki an sèvis aktif, e ki gen grad jeneral, konstitisyon an mande pou yo chwazi konmandan an chèf lame a.

Atik 264-3:

Tan sèvis li dire twa (3) zan. Li gen dwa double.

Atik 265:

Manm lame yo, pa nan fè politik. Ni yo pa gen dwa rantre nan yon gwoup politik ou byen nan yon pati politik. Yo pa janm dwe fè paspouki pou okenn nan yo.

Atik 265-1:

Manm lame vote selon konstitisyon an.

Atik 266:

Men wòl lame:

- 1) Defann peyi a, si gen lagè.
- 2) Pwoteje peyi a kont danje ki sòt a lettranje.
- 3) Siveye tout fwontyè peyi a ni a tè, ni sou lanmè, ni anlè.
- 4) Bay lapolis konkou, sizanka lapolis pa kapab fè travay li, depi gouvènman an mande l fè travay sa.
- 5) Ede moun ki nan peyi a, nan tan malè ak devas.
- 6) Apa sa ki travay pa l, lame va ede lan tout travay ki pou devlope peyi a.

Atik 267:

Yo pa kab nonmen militè ki an sèvis aktif, nan okenn plas leta, sòf pandan dezoutwa jou, pou yon travay espesyalis.

Atik 267-1:

Pou yon militè ki an sèvis aktif gen dwa kandida nan eleksyon, fòk li te fè yo mete l an retrèt, enn (1) an anvan dekrè eleksyon an parèt.

Atik 267-2:

Travay militè se yon metye. Gen divès grad ladan l. Se nan regleman lame d Ayiti yo jwenn nan ki kondisyon pou moun anwole, nan ki kondisyon pou yo moute grad, nan ki kondisyon pou yo revoke yo, nan ki kondisyon pou yo mete yo a laretrèt.

Article 267-3:

Le militaire n'est justiciable d'une cour militaire que pour les délits et crimes commis en temps de guerre ou par les infractions relevant de la discipline militaire.

Il ne peut être l'objet d'aucune révocation, mise en disponibilité, à la réforme, à la retraite anticipée qu'avec son consentement. Au cas où ce consentement n'est pas accordé, l'intéressé peut se pourvoir par devant le tribunal compétent.

Article 267-4:

Le militaire conserve toute sa vie, le dernier grade obtenu dans les forces armées d'Haïti. Il ne peut en être privé que par décision du tribunal compétent passée en force de chose souverainement jugée.

Article 267-5:

L'état doit accorder aux militaires de tous grades des prestations garantissant pleinement leur sécurité matérielle.

Article 268:

Dans le cadre d'un service national civique mixte obligatoire, prévu par la constitution à l'article 52-3, les forces armées participent à l'organisation et à la supervision de ce service.

Le service militaire est obligatoire pour tous les Haïtiens âgés au moins de dix-huit (18) ans.

La loi fixe le mode recrutement, la durée et les règles de fonctionnement de ces services.

Article 268-1:

Tout citoyen a droit à l'auto-défense armée, dans les limites de son domicile mais n'a pas droit au port d'armes sans l'autorisation expresse et motivée du chef de la police.

Article 268-2:

La détention d'une arme à feu doit être déclarée à la police.

Article 268-3:

Les forces armées ont le monopole de la fabrication, de l'importation, de l'exportation, de l'utilisation et de la détention des armes de guerre et de leurs munitions ainsi que du matériel de guerre.

CHAPITRE II **Des Forces de Police**

Article 269:

La police est un corps armé. Son fonctionnement relève du ministère de la justice.

Atik 267-3:

Pou yo jije yon militè nan tribinal militè, fòk li fè krim osinon fòt grav pandan peyi a nan lagè, ou byen fòk li fè kichòy kont regleman lame a. Yo pa gen dwa revoke yon militè, ni mete l an vakans osinon mete l sou kote pou enkapasite, voye l a la retrèt anvan lè l, san li pa dakò pou sa. Nan ka sa a, militè a gen dwa mande pou yon tribinal ki la pou sa, jije kòz la.

Atik 267-4:

Militè toujou kenbe dènye grad yo te genyen nan lame a, jis tan yo mouri. Sèl lè yo vin pèdi grad sa a, se sizanka yon tribinal ki la pou sa, ta fè desizyon sa a, apre jijman fin fèt legal.

Atik 267-5:

Militè tout grad fèt pou yo touche regilyè nan men leta, yon jan pou yo viv san pwoblèm lajan.

Atik 268:

Lame dwe bay konkou l, pou l ede òganize pwogram sèvis sivik pou fi tankou gason, jan sa ekri nan atik 52-3 konstitisyon an.

Tout Ayisyen ki deja gen dizuit (18) ane, oblije fè sèvis militè.

Lalwa deside ki jan enskripsyon dwe fèt pou pwogram sa yo, konben tan yo dire, kouman pou yo mache.

Atik 268-1:

Tout sitwayen gen dwa defann tèt yo ak zam, anndan lakay yo. Men, pou moun gen zam sou yo, fòk se chèf lapolis la ki ba yo pèmasyon pou sa, kote li esplike rezon ki fè yo bay pèmasyon sa a.

Atik 268-2:

Depi yon moun gen yon zam ki tire bal, lakay li, fòk li avèti lapolis.

Atik 268-3:

Se lame d Ayiti sèlman ki gen dwa fè zam pou fè lagè, ansanm ak tout minisyon ki ale ak zam sa yo, ni tout materyèl pou fè lagè. Se lame sèlman ki gen dwa achte zam sa yo a letranje, voye yo a letranje, sèvi avèk yo, kenbe yo nan depo.

CHAPIT 2 Lapolis

Atik 269:

Lapolis, se yon gwoup ki gen zam. Li mache sou zòd ministè lajistis.

Article 269-1:

Elle est créée pour la garantie de l'ordre public et la protection de la vie et des biens des citoyens. Son organisation et son mode de fonctionnement sont réglés par la loi.

Article 270:

Le commandant en chef des forces de police est nommé, conformément à la constitution, pour un mandat de trois (3) ans renouvelable.

Article 271:

Il est créé une (1) académie et une (1) école de police dont l'organisation et le fonctionnement sont fixés par la loi.

Article 272:

Des sections spécialisées notamment l'administration pénitentiaire, le service des pompiers, le service de la circulation, la police routière, les recherches criminelles, le service narcotique et anti-contrebande sont créés par la loi régissant l'organisation, le fonctionnement et la localisation des forces de police.

Article 273:

La police en tant qu'auxiliaire de la justice, recherche les contraventions, les délits et crimes commis en vue de la découverte et de l'arrestation de leurs auteurs.

Article 274:

Les agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions sont soumis à la responsabilité civile et pénale dans les formes et conditions prévues par la constitution et par la loi.

TITRE XII

Dispositions Générales

Article 275:

Le chômage de l'administration publique et privée et du commerce sera observé à l'occasion des fêtes nationales et des fêtes légales.

Article 275-1:

Les fêtes nationales sont:

- 1) La fête de l'indépendance nationale le premier janvier.

Atik 269-1:

Lapolis la pou li garanti tout moun viv anpè. Lapolis dwe pwoteje lavi tout sitwayen, ansanm ak tout byen yo. Lalwa deside kouman lapolis òganize ak kouman li dwe mache.

Atik 270:

Konstitisyon an mande pou yo nonmen konmandan lapolis pou yon tan sèvis twa (3) lane. Li gen dwa double.

Atik 271:

Yo mete yon akademi ak yon lekòl lapolis. Lalwa deside kouman yo òganize ak kouman yo dwe mache.

Atik 272:

Lapolis gen divès branch:

Sèvis administrasyon prizon;

Sèvis ponpye;

Sèvis sikilasyon;

Sèvis gran wout;

Sèvis rechèch kriminel;

Sèvis kont dwòg;

Sèvis kont kontrebann.

Lwa ki regle tout sèvis sa yo, se li ki regle kouman tout sèvis lapolis òganize, kouman yo mache, epi kote yo chita.

Atik 273:

Lapolis la pou li ede lajistis jwenn moun ki an kontravansyon, moun ki fè fòt, moun ki fè krim. Se lapolis ki gen dwa arete moun sa yo.

Atik 274:

Lè manm lapolis ap fè travay jandam yo, yo fèt pou yo respekte tout lwa yo rele lwa sivil ak lwa penal, nan tout jan sa make nan konstitisyon an ak nan lwa.

**DOUZYÈM PATI KONSTITISYON AN:
Sou kèk zafè ki enterese tout moun**

Atik 275:

Ni sèvis leta, ni sèvis prive, ni konmès, pap travay jou fèt nasyonal ak jou fèt legal.

Atik 275-1:

Men jou fèt nasyonal yo:

1) Premye janvyè: Fèt endepandans peyi d Ayiti.

- 2) Le jour des aïeux le 2 janvier;
- 3) La fête de l'agriculture et du travail le premier mai;
- 4) La fête du drapeau et de l'université, le 18 mai;
- 5) La commémoration de la bataille de Vertières, jour des forces armées, le 18 novembre.

Article 275-2:

Les fêtes légales sont déterminées par la loi.

Article 276:

L'assemblée nationale ne peut ratifier aucun traité, convention ou accord internationaux comportant des clauses contraires à la présente constitution.

Article 276-1:

La ratification des traités, des conventions et des accords internationaux est donnée sous forme de décret.

Article 276-2:

Les traités ou accords internationaux, une fois sanctionnés et ratifiés dans les formes prévues par la constitution, font partie de la législation du pays et abrogent toutes les lois qui leur sont contraires.

Article 277:

L'état Haïtien peut intégrer une communauté économique d'états dans la mesure où l'accord d'association stimule le développement économique et social de la république d'Haïti et ne comporte aucune clause contraire à la présente constitution.

Article 278:

Aucune place, aucune partie du territoire ne peut être déclarée en état de siège qu'en cas de guerre civile ou d'invasion de la part d'une force étrangère.

Article 278-1:

L'acte du président de la république déclaratif d'état de siège, doit être contre-signé par le premier ministre, par tous les ministres et porter convocation immédiate de l'assemblée nationale appelée à se prononcer sur l'opportunité de la mesure.

Article 278-2:

L'assemblée nationale arrête avec le pouvoir exécutif, les garanties constitutionnelles qui peuvent être suspendus dans les parties du territoire mises en état de siège.

- 2) 2 janvye: Fèt moun zansèt nou yo.
- 3) Premye me: Fèt kiltivatè ak travayè.
- 4) 18 me: Fèt drapo ak inivèsite.
- 5) 18 Novanm: Fèt ki fè n sonje jou batay Vètyè. Fèt lame.

Atik 275-2:

Lalwa va deside ki jou ki fèt legal.

Atik 276:

Asanble nasyonal la pa gen dwa dakò pou l siyen okenn kontra, ni okenn deklarasyon, ni okenn antant, ak lòt peyi, depi ta gen de bagay ladan yo ki pa ale avèk konstitisyon sa a.

Atik 276-1:

Asanble nasyonal la soti yon dekrè lò li dakò pou l siyen kontra, regleman, antant avèk lòt peyi.

Atik 276-2:

Lè kontra ou byen antant ak lòt peyi fin ratifye, selon sa konstitisyon an mande, yo gen menm fòs ak lwa peyi a. Sa anile tout lwa ki ta an depaman avèk yo.

Atik 277:

Peyi d Ayiti gen dwa rantre kòm asosye, nan yon gwoup lòt peyi ki met tèt ansanm pou yo regle pwoblèm ekonomi peyi yo. Men, lan asosiyasyon ak lòt peyi pa ka gen anyen ki ale kont konstitisyon an. Okontrè, fòk li ede peyi d Ayiti mache nan bon wout pwogrè, nan avantaj tout moun.

Atik 278:

Yo pa kapab deklare okenn kote nan peyi a ann eta d syèj, sòf si gen lagè sivil, ou byen si lame yon lòt peyi anvayi peyi d Ayiti.

Atik 278-1:

Deklarasyon prezidan repiblik la fè, pou l deklare eta d syèj, fòk premye minis la siyen l tou, ansanm ak tout lòt minis yo. Nan menm deklarasyon sa a, fòk yo mande asanble nasyonal la reyini tousuit, pou li kapab di, si l dakò.

Atik 278-2:

Asanble nasyonal la deside, ansanm ak gouvènman an, ki nimewo ki pa aplike ankò nan konstitisyon an, si peyi a ann eta d syèj.

Article 278-3:

L'état de siège devient caduc s'il n'est pas renouvelé tous les quinze (15) jours après son entrée en vigueur par un vote de l'assemblée nationale.

Article 278-4:

L'assemblée nationale siège pendant toute la durée de l'état de siège.

Article 279:

Trente (30) jours après son élection, le président de la république doit déposer au greffe du tribunal de première instance de son domicile, l'inventaire notarié de tous ses biens, meubles et immeubles, il en sera de même à la fin de son mandat.

Article 279-1:

Le premier ministre, les ministres et secrétaires d'état sont astreints à la même obligation dans les trente (30) jours de leur installation et de leur sortie de fonction.

Article 280:

Aucun frais, aucune indemnité généralement quelconque n'est accordé aux membres des grands corps de l'état à titre des tâches spéciales qui leur sont attribuées.

Article 281:

A l'occasion des consultations nationales, l'état prend en charge proportionnellement au nombre de suffrages obtenus, une partie des frais encourus durant les campagnes électorales.

Article 281-1:

Ne sont éligibles à de telles facilités que les partis qui auront au niveau national obtenu dix pour cent (10%) des suffrages exprimés avec un plancher départemental de suffrage de cinq pour cent (5%).

TITRE XIII

Amendements à la Constitution

Article 282:

Le pouvoir législatif sur la proposition de l'une des deux (2) chambres ou du pouvoir exécutif, a le droit de déclarer qu'il y a lieu d'amender la constitution, avec motifs à l'appui.

Article 282-1:

Cette déclaration doit réunir l'adhésion des deux tiers (2/3) de chacune des deux chambres. Elle ne peut être faite qu'au cours de la dernière session ordinaire

Atik 278-3:

Aprè yo mete eta d syèj, fòk asanble nasyonal la vote chak kenz jou pou l kontinye li.

Atik 278-4:

Asanble nasyonal la dwe travay pandan tout tan gen eta d syèj.

Atik 279:

Anvan trant (30) jou pase, aprè eleksyon prezidan repiblik la, se pou prezidan an remèt grefye tribinal pou premye jijman bò kote l rete a, yon papyè tenbre, ak lis tout byen, tout kay, tout pwopriete li genyen. La fè menm jan tou, lè tan sèvis li fini.

Atik 279-1:

Premye minis, minis, ak sekretè deta va fè menm jan tou, anvan trant (30) jou pase, aprè yo rantre nan plas yo, epi lè tan sèvis yo fini.

Atik 280:

Tout moun ki gen gwo djob lan leta, lè leta bay yo fè yon travay espesyal, pa gen okenn lajan pou peye yo.

Atik 281:

Lè gen eleksyon nan peyi a, leta fèt pou li peye yon moso nan depans ki fèt pandan kanpay la, selon valè vòt chak pati politik resevwa.

Atik 281-1:

Se pati politik yo sèlman ki kapab resevwa lajan sa a nan men leta, lè yo gen dis (10) vòt omwen, sou chak san (100) vòt nan tout peyi a, epi lè yo gen senk (5) vòt omwen sou chak san (100) vòt, nan chak depatman.

TRÈZYÈM PATI KONSTITISYON AN **Chanjman nan Konstitisyon an**

Atik 282:

Gwoup moun ki fè lwa nan peyi a, gen dwa mande chanjman nan Konstitisyon an, depi lachanm senatè ou byen lachanm depite, mande chanjman ak bon rezon pou sa. Gwoup moun kap dirije peyi a, gen dwa fè menm jan tou.

Atik 282-1:

Pou demann sa a bon, fòk gen de (2) manm ki dakò pou sa, sou chak twa (3) manm, ni lachanm senatè, ni lachanm depite. Se nan dènye peryòd travay nòmal

d'une législature et est publiée immédiatement sur toute l'étendue du territoire.

Article 283:

A la première session de la législature suivante, les chambres se réunissent en assemblée nationale et statuent sur l'amendement proposé.

Article 284:

L'assemblée nationale ne peut siéger, ni délibérer sur l'amendement, si les deux tiers (2/3) au moins des membres de chacune des deux (2) chambres ne sont présents.

Article 284-1:

Aucune décision de l'assemblée nationale ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers (2/3) des suffrages exprimés.

Article 284-2:

L'amendement obtenu ne peut entrer en vigueur qu'après l'installation du prochain président élu. En aucun cas, le président sous le gouvernement de qui l'amendement a eu lieu ne peut bénéficier des avantages qui en découlent.

Article 284-3:

Toute consultation populaire tendant à modifier la constitution par voie de référendum est formellement interdite.

Article 284-4:

Aucun amendement à la constitution ne doit porter atteinte au caractère démocratique et républicain de l'état.

TITRE XIV

Des positions Transitoires

Article 285:

Le conseil national de gouvernement reste et demeure en fonction jusqu'au 7 février 1988, date d'investiture du président de la république élu sous l'empire de la présente constitution, conformément au calendrier électoral.

Article 285-1:

Le conseil national de gouvernement est autorisé à prendre en conseil des ministres, conformément à la constitution, des décrets ayant force de loi jusqu'à l'entrée en fonction des députés et sénateurs élus sous l'empire de la présente constitution.

lanchanm, yo dwe fè demann sa a, yon jan pou tout peyi a sa okouran, toutsuit.

Atik 283:

Nan premye peryòd pwochenn epòk travay lanchanm, ni lanchanm senatè, ni lanchanm depite, va fè yon sèl, pou yo fòme asanble nasyonal la. Se asanble nasyonal la ki va pran yon desizyon sou chanjman yo te mande yo.

Atik 284:

Asanble nasyonal la pa kapab travay pou l etidye demann chanjman an, san pa genyen de (2) manm lanchanm ki la, sou chak twa (3) manm, kit se lanchanm senatè, kit se lanchanm depite.

Atik 284-1:

Pou nenpòt desizyon asanble nasyonal la bon, fòk gen de (2) bilten vòt ki dakò pou sa, sou chak twa (3) bilten vòt.

Atik 284-2:

Yo pa gen dwa aplike yon chanjman yo vote nan konstitisyon an, anvan yo enstale pwochen prezidan ki monte a. Prezidan ki te la, pandan yo vote chanjman an, pa janm gen dwa sèvi ak avantaj chanjman sa a ta pote pou li.

Atik 284-3:

Referandòm, pou yo mande pèp la si li dakò pou gen chanjman nan konstitisyon an, pa gen dwa fèt .

Atik 284-4:

Okenn chanjman nan konstitisyon an, pa ka fèt, pou leta pa ta demokratik ankò, pou peyi d Ayiti pa ta yon repiblik ankò.

**KATÒZYÈM PATI KONSTITISYON AN:
Kèk desizyon nan Konstitisyon
an, ki la ann atandan**

Atik 285:

Konsèy nasyonal gouvènman an ap rete sou pouvwa jis 7 fevriye 1988. Se jou sa a, y ap enstale prezidan repiblik yo nonmen nan eleksyon, ak konstitisyon sa a, jan yo te prevwa sa nan kalandriye elektoral la.

Atik 285-1:

Ann atandan depite ak senatè, yo va nonmen nan eleksyon ak konstitisyon sa a, konmanse travay, Konsèy nasyonal gouvènman an gen dwa met dekrè deyò. Dekrè sa yo, ki gen menm valè ak lwa, dwe fèt nan reyinyon konsèy minis, ak jan konstitisyon an mande pou sa fèt.

Article 286:

Tout Haïtien qui a adopté une nationalité étrangère durant les vingt-neuf (29) années précédant le 7 février 1986 peut, par une déclaration faite au ministère de la justice dans un délai de deux (2) ans à partir de la publication de la constitution, recouvrer sa nationalité haïtienne avec les avantages qui en découlent, conformément à la loi.

Article 287:

Compte tenu de la situation des Haïtiens expatriés volontairement ou involontairement, les délais de résidence prévus dans la présente constitution, sont ramenés à une année révolue pour les plus prochaines élections.

Article 288:

A l'occasion de la prochaine consultation électorale, les mandats des trois (3) sénateurs élus pour chaque département seront établis comme suit:

- a) Le sénateur qui a obtenu le plus grand nombre de voix, bénéficiera d'un (1) mandat de six (6) ans;
- b) Le Sénateur qui vient en seconde place en ce qui a trait au nombre de voix, sera investi d'un (1) mandat de quatre (4) ans;
- c) Le troisième sénateur sera élu pour deux (2) ans.

Dans la suite, chaque sénateur élu, sera investi d'un (1) mandat de six (6) ans.

Article 289:

En attendant l'établissement du conseil électoral permanent prévu dans la présente constitution, le conseil national de gouvernement forme un conseil électoral provisoire de neuf (9) membres, chargé de l'exécution et de l'élaboration de la loi électorale devant régir les prochaines élections et désigné de la façon suivante:

- 1) Un par l'exécutif, non fonctionnaire;
- 2) Un par la conférence épiscopale;
- 3) Un par le conseil consultatif;
- 4) Un par la cour de cassation;
- 5) Un par les organismes de défense des droits humains, ne participant pas aux compétitions électorales;
- 6) Un par le conseil de l'université;
- 7) Un par l'association des journalistes;
- 8) Un par les cultes réformés;
- 9) Un par le conseil national des coopératives.

Article 289-1:

Dans la quinzaine qui suivra la ratification de la présente constitution, les corps ou organisations concernés font parvenir à l'exécutif le nom de leur représentant.

Atik 286:

Yon Ayisyen, ki te vin sitwayen yon peyi etranje, pandan ventnèf (29) ane, anvan 7 fevriye 1986 la, gen dwa tounen pran tout dwa ak avantaj lalwa bay yon sitwayen. Pou l tounen vin Ayisyen, fòk li fè yon dekarasyon pou sa, nan ministè lajistis. Li gen yon delè de (2) lane apre yo pibliye konstitisyon an, pou l fè deklarasyon sa a.

Atik 287:

Poutèt sityasyon Ayisyen ki te lese peyi a pou pwòp volonte pa yo, ak sityasyon Ayisyen yo te egzile, tout delè ki nan konstitisyon sa a, sou afè rezidans, pou pwochen eleksyon an, pa depase enn (1) an.

Atik 288:

Men kouman yo dwe konte tan sèvis twa (3) senatè y ap chwazi nan pwochen eleksyon an, pou chak depatman:

- 1) Tan sèvis senatè ki gen pi plis vòt nan yon depatman, va dire sis (6) lane.
 - 2) Tan sèvis senatè ki gen pi plis vòt nan depatman an, apre premye senatè sa a, va dire kat (4) lane.
 - 3) Tan sèvis senatè ki gen pi plis vòt nan depatman an, apre dezyèm senatè a, va dire de (2) lane.
- Apre premye eleksyon sa a, tan sèvis chak senatè va dire sis (6) lane.

Atik 289:

Ann atandan yo mete konsèy elektoral ki la nèt la jan Konstitisyon an deja di a, konsèy nasyonal gouvènman an va fòme yon konsèy elektoral pwovizwa ak nèf (9) manm. Wòl konsèy sa a, se: fè lwa elektoral pou fè pwochen eleksyon yo, epi fè aplike lwa sa a. Men ki jan yo va chwazi manm konsèy elektoral pwovizwa a:

- 1) Gwoup moun ki dirije peyi a, va chwazi yon (1) manm, ki pa fonksyonè leta.
- 2) Konferans episkopal monseyè katolik yo, va chwazi yon manm.
- 3) Konsèy konsiltatif la va chwazi yon (1) manm.
- 4) Tribinal kasasyon an va chwazi yon (1) manm.
- 5) Òganizasyon ki defann dwa kretyen vivan ann Ayiti yo, va chwazi yon (1) manm.
- 6) Konsèy inivèsite a va chwazi yon (1) manm.
- 7) Asosyasyon jounalis yo va chwazi yon (1) manm.
- 8) Legliz pwotestan yo va chwazi yon (1) manm.
- 9) Konsèy nasyonal koperativ yo, va chwazi yon (1) manm.

Atik 289-1:

Anvan kenz (15) jou pase depi pèp la di, li dakò avèk Konstitisyon sa a, gwoup ou byen òganizasyon ki reskonsab chwazi manm konsèy yo, voye non moun yo chwazi yo, ba gouvènman an.

Article 289-2:

En cas d'abstention d'un corps ou organisation sus-visée, l'exécutif comble la ou les vacances.

Article 289-3:

La mission de ce conseil électoral permanent se départagent par tirage au sort les mandats de neuf (9) six (6) et trois (3) ans, prévus pour le renouvellement par tiers (1/3) du conseil.

Article 290:

Les membres du premier conseil électoral permanent se départagent par tirage au sort les mandats de neuf (9), six(6) et trois (3) ans, prévus pour le renouvellement par tiers (1/3) du conseil.

Article 291:

Ne pourra briguer aucune fonction publique durant les dix (10) années qui suivront la publication de la présente constitution et cela sans préjudice des actions pénales ou en réparation civile;

a) Toute personne notoirement connue pour avoir été par ses excès de zèle un des artisans de la dictature et de son maintien durant les vingt-neuf (29) dernières années;

b) Tout comptable des deniers publics durant les années de la dictature sur qui plane une présomption d'enrichissement illicite;

c) Toute personne dénoncée par la clameur publique pour avoir pratiqué la torture sur les prisonniers politiques, à l'occasion des arrestations et des enquêtes ou d'avoir commis des assassinats politiques.

Article 292:

Le conseil électoral provisoire chargé de recevoir les dépôts de candidature, veille à la stricte application de cette disposition.

Article 293:

Tous les décrets d'expropriation de biens immobiliers dans les zones urbaines et rurales de la république des deux (2) derniers gouvernements haïtiens au profit de l'état ou des sociétés en formation sont annulés si le but pour lequel ils ont été pris, n'a pas été exécuté au cours des dix (10) dernières années.

Article 293-1:

Tout individu victime de confiscation de biens ou de dépossession arbitraire pour raison politique, durant la période s'étendant du 22 octobre 1957 au 7 février 1986 peut récupérer ses biens devant le tribunal compétent. Dans ce cas, la procédure est célèbre comme pour les affaires urgentes et la décision n'est susceptible que du pourvoi en cassation.

Atik 289-2:

Sizanka youn nan gwoup sa yo ou byen youn nan òganizasyon sa yo pa chwazi yon moun, se gouvènman an ki va chwazi-l.

Atik 289-3:

Travay konsèy elektoral pwovizwa a gen pou l fè a, fini menm jou yo enstale prezidan ki pase nan eleksyon an.

Atik 290:

Pou yo konnen ki longè tan sèvis chak manm premye konsèy elektoral toutbon an, yon jan pou yo kapab chanje twa (3) ladan yo, chak twa (3) zan: twa (3) premye non yo tire yo, va gen yon tan sèvis nèf (9) lane. Twa (3) lòt yo, va gen yon tan sèvis sis (6) lane. Twa dènye yo, va gen yon tan sèvis twa (3) lane.

Atik 291:

Gen yon seri moun ki pap gen dwa chèche jwenn okenn plas leta, pandan dis (10) lane apre yo pibliye konstitisyon sa. Men, sa pa vle di, yo pa gen dwa mande jijman pou moun sa yo nan tribinal, pou tribinal pini yo ou byen pou tribinal fòse yo peye pou zak yo te fè yo. Men ki moun:

1) Moun tout moun byen konnen pou zak yo te fè, nan soutni rejim kraze zo ki pase ventnèf (29) lane sou pouvwa a.

2) Nenpòt moun yo panse ki fè kòb nan move konminezon sou do leta, pandan yo te reskonsab lajan leta a, sou rejim kraze zo a.

3) Tout moun pèp la denonse pou zak kraze zo, sou prizonye politik, sou moun yo arete, sou moun yo t ap mennen ankèt sou yo. Tout moun pèp la denonse komkwa yo tiye moun pou politik.

Atik 292:

Se pou konsèy elektoral pwovizwa a veyatif anpil ak sa ki ekri nan nimewo 291 la, nan travay resevwa non kandida yo.

Atik 293:

Dekrè 2 dènye gouvènman yo sou tè ak sou byen yo te pran nan espwopriyasyon, ni lavil, ni andeyò, kit se an favè leta, kit se an favè gwoup bizismann t ap fòme, tout dekrè sa yo pa vo anyen, depi travay ki te fè, yo pran dekrè sa yo, pa te janm fèt, nan dis (10) ane ki sot pase yo.

Atik 293-1:

Depi yo te pran byen yon moun, san rezon, depi yo te retire byen yon moun nan men l, ilegal, pou politik, ant 22 oktòb 1957 ak 7 fevriye 1986, moun sa a gen dwa parèt devan tribinal ki la pou sa a pou yo remèt li byen l. Nan ka sa a, tribinal la pa nan pèdi tan. Li dwe fè jijman kòz sa a prese prese. Tribinal kasasyon an sèlman, ki ta gen dwa kase jijman sa a.

Article 294:

Les condamnations à des peines afflictives et infamantes pour des raisons politiques de 1957 à 1986, n'engendrent aucun empêchement à l'exercice des droits civils et politiques.

Article 295:

Dans les six (6) mois à partir de l'entrée en fonction du premier président élu sous l'empire de la constitution de 1987, le pouvoir exécutif est autorisé à procéder à toutes réformes jugées nécessaires dans l'administration publique en général et dans la magistrature.

TITRE XV

Dispositions Finales

Article 296:

Tous les codes de lois ou manuels de justice, toutes les lois, tous les décrets-lois et tous les décrets et arrêtés actuellement en vigueur sont maintenus en tout ce qui n'est pas contraire à la présente constitution.

Article 297:

Toutes les lois, tous les décrets-lois, tous les décrets restreignant arbitrairement les droits et libertés fondamentaux des citoyens notamment:

- a) Le décret-loi du 5 septembre 1935 sur les croyances superstitieuses;
 - b) La loi du 2 août 1977 instituant le tribunal de la sûreté de l'état;
 - c) La loi du 28 juillet 1975 soumettant les terres de la Vallée de l'Artibonite à un statut d'exception;
 - d) La loi du 29 avril 1969 condamnant toute doctrine d'importation;
- sont et demeurent abrogés.

Article 298:

La présente constitution doit être publiée dans la quinzaine de sa ratification par voie référendaire. Elle entre en vigueur dès sa publication au Moniteur, journal officiel de la république.

Atik 294:

Sizanka tribinal ki te jije moun ant 1957 ak 1986, te kondane yon moun poutèt politik, pou li sibi yon pinisyon ki grav ou byen ki ta fè l wont, moun sa a kontinye kenbe tout dwa sivil li ak tout dwa politik li, kanmenm.

Atik 295:

Pandan sis (6) premye mwa apre yo fin enstale premye prezidan, yo chwazi nan eleksyon, ak konstitisyon 1987 la, gwoup moun ki gen dwa dirije peyi a, en dwa pwòpte administrasyon piblik la, pou yo mete l an fòm nèt. Yo gen dwa fè menm jan tou, pou jij ak tribinal.

KENZYÈM PATI KONSTITISYON A **Dènye pwen nan Konstitisyon an**

Atik 296:

Depi sa ki nan yon liv lwa, nan yon manyèl jistis, nan yon lwa, nan yon dekrè-lwa, nan yon dekrè, nan yon desizyon leta, pa gen anyen ki ale kont sa ki nan konstitisyon sa a, yo dwe kontinye sèvi avè l toujou.

Atik 297:

Nenpòt lwa, nenpòt dekrè-lwa, nenpòt dekrè ki wete kichòy sou manman dwa ak manman libète tout sitwayen pou plezi otorite, pa vo anyen ankò. Tankou:

- 1) Dekrè-lwa 5 septanm 1935 la, sou kwayans yo te bay pou vye kwayans.
- 2) Lwa 2 out 1977 la ki te mete yon tribinal pou sekirite leta.
- 3) Lwa 28 jiyè 1975 la, ki te mete yon valè tè plen Latibonit sou kont Leta ann atandan.
- 4) Lwa 29 avril 1969 la kont tout sistèm lide ki soti a letranje.

Atik 298:

Se pou yo pibliye konstitisyon sa a nan kenz (15) jou apre pèp la di, li dakò avè l, nan yon referandòm. Yo dwe konmanse aplike konstitisyon an, lemoman li parèt nan jounal ofisyèl peyi a, kidonk Le Monitè.

Donné au Palais Législatif à Port-au-Prince, siège de l'Assemblée Nationale Constituante, le 10 mars 1987, An 184ème de l'Indépendance.

Me Emile Jonassaint, *président de l'Assemblée Constituante*

Me Jean Supplice, *vice-président de l'Assemblée Constituante*

Les secrétaires:

Mme Bathilde Barbancourt
M. Jacques Saint-Louis
Me Raphaël Michel Adelson

Les membres:

M. Daniel Anglade
M. Yvon Auguste
M. Karl Auguste
M. Richard Baker
M. Jean Adler Bassin
M. Fresnel Bélizaire
M. Rigaud Th. Bois
Me. Nyll Calixte
Me. Hugo Charles
Me. Clavaroche Cherenfant
Me. Alcan Dorméus
Me. Chantal Hudicourt Ewald
Me. Rotchild François
M. Rick Garnier
Me Reynold Georges
Me Antoine Gilles
Dr Georges Greffin
M. Alexis C. Guerrier
M. Louis Dominald Guerrier
M. Appolon Israël
Me. Athanase Jean-Louis
Me. Wilbert Joseph
M. Julio Larosilière
M. Guy Latortue
M. Gérard M. Laurent
M. Lavelanet Lindor

Se nan palè lachanm Pòtoprens, kote asanble konstitiyant la te chita, nou siyen konstitisyon sa a, le 10 mas 1987, ki fè peyi d Ayiti 183 ane depi li endependan.

Mèt Emil Jonasen, *prezidan asanble konstitiyant la*

Mèt Jan Siplis, *vis-prezidan asanble konstitiyant la*

Sekretè yo:

Madam Batil Babankou
Msye Jak Sen-Lwi
Mèt Rafayèl Michèl Adèlson

Manm Yo:

Msye Danyèl Anglad
Msye Richa Bekè
Msye Jan Adlè Basen
Msye Fresnèl Belizè
Msye Rigo Th. Bwa
Mèt Higo Chal
Mèt Alkan Dòmeyis
Mèt Chantal Idikou Eval
Mèt Wòtchil Franswa
Msye Rik Ganyè
Msye Aleksì Gèrye
Msye Lwi-Domina Gèrye
Doktè Jòj Grefen
Msye Apolon Izrayèl
Mèt Atanaz Jan-Lwi
Mèt Antwàn Jil
Mèt Renòl Jòj
Msye Vilbè Josèf
Msye Nil Kaliks
Msye Gi Latòti
Msye Jilyo Lawozilyè
Msye Lavlanèt Lendò
Msye Jan Abraam Liben
Msye Jan Leyonidas Lisyen
Msye Jera M. Loran
Mèt Franswa Maglwa

M. Jean Abraham Lubin
Me. Jean Léonidas Lucien
Me. François R. Magloire
Me. Jean Mainville
M. Volvick Mathieu
Me. Justin Mézile
Dr. Georges Michel
Me. Barbantès Moussignac
Me. Justin Obas
Me. Ménès Ovide
Me. Thalès Paul
M. Franck Paultre
M. Pierre Th. Pierre
M. Gustave Pierre-Louis
M. Réginald Riboul
Me Gérard Romulus
Dr. Louis Roy
M. Gary Sajous
Me. Gracia Saint-Louis
M. Eddy Saint-Pierre
M. Pierre Saint-Rémy
M. Benoit Sanon
Me. Michel Félix Sapini
M. Jacques Séide
Me. Marc Sémervil
M. Jean Edmond Tida
M. Ecclésiaste Valcin
M. Serge Villard

Msye Vòlvik Matye
Mèt Jan Menvil
Mèt Jisten Mezil
Doktè Jòj Michèl
Mèt Babantès Mousiyak
Mèt Jisten Oba
Msye Ivon Ogis
Msye Kal Ogis
Mèt Menès Ovid
Mèt Talès Pòl
Msye Frank Polch
Msye Pyè T. Pyè
Msye Gistav Pyè-Lwi
Msye Rejinal Riboul
Msye Gari Sajous
Msye Benwa Sanon
Mèt Michèl Feliks Sapini
Mèt Mak Semèvil
Mèt Grasya Sen-Lwi
Msye Edi Sen-Pyè
Msye Pyè Sen-Remi
Msye Jak Seyi
Msye Jan Edmon Tida
Msye Eklezyas Valsen
Msye Sèj Vila
Doktè Lui Wa
Mèt Jera Womilis

TABLE DES MATIÈRES

Constitution 1987

	Articles	Page
1.- PRÉAMBULE		2
2.- TITRE I: De la République d'Haïti.		
Son Emblème - Ses Symboles.....	1 - 9.1	4
Chapitre 1: De la République d'Haïti.....	1 - 7.1	4
Chapitre 2: Du Territoire de la République d'Haïti.....	8 - 9.1	6
3.- TITRE II: De la nationalité haïtienne	10 - 15	7
4.- TITRE III: Du Citoyen - Des droits		
et devoirs fondamentaux	10	
Chapitre 1: De la qualité de citoyen.....	16 - 18	10
Chapitre 2: Des droits fondamentaux.....	19 - 23	10
<i>Section A: Droit à la vie et à la santé</i>	<i>19 - 23</i>	<i>10</i>
<i>Section B: De la liberté individuelle</i>	<i>24 - 27.1</i>	<i>12</i>
<i>Section C: De la liberté d'expression</i>	<i>28 - 29</i>	<i>16</i>
<i>Section D: De la liberté de conscience</i>	<i>30 - 30.2</i>	<i>16</i>
<i>Section E: De la liberté de réunion</i>		
<i>et d'association</i>	<i>31 - 31.3</i>	<i>18</i>
<i>Section F: De l'Education et de l'Enseignement.....</i>	<i>32 - 34.1</i>	<i>18</i>
<i>Section G: De la liberté du travail.....</i>	<i>35 - 35.6</i>	<i>22</i>
<i>Section H: De la Propriété.....</i>	<i>36 - 39</i>	<i>22</i>
<i>Section I: Droit à l'information</i>	<i>40.....</i>	<i>26</i>
<i>Section J: Droit à la sécurité</i>	<i>41 - 51</i>	<i>26</i>
Chapitre 3: Des devoirs du citoyen	52 - 52.3	30
5.- TITRE IV: Des Etrangers.....	53 - 57	34
6.- TITRE V: De la souveraineté nationale	58 - 190	34
Chapitre 1: Des collectivités territoriales		
et de la décentralisation.....	61 - 61.1	34
<i>Section A: De la Section communale</i>	<i>62 - 65</i>	<i>36</i>

SA KI NAN LIV LA

Konstitisyon 1987 la

Atik Paj

1.- DEKLARASYON	3
2.- PREMIYÈ PATI KONSTITISYON AN: Repiblik d Ayiti, drapo l, desen ak senbwòl ki reprezante l.	1 - 9.1 5
Chapit 1: Repiblik d Ayiti	1 - 7.1 5
Chapit 2: Tè peyi d Ayiti	8 - 9.1 7
3.- DEZYÈM PATI KONSTITISYON AN: Sa ki fè yon moun se Ayisyen	10 - 15 9
4.- TWAZYÈM PATI KONSTITISYON AN: Sa yon sitwayen ye	16 - 52.3 11
Chapit 1 : Ki sa yon sitwayen ye	16 - 18 11
Chapit 2: Dwa fondamantal	19 - 23 11
<i>Paragraf 1: Dwa pou viv, Dwa viv an sante.....</i>	<i>19 - 23 11</i>
<i>Paragraf 2: Chak moun gen dwa lib</i>	<i>24 - 27.1 15</i>
<i>Paragraf 3: Dwa pale lib. Dwa ekri lib.....</i>	<i>28 - 29 17</i>
<i>Paragraf 4: Dwa suiv kwayans ak relijyon, lib</i>	<i>30 - 30.2 17</i>
<i>Paragraf 5: Dwa reyini lib. Dwa fè asosiyasyon.....</i>	<i>31 - 31.3 19</i>
<i>Paragraf 6: Dwa pou edikasyon ak lekòl.</i>	<i>32 - 34.1 19</i>
<i>Paragraf 7: Libète nan travay</i>	<i>35 - 35.6 23</i>
<i>Paragraf 8: Pwopriyete ak byen moun.</i>	<i>36 - 39 23</i>
<i>Paragraf 9: Dwa jwenn enfòmasyon</i>	<i>40..... 27</i>
<i>Paragraf 10: Dwa pou gen sekirite</i>	<i>41 - 51 27</i>
Chapit 3: Devwa yon sitwayen	52 - 52.3 31
5.- KATRIYÈM PATI KONSTITISYON AN: Etranje	53 - 57 35
6.- SENKYÈM PATI KONSTITISYON AN: Sa ki fè peyi d Ayiti mèt tèt li	58 - 190 35
Chapit 1: Desantralizasyon ak komite ki lan tout kwen peyi a.	61 - 61.1 35
<i>Paragraf 1: Seksyon kominal.....</i>	<i>62 - 65 37</i>

Section B: De la Commune	66 - 74	36
Section C: De l'Arrondissement	75	40
Section D: Du Département	76 - 84	40
Section E: Des Délégués et Vice-Délégués	85 - 86	42
Section F: Du Conseil Interdépartemental	87 - 87.5	42
Chapitre 2: Du pouvoir législatif	88 - 132	44
Section A: De la Chambre des Députés	89 - 93	44
Section B: Du Sénat	94 - 97	48
Section C: De l'Assemblée Nationale	98 - 103	50
Section D: De l'exercice du pouvoir législatif	103 - 130.3	52
Section E: Des incompatibilités	131 - 132	64
Chapitre 3: Du Pouvoir Exécutif	133 - 172	66
Section A: Du Président de la République	134 - 135.1	66
Section B: Des attributions du Président de la République	136 - 154	68
Section C: Du Gouvernement	155 - 157	74
Section D: Des Attributions du Premier Ministre	158 - 165	74
Section E: Des Ministres et des Secrétaire d'Etat	166 - 172	76
Chapitre 4: Du Pouvoir Judiciaire	173 - 184.1	78
Chapitre 5: De la Haute Cour de Justice	185 - 190	84
7.- TITRE VI: Des institutions indépendantes	86	
Chapitre 1: Du Conseil Electoral Permanent	191 - 199	86
Chapitre 2: De la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif	200 - 205	90
Chapitre 3: De la Commission de Conciliation	206 - 206.1	94
Chapitre 4: De la Protection du Citoyen	207 - 207.3	96
Chapitre 5: De l'Université - De l'Académie De la Culture	208 - 216	96
8.- TITRE VII: Des Finances Publiques	217 - 233	98
9.- TITRE VIII: De la Fonction Publique	234 - 244	104

Paragraf 2: Komin	66 - 74	37
Paragraf 3: Awondisman	75	41
Paragraf 4: Depatman	76 - 84	41
Paragraf 5: Delege ak vis delege	85 - 86	43
Paragraf 6: Konsèy tout depatman yo	87 - 87.5	43
Chapit 2: Gwoup moun ki fè lwa yo	88 - 132	45
Paragraf 1: Lachanm depite	89 - 93	45
Paragraf 2: Lachanm senatè	94 - 97	49
Paragraf 3: Asanble Nasyonal la	98 - 103	51
Paragraf 4: Kouman gwoup moun ki fè lwa nan peyi a dwe travay.	104 - 130.3	53
Paragraf 5: Plas ki pa ale ak travay yon manm lachanm	131 - 132	65
Chapit 3: Gwoup kap dirije peyi a.	133 - 172	67
Paragraf 1: Prezidan repiblik	134 - 135.1	67
Paragraf 2: Sa prezidan repiblik la dwe fè	136 - 154	69
Paragraf 3: Gouvènman an	155 - 157	75
Paragraf 4: Premye minis la	158 - 165	75
Paragraf 5: Minis ak sekretè deta	166 - 172	77
Chapit 4: Gwoup moun ki jij	173 - 184.1	79
Chapit 5: Piwo tribinal jistis	185 - 190	85
7.- SIZYÈM PATI KONSTITISYON AN:		
Sèvis leta ki endepandan yo	191 - 216	87
Chapit 1: Konsèy elektoral tout bon an	191 - 199	87
Chapit 2: Tribinal ki kontwole tout lajan leta e ki regle tout kòz anplwaye leta	200 - 205	91
Chapit 3: Komite pou mete antant	206 - 206.1	95
Chapit 4: Biwo pou pwoteje sitwayen	207 - 207.3	97
Chapit 5: Inivèsite. Akademi. Kilti pèp ayisyen an.	208 - 216	97
8.- SETYÈM PATI KONSTITISYON AN: Lajan leta	217 - 233	99

10.- TITRE IX.....	245 - 258	108
Chapitre 1: De l'Economie - De l'Agriculture.....	245 - 252	108
Chapitre 2: De l'Environnement	253 - 258	110
11.- TITRE X: De la Famille	259 - 262	112
12. TITRE XI: De la Force Publique	263 - 274	112
Chapitre 1: Des Forces Armées.....	264 - 268.3	112
Chapitre 2: Des Forces de Police	269 - 274	116
13. TITRE XII: Dispositions Générales	275 - 281.1	118
14. TITRE XIII: Amendements à la Constitution	282 - 284.4	122
15.- TITRE XIV: Des Dispositions Transitoires.....	285 - 295	124
16.- TITRE XV: Dispositions Finales.....	296 - 298	130

Le dimanche 29 mars 1987, le peuple haïtien a approuvé cette constitution par 1.268.980 oui, 2.167 non, 187 votes nuls. Le journal *Le Moniteur* a publié le texte de cette Constitution, en français et en créole, dans son numéro 35 du 28 avril 1987.

9. UITYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Administrasyon piblik la.....	234 - 244 105
10. NEVYÈM PATI KONSTITISYON AN:	245 - 258 109
Chapit 1: Ekonomi peyi a. Travay tè	245 - 252 109
Chapit 2: Tè peyi a, ak tou sa ki viwonnen li.....	253 - 258 111
11. DIZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Paran ak pitit.....	259 - 262 113
12. ONZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	Lame ak lapolis 263 - 274 113
Chapit 1: Lame	264 - 268.3 113
Chapit 2: Lapolis	269 - 274 117
13. DOUZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Kèk lòt pwèn espesyal.....	275 - 281.1 119
14. TREZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Chanjman nan konstitisyon an.....	282 - 284.4 123
15.- KATÒZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Kèk pwèn nan konstitisyon an ki la ann atandan.....	285 - 295 125
16.- KENZYÈM PATI KONSTITISYON AN:	
Dènye pwèn espesyal	296 - 298 131
17.- LIS NON MANM ASANBLE KONSTITIYANT LAN	
KI SIYEN KONSTITISYON SAA.....	132

Se jou dimanch 29 lan mwa d mas 1987 pèp ayisyen a te vote pou l aprouve Konstitisyon sa a. Te gen 1.263.480 wi, 2.167 non, 187 vòt anile.

Journal Le Moniteur pibliye 2 teks yo, youn lan lang franse, lòt lan lang kreyòl, lan nimewo 35, jou 28 mwa d avril 1987.

Cette édition de la Constitution a été rendue possible grâce à une aide financière de CARIBBEAN RIGHTS, de l'UNESCO et de BROT FÜR DIE WELT.

•
Le texte français est le texte officiel tel que publié dans le Moniteur, No. 35, 28 avril 1987.

•
Le texte créole est une nouvelle traduction faite par le Centre Oecuménique des Droits de l'Homme.

Ce tirage de 10.000 exemplaires est spécialement destiné à la distribution de la Constitution aux fonctionnaires de l'Etat.

Dépôt légal: 3e trimestre 1997, Bibliothèque Nationale d'Haïti
Achevé d'imprimer en octobre 1997
Imprimerie Henri Deschamps, Port-au-Prince, Haïti



CLIFTON WHITE RESOURCE CENTER
INTERNATIONAL FOUNDATION FOR ELECTION SYSTEMS